Revue
D'ÉTUDES
NATIONALES

identité



La place de L'ÉCONOMIE

L'hégémonisme économique • Ni libéralisme ni dirigisme
L'entreprise ou la spéculation ? • L'économie au service de la nation
Culture et immigration • Nietzsche, un héraut de notre temps
Gnose et orthodoxie • Notre-Dame la France

NUMÉRO 17 • AUTOMNE 1992 • 50FF • ISSN 0999-6087

SOMMAIRE

Illustration de la couverture : L'intérieur du port de Marseille (détail) par Claude-Joseph Vernet (1754). « *La politique économique peut bien être un aspect essentiel de la grande politique* [...], *mais* [...] *jamais se substituer à elle* » (Oswald Spengler, *Pensées 209*, éd. Copernic, 1980, p. 174).

Le préalable de l'indépendance

par Jean-Marie Le Pen

Il est courant d'entendre dire, par des gens malveillants ou simplement ignorants, que le Front national ne s'intéresse pas à l'économie et qu'il n'a pas de programme économique. Il est vrai qu'à la différence des économistes du Système, toujours distingués selon une formule aussi stupide qu'éculée, nos propositions en ce domaine ne s'inscrivent pas dans de pesants volumes. D'abord parce que nous pensons que l'économie a moins besoin de directives et de conseils que de libertés, ensuite parce qu'une chose est de gloser sur l'économie, même quand on vous répute "meilleur économiste de France", une autre est d'être capable de promouvoir une économie dynamique.

Nos idées sur le sujet se trouvaient, pour l'essentiel, contenues dans un petit livre dont le titre était lui-même tout un programme : "Droite et Démocratie économique". Celui-ci exprimait un certain nombre de vérités d'évidence et d'expérience pourtant continûment bafouées par ceux qui dirigeaient la politique et, à travers elle, l'économie de la France.

En 1978, au moment où Jacques Chirac voulait, selon ses propres termes, « repeindre la France aux couleurs du travaillisme », cet ouvrage constituait un manifeste "préreaganien" (Reagan ne sera élu président des États-Unis que deux ans plus tard) établi à partir d'une critique lucide des socialismes et de leur forme la plus féroce : le communisme. Il posait le principe de la séparation de l'économie et de l'État, celui de la liberté de l'entreprise, cellule de base et moteur de l'économie de marché. Il affirmait le caractère positif et bénéfique de la propriété et de l'héritage, la dignité du travail, droit et devoir du citoyen, le caractère démocratique du profit et définissait les conditions d'un retour à la prospérité principalement par la réduction du taux des prélèvements obligatoires sociaux et fiscaux.

Bien que nos commissions aient beaucoup travaillé depuis, en particulier à l'Assemblée nationale et pour la préparation du programme de 1993, "Droite et Démocratie économique" demeure, quinze ans après, un ouvrage qu'il faut lire ou relire.

La place que tiennent dans la Cité la philosophie, la morale, la politique, l'économie, leurs relations, leur hiérarchie, définissent le type de société que l'on veut promouvoir.

Quand le Front national fait sienne la formule "politique d'abord", cela signifie que celle-ci doit être placée, non au-dessus, mais avant toute autre démarche du même ordre. Cela ne signifie évidemment pas, et quoi qu'en disent certains exégètes malhonnêtes, qu'elle soit en quelque manière déifiée, ni que l'État soit la valeur suprême, ni qu'il puisse se soustraire aux impératifs de la morale naturelle. Mais si, comme nous le croyons, la politique est l'art d'assurer la survie de la nation, il est évident qu'il ne saurait y avoir de prospérité économique, et donc de progrès social, quand il n'y a plus de nation, de territoire, de souveraineté, de culture. « Quand Syracuse est prise, écrit Maurras, Archimède est égorgé, et tant pis pour le théorème. »

Il est vrai aussi qu'il ne peut y avoir de prospérité générale sans ordre, sans justice, sans liberté, et c'est le rôle de l'État d'arbitrer en faveur de l'intérêt général, d'orienter vers lui les activités du pays, de contraindre les oligarchies à le servir. En revanche, il doit se garder d'accaparer l'économie et de la diriger.

Or aucun pays n'a, autant que la France, confié à l'État la conduite de sa vie économique et sociale, si l'on excepte les pays communistes ou, et encore, la Suède socialiste.

N'en déplaise à beaucoup, le contrôle étatique de notre économie, qui débuta sous le Front populaire, fut amplifié et systématisé sous Vichy. Mais ce qui pourrait être mis au compte de la pénurie et de la nécessité de centraliser nos efforts de production face aux exigences allemandes se prolongea en 1945 par une vague massive de nationalisations que rien ne justifiait, hormis la volonté marxisante déjà exprimée dans le programme du CNR et accentuée par la domination du Parti communiste sur toute la gauche à la Libération, ainsi que l'impuissance du général De Gaulle à résister au parti de Maurice Thorez, à moins que ce n'ait été de sa part une certaine incapacité à comprendre les règles et les mécanismes d'une économie libre.

Depuis, à part quelques rémissions de courte durée, Pinay en 1951, Balladur en 1986, le courant général n'a cessé d'aggraver la pression de la bureaucratie et de la technocratie sur l'appareil et l'autorité économiques. Pression qui, symbolisée par Valéry Giscard d'Estaing, véritable inspirateur de notre politique économique depuis le milieu des années soixante, ne s'est évidemment pas relâchée avec l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981.

Arrivée dont le seul avantage aura été que le socialisme, qui jusque-là s'infiltrait partout sournoisement sous le vocable de libéralisme avancé, se soit affiché ouvertement.

Le socialisme, qu'il soit national-socialisme, communisme ou social-démocratie, participe de la même erreur constructiviste et matérialiste. En pleine déroute, après les expériences du XXe siècle, il espère se survivre en faisant oublier ses échecs et ses crimes.

Il est pourtant urgent de s'en débarrasser car il est en lui-même un instrument collectif d'appauvrissement, de ruine et de tyrannie, et son bilan, dans le monde et en France, démontre qu'il met en péril leur équilibre et leur survie.

Dans un environnement international marqué par l'explosion démographique du tiers monde, l'effondrement du monde soviétique, la poussée d'un Islam conquérant, l'érosion de la puissance américaine, la mort annoncée de l'Afrique, la pandémie du sida, le déferlement de la drogue et du crime organisé, la politique de Maastricht apparaît au mieux comme une simple technique incantatoire, un placebo géant à la taille du continent.

Impuissants à faire face à la crise majeure qu'affrontent nos pays, et pas seulement dans le domaine économique, les dirigeants de l'Europe croient avoir découvert une formule magique : l'Europe fédérale, imitation sénile des États-Unis d'Amérique.

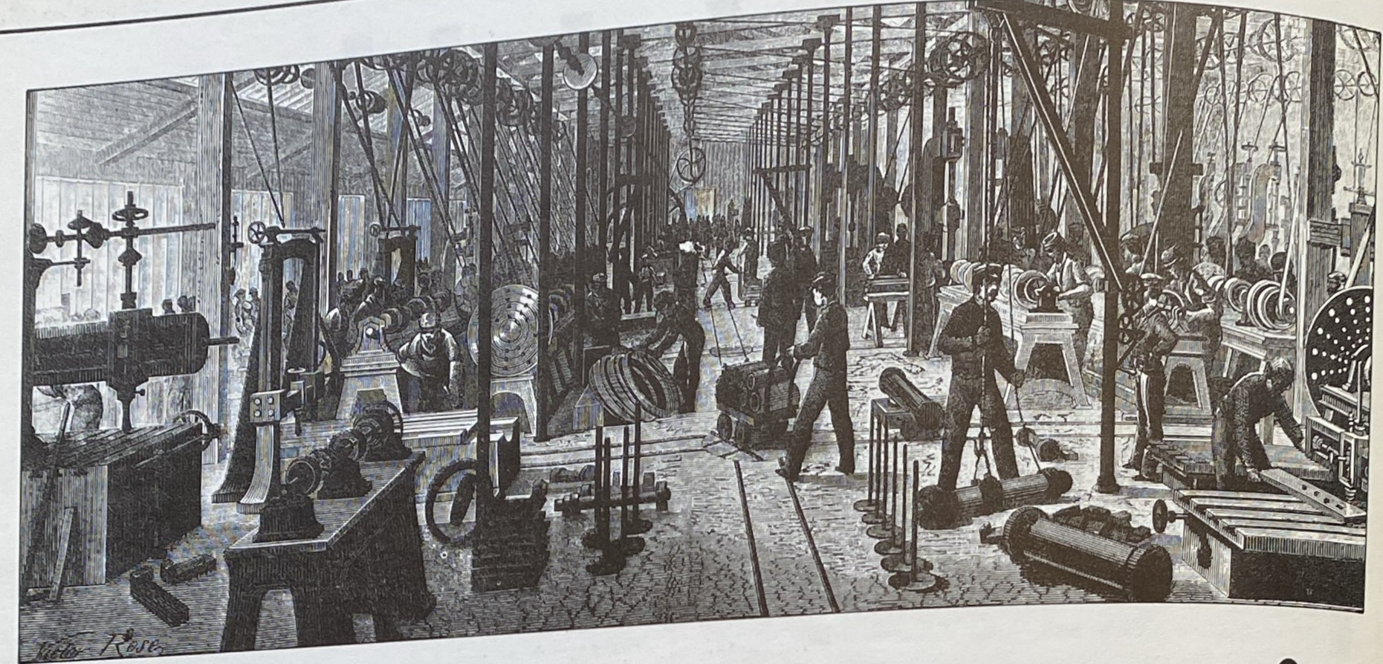
Or, pour nous en tenir à la France, force est de constater qu'à part l'optimisme du Président, tout porte à l'inquiétude, voire à l'angoisse.

Toutes nos institutions : politiques, judiciaires, scolaires, sanitaires, militaires, religieuses, morales sont en crise. Le pouvoir titube de scandales en scandales, tandis que le nombre de chômeurs, des immigrés, des délinquants, des pauvres, des mécontents ne cesse de croître, tandis qu'augmente le poids déjà écrasant des charges fiscales et sociales, que le déficit budgétaire de la dette publique, le déficit de la Sécurité sociale, le déficit démographique plongent dans des gouffres vertigineux.

C'est dans cette situation désastreuse, et qui exigerait une véritable politique de salut public capable de rendre l'espoir aux jeunes et la confiance au peuple, que le pouvoir abdique la souveraineté de la France entre les mains de la synarchie mondialiste, détruit les frontières et livre une économie délabrée aux appétits des multinationales étrangères.

Il faut donc bien comprendre qu'il ne sert à rien de proposer quelque programme politique ou économique que ce soit si on ne pose pas en préalable le maintien de l'indépendance nationale et de la souveraineté de la France. En termes clairs, cela veut dire que nous refusons totalement l'entrée de la France dans le processus d'intégration fédéraliste initié par Maastricht, mais que nous la considérons comme une violation dirimante de notre Constitution et, au-delà, des lois fondamentales de la nation.

Nous combattrons donc, sans esprit de recul, cette capitulation historique qui n'a même pas l'excuse du désastre militaire, car il ne s'agit de rien de moins pour nous que de la vie et de la mort de la France, de son honneur et de la liberté de son peuple. ■



La place de l'économie

Jamais l'économie n'aura été plus omniprésente qu'aujourd'hui, au point même de commander aux peuples et à leurs gouvernements. Imposant partout sa propre logique, celle du profit, et sa norme, celle de l'argent, réduisant la société à un marché, l'homme à un consommateur, pénétrant toutes les sphères de l'existence, de la naissance à la mort, pour en donner un prix et en faire un commerce, l'économie est devenue, à la faveur du développement des idées matérialistes issues des Lumières, la loi et la fin de toute chose.

Il en est résulté pour les pays capitalistes qui lui ont tout sacrifié une évidente prospérité et un indéniable bien-être matériel, mais au prix de la destruction des valeurs traditionnelles religieuses, politiques et sociales qui donnaient un sens à l'existence et un cadre à la société. Aussi bien l'homme occidental souffre-t-il aujourd'hui d'un vide existentiel au milieu d'une surabondance de biens et de services.

Car la crise profonde qui affecte les sociétés marchandes est due non pas à leur inefficacité dans leur domaine de prédilection, l'économie, mais à leur inaptitude à procurer un substitut aux valeurs de l'ordre ancien qu'elles ont contribué à faire disparaître. Il en est ainsi de la seule poursuite des satisfactions matérielles qui ne saurait remplacer le questionnement de l'être auquel s'efforcent de répondre les grandes religions. Il en est de même de l'effacement du politique, confiné dans le rôle subalterne de gestionnaire des choses au détriment de sa fonction principale qui est le gouvernement des hommes ; ou encore de la substitution de l'État-providence, aussi omnipotent qu'impuissant, à l'État souverain garant de la cohésion nationale.

Toute réflexion sur l'économie suppose donc au préalable de s'interroger sur la place qui lui revient, afin de la restituer dans son objet, comme moyen au service de l'homme et de la société, comme fonction subordonnée à des fins supérieures, politiques et sociales, et non l'inverse.

Ce préalable étant acquis, il convient alors de rappeler que si, dans l'ordre social, l'économique est soumis aux impératifs du politique, ce dernier ne saurait pour autant ignorer que l'économie est commandée par des lois qui lui sont propres et que s'y soustraire conduit aux pires catastrophes, en particulier à la pénurie et à la famine, comme l'ont démontré les pays communistes.

Autrement dit, s'il est impérieux de libérer la politique, c'est-à-dire la conduite des nations, de la tutelle de l'économie, il n'est pas moins nécessaire de libérer l'économie de l'emprise de l'État afin de lui rendre son efficacité. C'est pourquoi toute approche de l'économie devra également rejeter dans l'avenir, comme autant de perversions de l'esprit, aussi bien le libéralisme qui tend à nier et à évacuer le politique que le socialisme ou ses dérivés, comme la social-démocratie, qui finissent par détruire, au nom de la politique, les ressorts de l'économie par l'encadrement des entreprises et la chasse aux bénéfices. Car il n'est pas d'économie prospère sans respect du droit de propriété et de la liberté d'entreprendre et sans incitation au profit.

Poser le primat du politique sur l'économique c'est enfin souligner que l'économie d'une nation appartient d'abord à cette dernière et qu'aucune loi économique prétendument supérieure ne saurait prévaloir. Pour tout dire, qu'un pays ne saurait se voir imposer, contre son intérêt, le respect du libre-échangisme international, lequel n'est que la traduction marchande de l'idéologie mondialiste.

L'harmonisation du marché à l'échelle de la planète procède en effet de la même utopie égalitariste que la fusion des peuples à l'échelle du monde. Une utopie que contredit l'expérience, tant il est vrai qu'il existe autant d'économies que de nations et que le nivellement humain préconisé par l'esprit cosmopolite et son corollaire économiste, le capitalisme anonyme et apatride, loin d'apporter la prospérité, dissout le tissu social et économique et finit par générer le chômage et la pauvreté de par le monde.

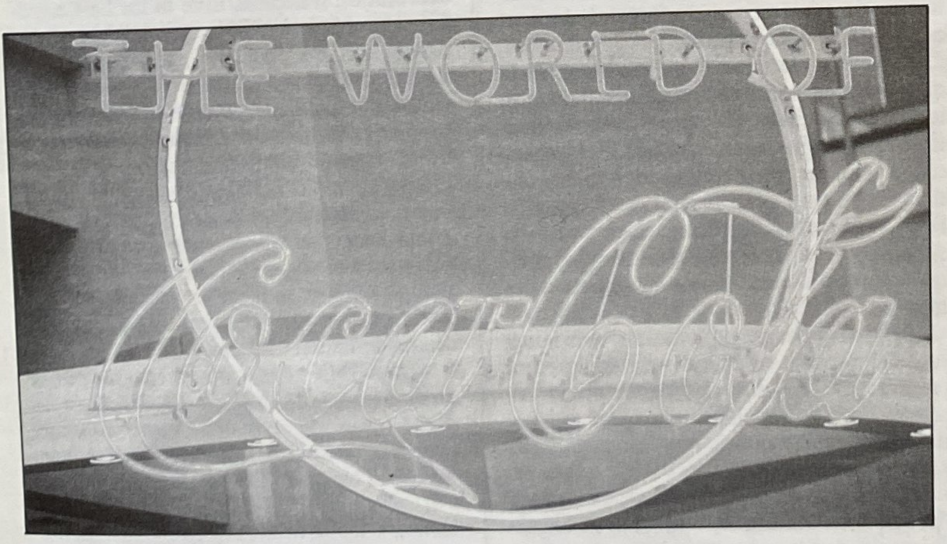
Seule par conséquent une remise en cause des valeurs que véhiculent à la fois la société marchande et la social-démocratie permettra de replacer l'économie à son juste niveau et de la libérer du carcan étatique.

C'est dire aussi si le débat sur l'économie ne s'articulera plus comme par le passé entre dirigisme et libéralisme, collectivisme et capitalisme, mais entre économie mondialiste et économie nationale, entre capitalisme spéculatif et sauvage et capitalisme industriel et communautaire, c'est-à-dire entre deux conceptions du monde radicalement opposées.

L'hégémonisme économique

par Didier Lefranc

De tout temps, on a considéré que le but de la production et de la commercialisation des richesses était d'assurer le bien-être d'une nation et de participer à sa puissance. Mais, par une inversion de l'ordre des fins et des moyens, l'économie, au lieu de servir, commande désormais aux âmes et aux peuples, imposant à tous les échelons de la société ses propres critères : l'argent et le profit. Il en est résulté, en particulier, un effondrement des liens communautaires, la poursuite du seul intérêt personnel par la réussite individuelle étant devenue la règle, et une dégénérescence du politique qui gère mais ne gouverne plus. Cette hypertrophie de l'économie, qui a produit la société marchande, constitue une impasse pour l'économie elle-même. Aussi s'impose-t-il aujourd'hui d'inverser ce processus mortel, qui a fait de l'homme, de la société et de la nature des objets, en replaçant l'économie dans son rôle initial, et seulement dans ce rôle.



Symbole de la société de consommation, la publicité étale partout son emprise sur les esprits car, au temps du règne de l'économie, ce sont les objets qui deviennent rois. Alors que les sociétés traditionnelles ont produit une culture et un art remarquables, aujourd'hui livrés aux musées ou à la spéculation, la société marchande, fruit de l'hypertrophie des valeurs économiques, n'a donné naissance qu'à une sous-culture qui trouve sa source principale aux États-Unis. Une sous-culture qui, ayant pour critère la rentabilité, n'a pu produire qu'un art standardisé, accessible à tous, ou un art abstrait réservé à l'élite cosmopolite : tout le contraire d'un art enraciné dans une culture populaire nationale. Ici : une publicité pour Coca-Cola, boisson phare de l'Amérique.

La défaite historique du communisme et la crise générale du système socialiste signifient non seulement l'effondrement d'un messianisme terrestre mais également l'échec patent de ceux qui ont prétendu s'abstraire des lois de l'économie.

La mort du collectivisme, l'un des piliers doctrinaux des systèmes socialistes, démontre en effet d'une manière éclatante et définitive que, pour produire un optimum de biens et de richesses, on n'a pas trouvé une alternative sérieuse à la libre entreprise, à la loi du marché et au régime de la propriété et du profit privés.

La collectivisation des moyens de production se révèle en effet non seulement moins créatrice que l'économie de marché, mais surtout extrêmement coûteuse puisqu'elle induit fatalement la stagnation sociale et la destruction des libertés individuelles.

L'effondrement du communisme et de tous ses dérivés collectivistes prouve ainsi que les lois de l'économie existent bien et que l'on ne peut impunément s'en abstraire. Mais que désormais l'on ne puisse pas plus ignorer les lois de l'économie que l'on ne peut échapper à celles qui régissent l'ordre physique ne dispense pas pour autant de répondre

à la question posée au XIXe siècle par le socialisme et qui reste d'actualité: quelle place l'activité économique doit-elle occuper dans notre société et, plus essentiellement encore, l'économie est-elle au service de l'homme ou l'homme est-il asservi à l'économisme?

Que le socialisme ait apporté une réponse erronée à cette question ne change rien: il faut continuer d'y répondre car la place de l'économie dans notre société apparaît aujourd'hui tout aussi problématique, sinon plus, qu'au temps du prolétariat.

Un questionnement d'autant plus nécessaire que la décadence des idéologies socialistes semble autoriser les partisans de l'économisme, tout entiers à à leur triomphe, à affirmer, comme Francis Fukuyama, qu'il faut clore le débat et que l'histoire, sur ce plan, est désormais « *achevée*[1] ».

Vers la société marchande

L'économie est-elle de l'ordre des fins ou des moyens? Là se situe le débat.

Dans l'ordre social traditionnel, la production et la commercialisation des richesses constituent précisément une fonction sociale ("la troisième fonction") qui, tout en obéissant à sa morale propre (elle a la tempérance comme vertu cardinale), reste subordonnée à des fins qui la dépassent. Cela se traduit dans les sociétés organiques par la primauté des fonctions de souveraineté (dont la sagesse est la vertu cardinale) et guerrière (qui a le courage pour principe). Schématiquement cette vision organique du bon ordre social qui s'enracine dans l'antiquité indo-européenne a prévalu jusqu'à la Révolution française.

Dans ce cadre, l'économie ne trouve pas en elle-même sa propre fin: sa fonction consiste à rendre des services et à produire des richesses destinées à l'ensemble du corps social. Elle ne peut donc prétendre usurper le domaine des fins ni a fortiori s'ériger en fin ultime. L'argent reste un moyen, dont « *la fonction la plus exquise* », selon l'expression d'Abel Bonnard, est précisément « *de nous introduire dans un monde où nous l'oublions*[2] », c'est-à-dire qui le dépasse.

D'ailleurs, étymologiquement, le domaine de l'économie renvoie à celui de la bonne administration des choses: l'économe est à l'origine l'administrateur de la maison (*oikos, nomos*), c'est-à-dire le gérant et non pas le maître.

L'histoire moderne peut justement s'analyser comme la destruction de ce cadre traditionnel; d'abord par l'autonomie croissante de l'économie vis-à-vis des autres fonctions sociales, ensuite par l'hégémonie progressive des valeurs marchandes comme fins ultimes.

Qu'on le date de la Renaissance, de la Réforme ou de la Révolution, on ne peut nier ce mouvement qui se traduit, au plan politique, par la montée en puissance du tiers état et par la domination d'un nouveau type humain, le bourgeois, qui va supplanter les autres modèles, souverains ou héroïques.

La victoire de la bourgeoisie sur les autres "ordres" date justement de la Révolution française, c'est-à-dire du renversement de l'ordre ancien, et termine la longue lutte amorcée par les bourgeois des villes du Moyen Age. La célèbre apostrophe de Sieyès: « *Qu'est-ce que le tiers état? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique? Rien. Que demande-t-il? A y devenir quelque chose*[3] » résume en termes frappants l'agressivité d'une fonction qui prétend désormais à l'exclusivité et ne réclame l'égalité que pour mieux dominer.

La Révolution française s'affirme résolument anti-monarchique, anti-religieuse et anti-aristocratique, non seulement au plan des principes, mais également à celui des actes, comme en témoignent les persécutions qui illustrent tragiquement la volonté de la troisième fonction d'éliminer les deux premières.

Le bourgeois s'était voulu gentilhomme, non pour suivre son modèle mais tout simplement pour prendre sa place.

Si la Révolution française a forgé l'idée nationale et promu la citoyenneté et la liberté individuelle, elle a aussi, il faut le souligner, laissé le champ libre aux valeurs marchandes et à la domination de l'esprit bourgeois.

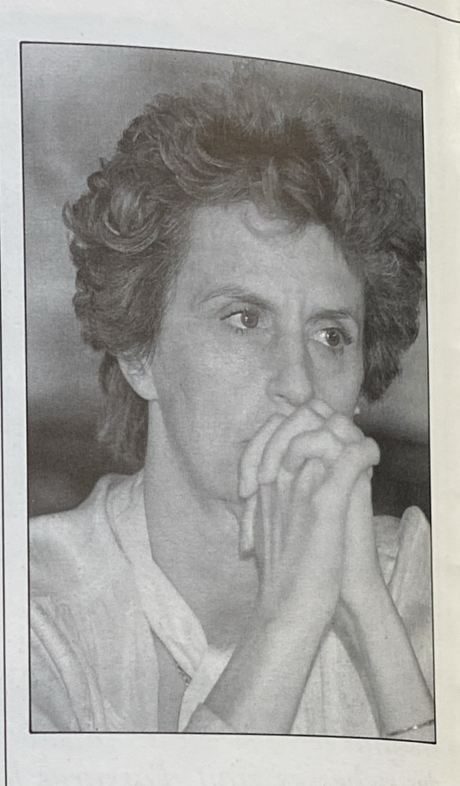
La domination de l'esprit bourgeois

Le XIXe siècle a consacré la victoire de la perception marchande du monde, et celle-ci a forgé la modernité. L'esprit bourgeois, comme l'a analysé d'une façon magistrale Werner Sombart[4], repose sur une tension perpétuelle entre deux types distincts mais complémentaires: l'entrepreneur conquérant et créateur et le bourgeois parvenu et conservateur. Mais, conquérant ou établi, l'esprit marchand possède des caractéristiques propres qui le distinguent de tout autre "type" dans l'histoire.

Cet esprit se fonde sur le calcul et la quantification en vue de maximaliser son intérêt personnel. Transposé au plan politique, il se fixe la recherche du bonheur comme fin dernière. Si l'aristocrate cherche d'abord ce qu'il peut donner et dépenser, si l'esprit héroïque implique avant tout le sacrifice de soi, le bourgeois est toujours en quête de ce qu'il peut retirer des choses et des hommes.

L'extraordinaire exploitation, inconnue jusqu'alors, des richesses naturelles qui caractérise l'époque moderne prend sa source dans ce penchant marchand qui fait de l'intérêt personnel mesurable l'*ultima ratio*.

L'esprit marchand se veut par conséquent "positif" et "rationnel", opposé à la reconnaissance de toute transcendance et au sens du sacré. Il récuse en particulier la religion, à laquelle il préfère le moralisme, comme l'explique sans doute la filiation puritaine du capitalisme mise en lumière par les travaux de Max Weber. La victoire du tiers état ne peut en effet se dissocier du combat contre l'Église et l'aristocratie. La bourgeoisie a non seulement détruit la religion mais, en fondant le culte des droits de l'homme, elle a tenté de se sacraliser elle-même.



Comme l'a justement analysé Karl Marx, « *la critique de la religion aboutit à cette doctrine que l'homme est pour l'homme l'être suprême*[5] ». L'idéologie des droits de l'homme, religion bourgeoise par excellence, prétend détrôner Dieu pour sacraliser l'homme ou, du moins, l'image qu'elle s'en fait.

L'esprit bourgeois est enfin par nature un individualisme qui se défie des identités, des groupements, des ordres et des communautés. « *Le commerce est la profession des égaux* » affirmait déjà Montesquieu. La Révolution française, avec la loi Le Chapelier du 14 juin 1791 qui interdit toute association ou coalition entre citoyens de même profession, inaugure symboliquement l'ère du "travailleur", atome social soumis à la logique du marché. D'abord les corporations, ensuite les nations et les identités. L'argent n'a pas de frontières et le point de vue socialiste sur le caractère apatride de la domination capitaliste n'a pas perdu de sa pertinence ni de son actualité. Il suffit, pour s'en persuader, de rappeler la responsabilité historique du patronat français dans le drame de l'immigration...

« *On résiste au pouvoir de l'argent par ce qu'on a de traditionnel, en tant qu'on est fils d'une race, le croyant d'une religion, l'homme d'une terre, l'artiste obscur d'un métier. C'est pourquoi les financiers détestent d'instinct tout ce qui empêche les hommes d'être absolument pareils. Ils ne voudraient avoir affaire qu'à de la poussière humaine* » diagnostiquait Abel Bonnard[6]. Les valeurs marchandes contredisent par nature les identités.

Au plan politique, l'esprit bourgeois se traduit dans le parlementarisme, l'équilibre des pouvoirs comme des opinions. Comme l'a souligné Carl Schmitt, cette vision du



Conséquence du renversement des valeurs opéré par la société marchande, le sens de l'honneur a fait place à l'absence de scrupules, le désintéressement à l'appât du gain, la droiture à la désinvolture. Une fatalité quand on sait que la seule finalité de cette société, que ses uniques ressorts sont : "consommez !" ou "enrichissez-vous !" Conséquence de l'abaissement du politique et de sa soumission à l'économique : le règne de l'argent a progressivement déteint sur la classe politique elle-même. Si bien qu'à l'éthique républicaine du service du peuple a succédé celle du service de soi ou du parti. D'où cette remarque de Valéry : « ***La mystique républicaine c'était mourir pour la République. La politique républicaine c'est en vivre.*** **» Ci-dessus, Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, troisième personnage de l'État, inculpé d' "ingérence, de corruption et d'abus de biens sociaux" dans le cadre de l'enquête sur le financement du Parti socialiste dont il fut le trésorier, et, page de gauche, Georgina Dufoix, ex-ministre de la Santé, citée à comparaître dans le procès du sang contaminé par le sida.**

politique s'inspire de « *l'image mercantile de la balance*[7] » et ne constitue qu'une application du principe libéral général ; « *car c'est exactement la même chose que la vérité procède du libre conflit des opinions ou que l'harmonie surgisse d'elle-même de la compétition économique*[8] ».

L'opinion majoritaire permet d'atteindre une vérité relative, sorte d'optimum qui rappelle en effet le prix d'équilibre résultant de la confrontation, sur le marché, de l'offre et de la demande.

De même, la théorie du contrat social, qui conçoit la société fondée, non sur l'ordonnancement autour d'un principe supérieur, mais par l'accord contractuel des volontés libres et égales, ressortit à la logique de l'échange et du contrat commercial.

La bourgeoisie, cette « *classe discutante* », selon Donoso Cortès, prétend en effet transposer avec succès à la société toute entière des principes dont la validité se limite pourtant au seul domaine économique. Là résident son erreur essentielle et la source principale de la crise de la modernité.

La crise de la société marchande

La crise du monde moderne s'analyse en effet avant tout comme une crise de la société marchande. Non pas une crise résultant, ainsi que l'avait faussement prophétisé Karl Marx, d'un échec dans son domaine de prédilection, l'économie — les grandes crises ont en effet été jugulées, et le capitalisme débouche sur l'abondance et non sur l'appauvrissement — mais une crise due à l'inaptitude de la fonction marchande à se substituer efficacement aux fonctions dont elle a provoqué, par étouffement, le dépérissement.

Car, redoutablement efficace pour subvertir l'ordre traditionnel, la bourgeoisie s'est révélée incapable de fonder une harmonie sociale stable. Autant elle a pu obtenir de remarquables résultats dans l'ordre des moyens, autant elle n'a pu apporter de réponses satisfaisantes à la question des fins.

La bourgeoisie a en effet surtout renversé les obstacles qui s'opposaient au pouvoir de l'argent sans rien créer à la place. Comme l'a écrit Ernest Renan, « *en ne conservant qu'une inégalité, celle de la fortune ; en ne laissant debout qu'un géant, l'État, et vingt-cinq millions de nains ; en créant un centre puissant, Paris, au milieu d'un désert intellectuel, la province ; en transformant tous nos services sociaux en administrations* [...], *la Révolution a créé une nation où la richesse seule a du prix*[9] ».

La société marchande, en tuant toutes les valeurs, en réduisant tout à l'étalon argent, a non seulement ouvert le règne de la quantité, de l'accumulation infinie de biens et de richesses, mais elle a surtout tué le sens de l'existence, c'est-à-dire sa qualité et sa valeur.

Elle a poussé l'homme dans une impasse existentielle pour la simple raison que l'économie, qui reste du domaine des moyens, ne saurait constituer une fin quelconque. La "démonie" de l'économie consiste justement en cette inversion démoniaque entre l'ordre des moyens et celui des fins.

La société marchande qui donne un prix à tout a tué toutes les valeurs et a finalement précipité la société dans l'ère du vide. Comme l'écrit Guy Debord, « *l'économie transforme le monde, mais le transforme seulement en monde de l'économie*[10] », ce qui revient à dire qu'elle laisse irrésolue la question des fins de l'existence, d'autant plus sûrement que cette transformation a justement détruit toutes les institutions et valeurs qui pouvaient lui donner un sens.

Ainsi que l'avait diagnostiqué Daniel Bell[11], la société marchande repose en outre sur une contradiction, de plus en plus criante, entre le caractère hédoniste des fins qu'elle fixe à l'existence et les conditions requises objectivement pour son fonctionnement.

En affirmant que la seule finalité de l'ordre politique correspondait à la poursuite du bonheur, l'esprit bourgeois ouvrait par là même la voie à ceux qui, bientôt, revendiqueraient à son encontre le droit au bien-être. Car celui-ci ne serait plus, comme dans la morale du capitalisme puritain des origines, le seul résultat d'un effort et d'une discipline personnels — le travail, la vertu d'économie et d'épargne notamment — mais aussi un droit que l'on finirait par brandir à l'encontre de la collectivité.

L'économisme agit ainsi uniquement en tant que puissance dissolvante dans l'ordre des fins, ce qui découle certainement de la genèse de l'esprit bourgeois, lui-même fondé, comme l'a analysé Max Scheler, sur la force négative du ressentiment.

Une société où règnent les seules valeurs marchandes est une société démoralisée, gagnée par le doute et le renoncement à mesure qu'elle découvre que la poursuite des seules satisfactions matérielles n'épuise pas la question de l'être.

L'implosion sociale

Autre fruit amer de la démonie de l'économie : l'individualisme pathologique aujourd'hui à l'œuvre. La mise en place de la société marchande supposerait l'abolition des cadres communautaires traditionnels, réputés constituer un frein à l'expression de la libre créativité de chacun. Ce faisant, la bourgeoisie a lancé un processus dont elle n'a pu maîtriser le développement. La logique marchande, qui a conduit à la destruction des ordres, des corporations ou des provinces, finit par s'étendre de proche en proche à toutes les institutions qui semblaient résister à la logique unificatrice du marché et de l'étalon argent.

Par un étrange paradoxe, les partisans de l'État minimum ont ainsi objectivement créé les conditions qui rendaient inéluctable la mise en place de l'État-providence, du fait de la destruction des institutions particulières qui, autrefois, protégeaient l'individu des rigueurs de l'existence, comme le rationalisme étroit de la bourgeoisie fait le lit du "constructivisme" et de l'idéologie socialiste.

Au terme de ce processus, non seulement l'individu se retrouve seul face aux lois implacables de l'économie et seul face à l'État qui se prétend sa providence, mais également face à lui-même, sans le secours que lui apportaient autrefois les communautés naturelles et les normes traditionnelles aujourd'hui déstructurées.

La bourgeoisie a eu la prétention d'appliquer à la société toute entière les lois de l'économie. Mais utilisé sans discernement, par exemple aux rapports entre les personnes, le principe du "laissez faire, laissez passer" entraîne des catastrophes imprévues.

Ainsi, qu'est-ce que l'individu a aujourd'hui de commun avec l'"honnête homme" dont rêvait le XVIIIe siècle ? Sans autre morale que celle de la recherche de son propre "bonheur", il est devenu un égoïste replié sur lui-même, indifférent aux malheurs d'autrui, même s'il se livre aux simulacres de la charité médiatique. Un aveugle qui croit naïvement pouvoir dissocier son destin de celui de ses proches et de sa communauté. Pourtant, celui qui à bien des égards ressemble au « *dernier homme* » prophétisé par Nietzsche ne résulte pas d'un accident imprévu de l'histoire : il découle légitimement et nécessairement de l'individualisme prétentieux et destructeur des Lumières.

Le repli sur soi collectif, qui rappelle un sauve-qui-peut général, ne conduit pas seulement à l'implosion sociale mais porte en lui également la dégénérescence du politique. La citoyenneté suppose en effet un minimum d'engagement et de participation à la vie de la Cité, c'est-à-dire un minimum de don de soi, attitude qui tend à devenir de plus en plus exceptionnelle dans une société recroquevillée dans son impasse hédoniste, comme en témoigne par exemple la progression significative de l'abstention électorale.

A terme, la "chose publique" (la *res publica* justement) se trouve subvertie dans son essence même.



Pendants idéologiques d'une société dominée par l'économie, socialisme et libéralisme constituent les deux faces d'une même médaille dont la clef d'explication du monde ramène tout à l'économie. Le premier en faisant découler les rapports sociaux des rapports de production, le second de la liberté du marché. Aussi bien la société marchande n'est-elle que le produit d'une vision matérialiste du monde dont la filiation avec la philosophie des Lumières a été encore récemment confirmée par Jean-Claude Perrot qui rappelle, dans *Une histoire intellectuelle de l'économie politique*, que « *l'économie est bien l'une des disciplines essentielles des Lumières* ». De cette conception il est résulté une "chosification" de l'homme réduit à l'état de simple agent économique producteur et consommateur, de la société assimilée à un marché, de la nature transformée en objet exploitable à merci. Ici : un combinat de l'ex-Union soviétique, symbole de cette exploitation de l'homme et de la nature.

La dégénérescence du politique

La dégénérescence du politique résulte nécessairement de la démonie de l'économie.

Désacralisée, la politique se trouve bientôt réduite à la gestion des moyens et se voit retirer la prérogative de fixer les fins, ce qu'illustre par exemple la prédominance des fonctionnaires, c'est-à-dire des administratifs, dans la classe politique, singulièrement — et significativement — à gauche. Nous voici désormais à l'âge du "*me too*" américain, du "moi aussi" qui voit l'établissement politique se différencier non sur les fins poursuivies mais seulement sur les moyens d'y parvenir : "socialisme à la française", "libéralisme social" ou "travaillisme à la française", les partis politiques n'ont plus de véritable projet, mais uniquement des programmes plus ou moins interchangeables.

Délaissant l'ordre des fins, que l'on confie justement aux non politiques — aux juges, aux "autorités morales" ou aux "comités d'éthique" en tout genre —, la politique, devenue pure gestion du quotidien, glisse progressivement hors de son domaine propre de responsabilité et finit par se diluer dans le social.

Une corruption du politique qui ouvre la voie à la corruption pure et simple des politiques. Celle-ci se définit en effet comme la confusion volontaire entre les affaires publiques et les affaires privées, en d'autres termes comme la négation qu'il puisse légitimement exister des affaires "publiques". Or cette vision des choses se rattache à la croyance marchande selon laquelle le public ne résulterait que de l'agrégation des intérêts privés.

Si l'argent devient la valeur ultime et la réussite matérielle le principal critère de moralité, l'État, privé de toute transcendance, devient fatalement l'instrument des groupes ou des individus les mieux organisés pour capter à leur profit une partie de la richesse produite par les autres. La politique de la France « *se fait à la corbeille* » dès lors



Créé en 1947 pour réguler le commerce international, le GATT, devenu le chien de garde planétaire du grand capitalisme, n'a fait que perpétuer la tutelle des pays riches sur le tiers monde, suscitant ainsi les importantes migrations des pays pauvres vers l'Europe. C'est essentiellement sur ses injonctions que l'Afrique a été conduite à abandonner la polyculture qui lui assurait une certaine autosuffisance alimentaire. C'est à cause de lui que les États-Unis, par arguties juridiques interposées, empêchent l'Europe d'occuper la place qu'elle mérite dans l'économie planétaire. En réalité, l'empire de l'économie sur le monde, par l'instauration d'un marché unique, permet à l'argent d'exercer une véritable domination sur l'ensemble de la planète. Sur la photo : une réunion des membres du GATT.

---

que l'État n'incarne plus, comme aujourd'hui, autre chose que l'agrégation des intérêts particuliers.

L'impasse marchande

Si l'histoire a manifestement consacré l'échec des politiques qui prétendaient faire abstraction de l'économie, il ne faut pas pour autant négliger qu'elle sanctionne tout aussi sûrement ceux qui veulent faire l'économie de la politique.

Les partisans du libéralisme utopique, ceux qui prétendent tout réduire à la logique marchande, ignorent en effet que les lois de l'économie ne restent efficaces qu'autant qu'un cadre politique et culturel permet un certain accord sur des règles communes. Comme l'écrit Friedrich von Hayek, « *la notion que les hommes ne peuvent se servir de leurs connaissances pour parvenir à leurs objectifs sans se heurter les uns aux autres que si des frontières nettes peuvent être tracées entre leurs domaines respectifs de libre utilisation est le fondement sur lequel toute civilisation connue s'est édifiée* [...]. *Le droit, la liberté et la propriété sont une trinité indissociable. Il ne peut y avoir de droit, au sens de règles universelles de conduite, qui ne définisse les frontières des domaines de liberté en posant les règles qui permettent à chacun de savoir où il est maître de ses actes*[12] ».

Or c'est précisément l'État, instrument du politique, parce qu'il possède la possibilité souveraine de contraindre, qui permet de faire respecter les règles de juste conduite. Il ne peut y avoir, par exemple, de stabilité des contrats ni de sécurité des propriétés si le droit, la police et la morale publique ne répriment pas le dol et le vol.

Il est dès lors parfaitement stupide de prétendre que l'économie se suffit à elle-même pour assurer sa propre pérennité. Le capitalisme a besoin d'une morale[13]. Comme le "droit sans État" n'est qu'une supercherie, déstructurer la sphère du politique, ignorer les fondements transcendants de la morale publique revient à détruire à terme l'ordre économique lui-même.

L'économie ne peut pas non plus se passer de la politique dans l'ordre international. Car l'échange et le commerce n'apportent pas nécessairement d'eux-mêmes la paix. Pas plus que le commerce ne crée spontanément les conditions de son développement. La paix, en effet, résulte avant tout de la puissance et de la détermination des nations.

L'histoire des relations économiques internationales apparaît au contraire comme le théâtre de la lutte souvent victorieuse de ceux qui subordonnent l'économie à des impératifs de puissance, comme les États-Unis ou le Japon par exemple, contre ceux qui, comme les Européens, prétendent faire du respect des principes économiques une fin en soi. La guerre économique existe bien, et l'économie apparaît alors comme la poursuite de la politique par d'autres moyens. En voulant ignorer que la validité des lois économiques se limite au seul domaine des moyens et que l'économie ne pourra jamais se substituer ni à l'éthique ni à la politique, la société marchande, bien que matériellement forte, se révèle structurellement fragile.

La mort du communisme, le reflux mondial des socialismes lui ont donné un répit historique imprévu. Elle n'en reste pas moins en sursis et, si elle n'en profite pas pour retrouver les voies de l'harmonie sociale, plus rien n'arrêtera sa décadence irrémédiable. ■

---

1. *Le Monde* du 25/02/92.
2. Abel Bonnard, *l'Argent*, éditions du Trident, 1991, p. 14.
3. Emmanuel Sieyès, *Qu'est-ce que le tiers état ?*, PUF, 1982, p. 27.
4. Werner Sombart, *le Bourgeois*, Petite Bibliothèque Payot, 1966.
5. Karl Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, cité par Jacques Du Perron in *Droite et Gauche*, Pardès 1991, p. 294.
6. Abel Bonnard, op. cit., p. 51.
7. Carl Schmitt, *Parlementarisme et Démocratie*, Seuil, 1988, p. 86.
8. Carl Schmitt, op. cit., p. 45.
9. Ernest Renan, cité par Jacques Du Perron, op. cit., p. 124.
10. Guy Debord, *la Société du spectacle*, éd. Gérard Lebovici, 1987, p. 27.
11. Daniel Bell, *les Contradictions culturelles du capitalisme*, PUF, 1979.
12. Friedrich von Hayek, *Droit, Législation et Liberté*, t. 1, PUF, 1980, p. 129.
13. Yves M. Laulan in *le Figaro* du 14/01/1992.

Ni libéralisme ni dirigisme

par Pascal Gannat

Durant ces quarante dernières années, l'essentiel du débat sur l'économie aura tourné autour de l'opposition entre le socialisme et le libéralisme, entre le collectivisme et le capitalisme et, plus largement, entre l'économie libre et l'économie dirigée, la société communiste et la société marchande constituant les deux pôles opposés de ces deux alternatives, l'Union soviétique et les États-Unis les deux modèles extrêmes. Un débat aujourd'hui dépassé en raison de l'effondrement des pays du bloc de l'Est, effondrement qui a consacré la supériorité du second modèle sur le premier dans le domaine de la production des richesses. Pour autant, le libéralisme ne saurait représenter la panacée, comme le croient aujourd'hui tous ceux qui ont fait de l'Amérique la nouvelle Babylone. Réduisant la collectivité à un marché, l'homme à un agent économique, il constitue, tout comme son contraire, le socialisme, une vision économiste de la société. Aussi, toute réflexion ultérieure sur l'économie devra-t-elle sortir de ces sentiers battus et envisager une économie libre, sans libéralisme ni socialisme.

Commencé au XIXe siècle, le conflit entre le libéralisme et le socialisme semblait se clore lorsque, après la révolution bolchevique de 1917 et sa prodigieuse extension ultérieure, la réaction au marxisme se traduisit par un autre socialisme, le national-socialisme. Le libéralisme en tant que théorie économique parut même avoir perdu le combat idéologique de l'après 1945, quand les élites intellectuelles rallièrent le marxisme. La doctrine libérale, toujours professée et enseignée, se réduisit, aux yeux de beaucoup, à la peau de chagrin des lois et techniques du marché capitaliste.

Un nouveau messianisme

Il aura fallu l'échec sanglant de tous les "modèles" socialistes, l'effondrement du communisme et la terrible misère matérielle et sociale qui en est résultée pour que le libéralisme retrouve une partie de la légitimité morale qui avait été celle du marxisme. "Le marché, ça marche", tel est le constat des



« *En prenant la maîtrise du secteur financier et des grands moyens de production, la gauche sera moins démunie que ne l'enseignent les éternels pense-bête du parti conservateur* » expliquait François Mitterrand en 1981, peu de temps avant son élection. On sait que l'encadrement et la prise en main de l'économie par le socialisme à la française n'ont pas plus résisté aux faits que le collectivisme des pays de l'Est. Car on ne force pas impunément les lois économiques. Il aura fallu la ruine, le chômage, la famine et la mort de millions de personnes pour que le mythe des bienfaits de l'appropriation des biens par l'État s'écroule. Cela ne doit pas nous faire oublier pour autant que l'économie française est celle qui conserve le secteur nationalisé le plus important et qu'elle demeure la plus encadrée. Il reste encore à en finir avec la social-démocratie et la tutelle qu'elle exerce sur l'économie.

intellectuels qui, après avoir été marxistes, découvrent que la production de masse exprimerait mieux la démocratie que la redistribution et la production par l'État.

Il existe dorénavant un messianisme du marché mondial, dont Maastricht est l'un des avatars, au point même qu'avec la fin des "démocraties populaires", certains ont cru pouvoir estimer que le triomphe, jugé par eux définitif, du libéralisme supprime tout débat de principe. L'avènement de la "rationalité" absolue, telle qu'exprimée dans cette conception libérale, aurait enfin rendu caduque l'histoire des hommes et des peuples.

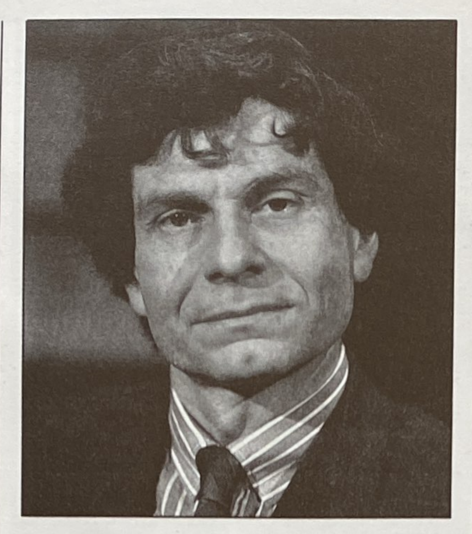
Cette idée ne manque pas de séduction. Mais le simple examen — celui que peut d'ailleurs effectuer le citoyen ordinaire — de l'état du monde révèle tout autre chose. Il faudra encore beaucoup d'"histoire" pour que les peuples de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS retrouvent leurs frontières, leurs institutions naturelles, leur culture et leurs racines spirituelles, ainsi que des relations équilibrées entre eux, et il en va de même des peuples du tiers monde pour lesquels s'ajoute la nécessité de maintenir leurs agricultures afin d'éviter la famine, l'exode rural ou l'immigration vers les pays riches, tout en préservant eux aussi leurs identités propres. A part Guy Sorman, qui peut croire que le "*mondial way of liberalism*" pourra y suffire ? Qui peut croire en effet que le seul jeu des forces matérielles puisse expliquer l'économie, et celle-ci la politique ?

Évidemment, face au communisme et à la social-démocratie, le libéralisme a pour lui d'être en mesure d'assurer un développement économique et donc une prospérité qui sont, peu ou prou, accessibles à tous. Les files d'attente aux caisses de nos supermarchés ont fait rêver les Européens de l'Est, mais aussi les convulsionnaires de l'idéologie libérale qui voyaient dans l'échec économique du socialisme la preuve de l'excellence et de l'universalité de leurs principes. Voilà le pourquoi de la proposition unique qui est faite aux nouvelles démocraties de l'Est : Enrichissez-vous ! En créant un marché libre, elles doivent parvenir à rebâtir une société libre. Mais comme, dans le même temps, il nous est dit que les sociétés ex-marxistes manquent de cadres formés aux nouvelles réalités du marché, force est de constater que c'est à partir de la sphère culturelle prise au sens large que se fonde une société : le marché n'explique pas tout.

Les grands penseurs fondateurs du libéralisme, tels Montesquieu ou Tocqueville, pour ne retenir que ces deux Français, avaient surtout mis l'accent sur l'idée de liberté et c'est à l'époque contemporaine que le libéralisme s'est mué en une idéologie du marché.

Cependant, l'idée même de liberté, telle que définie par le libéralisme dès ses origines, parce qu'elle constitue une rupture avec la philosophie naturelle et qu'elle ampute l'homme de ses dimensions psychologiques, spirituelles et sociales, ne pouvait que conduire à la domination du concept de marché comme fondement de la société.

Si l'on affirme en effet que chaque homme naît libre et l'égal de l'autre et que de ce fait



Ludion du libéralisme, nouveau gourou de Louis Pauwels au *Figaro-Magazine*, Guy Sorman, cet ancien collaborateur de Servan-Schreiber et de Bleustein-Blanchet, est devenu aujourd'hui l'un des plus fervents défenseurs des lois du marché dont il décrit, à longueur d'articles et d'ouvrages, les vertus miraculeuses. Jusqu'à l'absurde, comme en témoigne sa prise de position sur l'usage de la drogue pour laquelle il prône la dépénalisation : « *Celle-ci,* proclame-t-il, *devrait avoir pour résultat de lever l'interdit et de faire tomber les prix. En annihilant l'interdit, on banalise la drogue ; en tout cas, elle devrait passer de mode. En cassant les prix, on détourne la mafia d'un produit qui ne rapportera plus autant d'argent. Du coup, on réduit le gangstérisme et son coût social* » (*sic*). Un réductionnisme impressionnant qui fait de l'homme le jouet de l'offre et de la demande dans l'ignorance la plus totale de sa vraie dimension et de toutes ses motivations. Or il n'est d'économie acceptable qu'au service de l'homme.

la contrainte est le contraire exact de cette liberté, alors l'individu et ses désirs priment sur la société. Selon Tocqueville, « *d'après la notion juste de la liberté, chaque homme étant présumé avoir reçu de la nature les lumières nécessaires pour se conduire apporte en naissant un droit égal et imprescriptible à vivre indépendant de ses semblables, en tout ce qui n'a rapport qu'à lui-même, et à régler comme il l'entend sa propre destinée* ».

On comprend mieux ainsi l'oscillation du libéralisme entre deux tendances : celle de Rousseau qui limite la liberté à ce qui est permis par la loi, émanation du contrat social, et celle de Hayek qui définit plutôt la liberté comme une absence de contrainte. Libéralisme de gauche, libéralisme de droite...

Un "marché" despotique

Entre les deux cependant, il n'y a sur le fond théorique nulle contradiction. C'est le contrat entre les individus, selon Locke, inspirateur du contrat social de Rousseau, qui résoud cette apparente opposition, par l'échange du plus petit dénominateur commun, celui du marché, tel que l'a exposé Adam Smith dans *la Richesse des nations*.

Par contre, sur le plan pratique de la politique réelle, de toute évidence, le contrat social poussé à l'extrême, par l'abandon et la délégation de souveraineté qu'il nécessite, peut contredire formellement la revendication d'absence de contrainte et de maintien de la sphère privée telle que la définit Tocqueville et telle qu'Hayek l'a remise en valeur à l'époque contemporaine. Les néo-libéraux du XXe siècle ont donc dû défendre et réhabiliter le marché pour échapper aux conséquences de l'application trop stricte de la délégation de liberté du libéralisme lockien ou rousseauiste, mais sans éviter d'autres contradictions.

Déjà Kant, dans son « *projet de paix perpétuelle* », si étonnamment proche de l'idéologie du Nouvel Ordre mondial, avait placé le marché au centre de l'histoire : à la suite de Hobbes, il estimait que les vices privés peuvent contribuer au bien et à l'intérêt public et que, dès lors, l'égoïsme individuel constitue le mobile essentiel de l'action humaine en société. La production de richesses et leur échange conduiraient inéluctablement à la paix universelle, car l'esprit de commerce et le goût de la finance permettront à l'État de faire reculer la guerre. Afin d'aider les États, il faudra créer une ligue permanente, qui préserve la paix du commerce et la satisfaction des égoïsmes privés, de telle sorte que la paix apparaisse plus utile que la guerre.

Kant pensait en effet qu'il est impossible de proposer une éthique ou des valeurs, faute d'objectivité possible. Ce que nous appelons depuis le marché permet donc, selon lui, d'aboutir au consensus collectif : les lois du marché créent le consensus lui-même. On comprend mieux pourquoi Kant fut le philosophe officiel de la Sorbonne sous la IIIe République bourgeoise, telle que la combattit Péguy dans *l'Argent* et *l'Argent, suite*. La valeur suprême, à la suite de Kant, n'est plus la recherche ou le goût de la vérité, mais l'échange qui fixe, à travers le marché, la valeur des marchandises comme celle des idées.

Cela conduit à la tyrannie pure et simple du marché. Les libéraux, ordinairement, faute de pouvoir maintenir, par leur affirmation de principe de la liberté individuelle et de l'absence de contrainte, la distinction entre économie et politique, assimilent donc cette dernière à l'économie, créant ainsi une confusion qui a rendu inefficace leur combat anti-socialiste.

De fait, si l'on place le marché au centre de l'action humaine, on abolit la sphère du sacré et la sphère du politique. La société civile ayant dévoré ces deux sphères ne détermine ses choix qu'à travers les intérêts des groupes qui la composent et dont l'agrégation lente et l'institutionnalisation ont créé le phénomène des lobbies. La pression constante de ces derniers sur ce qui reste de l'État a mené celui-ci à n'être plus que leur propriété, voire leur appendice, quand ce n'est pas leur simple bras séculier. Paradoxalement, l'affirmation de la liberté totale de l'individu et le refus de toute contrainte font de l'État amoindri le simple instrument d'intérêts privés, plus absolus et

liberticides que l'État traditionnel, fondé sur une éthique et défendant une vision sociale inspirée par le sacré.

L'État au service de la technocratie

Ainsi la tyrannie du marché a son pendant politique : la tyrannie exercée par la technostructure soutenue par les lobbies, quand elle n'en est pas issue. L'exemple de Jacques Delors, venu de la CFDT et quittant la banque pour le Conseil économique et social afin d'entreprendre une carrière de technocrate de ministère, est typique du dévoiement de l'État placé sous le contrôle des intérêts du marché. L'idéologie du marché conduit d'ailleurs à une négation des principes de liberté et d'absence de contrainte : les lobbies veillent à ce que l'État n'exprime et ne défende plus aucune éthique politique. Ainsi que l'explique Thomas Molnar, « *en attendant, les implosions se succèdent, car tout ce que tolère le discours libéral est l'extension quantitative de ses principes constitutifs : davantage de démocratie (donc planétaire et garantie), davantage de pluralisme (fragmentation et perte d'idéal et d'identité), davantage de culture de masse (jusqu'à la frivolité et la vulgarité la plus imbécile)* [1] ». Placé sous la tutelle de la simple "loi" du marché, l'État devient, aux mains des groupes de pression, l'agent d'une éthique égalitaire et quasi totalitaire, utile aux technocraties des lobbies qui passent alternativement du service de l'État à celui de leur propre structure et vice versa, car la confusion entre les deux est achevée.

Constatant ce phénomène, les différentes tendances de l'école néo-libérale issue de l'école autrichienne ont tenté de réaffirmer le rôle de l'individu face à l'État en démontrant que la contrainte publique nuit à la liberté et aux droits du citoyen.

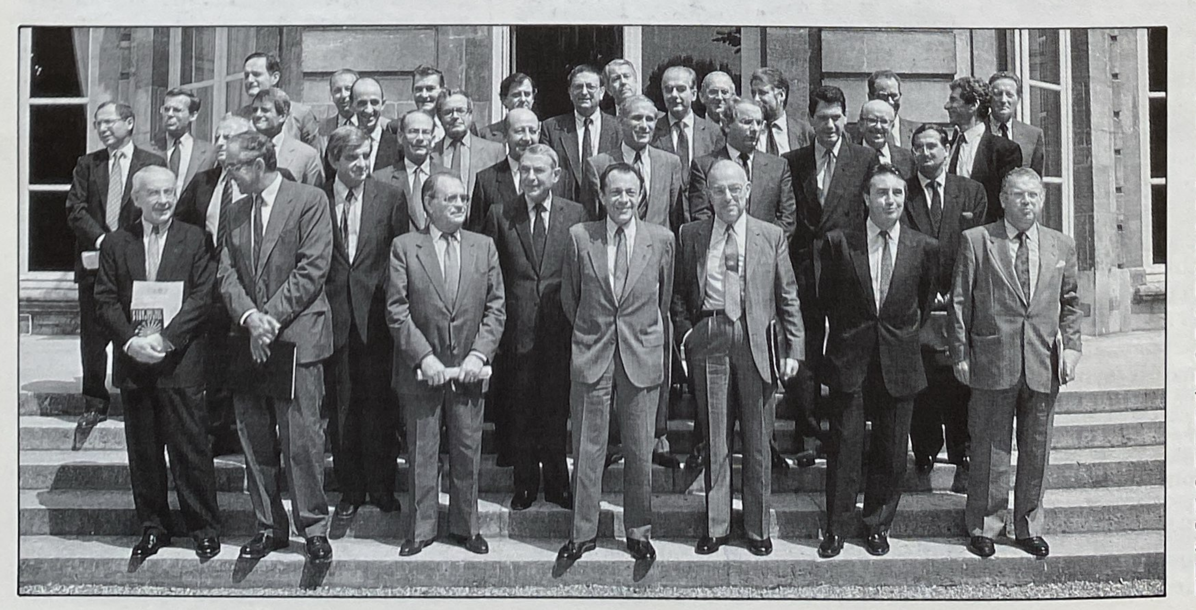
Ainsi Hayek, dans son ouvrage majeur, *Droit, Législation et Liberté* [2], faisant le constat de l'appropriation de l'État, au nom d'un idéalisme égalitaire, par des « *coalitions d'intérêts organisés* » issues du marché, avance l'idée d'une réhabilitation de l'expérience historique des sociétés et des idéaux moraux qui avaient présidé à la formation du libéralisme. Selon lui, l'économie de marché suppose le respect de disciplines sociales dont l'histoire des sociétés prouve l'utilité : la propriété, la libre concurrence, le profit. Grâce à ces disciplines de base, la société peut permettre l'émergence des meilleures formes, techniques et des meilleures idées, par une sorte de sélection naturelle et néo-darwinienne entre systèmes de propriétés structurantes.

Là encore, il y a idéologie du marché. Hayek, en retournant aux sources constitutionnelles du libéralisme, telle la constitution américaine, pense que la liberté, érigée en principe d'opposition à la contrainte, permet l'émergence de ce qu'il y a de préférable et de plus utile à la société, par une sorte de spontanéisme social dû à la division du travail « *où l'homme, par des moyens ni voulus par lui ni projetés par personne est conduit à promouvoir des résultats qui ne font nullement partie de ses intentions* ». (C'est ce que Jules Monnerot a nommé l'« *hétérotélie* ».) Cette théorie, qui a le mérite de réintégrer la dimension historique et sociale de l'homme, ne refonde cependant pas le politique comme distinct du marché. C'est encore un ajustement mécanique qui règle l'économie, sans que l'éthique soit clairement définie. Le marché, auquel on intègre l'héritage et la tradition parmi les éléments du choix, est maintenu comme régulateur premier de la vie sociale.

Erreurs et contradictions

Issu de l'école néo-libérale, le courant libertarien a voulu rompre avec ce déterminisme mécanique du marché en réintroduisant l'idée d'intention dans le raisonnement économique sur le marché. Cette étude de l'agir, la "praxéologie", a vu, en la personne de Murray Rothbard, le retour de l'idée d'une "éthique de la liberté", selon le titre de l'un de ses ouvrages [3]. L'auteur s'appuie sur la philosophie aristotélicienne et thomiste pour rappeler l'idée de nature humaine comme composante essentielle de la vie économique. Pour lui, la raison joue un rôle supérieur au déterminisme mécaniste du marché. Il conteste les théories de l'utilité et du bien-être, en expliquant que l'application du scientisme matérialiste négateur de la loi naturelle inscrite dans la nature de l'homme permet de justifier la tyrannie des "hommes de l'État". Autrement dit, c'est l'homme qui fait l'économie, d'après lui, et non la quantité de marchandises et le mode de production. Il semble donc remettre en cause la tyrannie mécaniciste qui s'est imposée depuis Ricardo, Pareto et Walras, selon laquelle le marché ne peut être analysé que par le quantifiable et le modèle mathématique. L'intérêt de la théorie de la praxéologie réside dans sa démonstration principale : le rejet au XVIe siècle de la méthode axiomatique déductive, qu'Aristote, faute de pouvoir recourir à la méthode expérimentale qui n'était alors pas encore développée, avait appliquée, avec des erreurs d'ailleurs secondaires, à la science physique, a entraîné le rejet de l'application de cette méthode aux sciences humaines. Il en est résulté, selon Rothbard, que, lorsque la science économique s'est développée, sa théorie s'est bâtie sur un mode scientiste et matérialiste.

Néanmoins, paradoxalement, les libertariens tel Rothbard, au lieu d'inférer de leurs conclusions l'autonomie du politique, persistent dans l'affirmation que le mal du socialisme réside dans le trop d'État et que la limitation des possibilités des "hommes de l'État" peut suffire à rétablir le marché libre. Autrement dit, et Rothbard en offre l'exemple caractéristique, ce n'est pas l'omnipotence du marché qui est remise en cause, mais la méthode d'explication des mécanismes du marché. Ainsi, dans le souci de lutter contre les "hommes de l'État", les libéraux libertariens retrouvent sans le vouloir de véritables accents rousseauistes lorsqu'ils prônent la quasi-disparition de l'État au nom de la nécessaire abolition libérale de



Témoins de la mainmise de l'État sur l'économie, les hauts dirigeants des grands groupes nationalisés, la plupart fonctionnaires de la Fonction publique, issus de l'Ena et tous nommés par décret ministériel, ici réunis, sur la photo, à la sortie de l'hôtel Matignon. Tout un symbole. Aujourd'hui, en effet, quelque trois millions de salariés travaillent directement ou indirectement pour l'État, faisant de ce dernier le plus grand patron de France. Traduction d'une conception collectiviste et dirigiste de l'économie préconisée par l'idéologie socialiste et désormais dépassée. La production et la commercialisation des richesses sont du ressort du secteur privé et non de celui de l'État.

la contrainte. Après avoir redécouvert la loi naturelle, Rothbard retombe dans l'erreur de l'idée d'un état de nature que seul le marché, débarrassé d'une vision mécaniciste qui légitime l'intervention de l'État en économie, pourrait maintenir et rendre admissible. Par exemple, il justifie le retour à une justice privée, y compris dans le domaine pénal, par une sorte de retour à la loi du talion, ou encore la suppression de toute frontière au nom de la liberté de propriété, permettant ainsi aux particuliers d'accueillir qui ils veulent sur leurs parcelles de propriété individuelle...

La synthèse du sacré et du politique

La boucle est bouclée avec la justification kantienne de l'égoïsme privé comme fondement de l'utilité générale. Il semblerait que les néo-libéraux et les libertariens n'aient pas clairement perçu que les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Les penseurs libéraux se heurtent donc toujours, en matière économique, à cette contradiction fondamentale entre la liberté et la contrainte, que le marché, même étendu à tous les domaines de la vie sociale, comme le voudrait l'école du *Public Choice*, ne peut résoudre. La tradition occidentale, incomprise de Hayek et ignorée des libertariens, repose sur l'idée que la communauté des hommes a une origine sacrée, métaphysique, de l'Égypte à la Grèce, de Rome au christianisme. La tyrannie du marché conçue selon ses différentes formes théoriques revient à remplacer la métaphysique par une physique de l'échange dont l'absolu n'a rien à céder à l'absolu religieux.

Invention du Moyen Age, le marché suscita alors l'efflorescence des villes, par régulation de l'activité commerciale et de production à travers une législation très précise fixant le juste prix des marchandises matérielles, la philosophie scolastique ayant affirmé la primauté du spirituel sur le temporel, et donc du politique sur l'activité marchande, ce que symbolisait l'émergence de la chevalerie et de l'institution monarchique.

Le libéralisme, à travers le marché, a fait du marketing la scolastique du temps contemporain, scolastique dont la langue n'est plus latine, mais anglo-américaine. Le manager a remplacé le chevalier, ou l'honnête homme. Les effets en sont décivilisateurs, par excellence. La grande fête occidentale, celle du Carnaval, consistait à l'origine à s'éloigner, au sens étymologique (*carne levare*), de la chair dans une explosion et un déchaînement festif et sensuel précédant le Carême. La consommation de masse en est l'exact contraire.

Le monde occidental a en effet longtemps privilégié l'échange au sens spirituel ou intellectuel ; le libéralisme, en consacrant la seule utilité, a rendu possibles l'étatisme et son corollaire, le socialisme social-démocrate. Voilà pourquoi se libérer du socialisme nécessite un autre projet que le retour au seul libéralisme "vrai". A la valeur-monnaie du marché, il faut ajouter cette valeur que Georges Bataille a appelée la « *dépense improductive* », celle du signifiant.

Libérer l'économie exige donc, de la part des peuples d'Europe, qu'ils retrouvent les fondements éthiques de leur liberté : la synthèse de l'âme et de la raison, du sacré et du politique. ■



Figure de proue du libéralisme avancé, pour ne pas dire du socialisme libéral, Valéry Giscard d'Estaing, ici avec Raymond Barre, avait coutume, lorsqu'il était président de la République, de comparer la France à une entreprise et sa fonction à celle d'un Pdg. C'était galvauder son rôle de chef de l'État et de représentant du peuple tout entier et rabaisser les insignes de la fonction souveraine. Pour la doctrine libérale, en effet, le politique n'est plus qu'un accessoire de l'économique. Or s'il est vrai que l'économie ne saurait être placée sous la tutelle de l'État, elle ne doit pas davantage se situer, comme l'enseigne le libéralisme, au-dessus du politique.

---

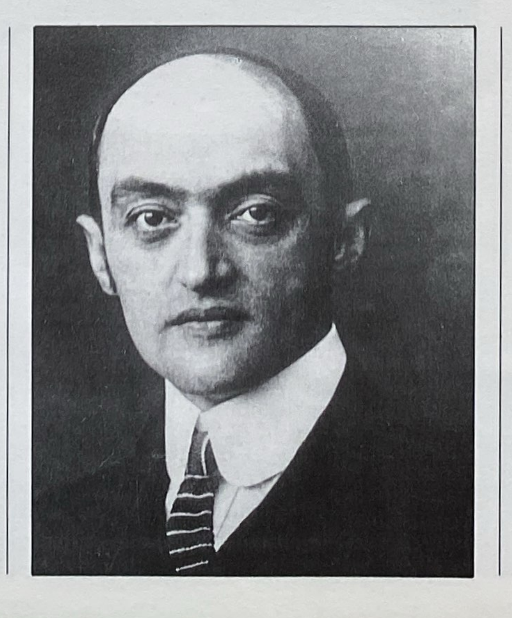
1. Thomas Molnar, *l'Hégémonie libérale*, coll. "Mobiles", L'Age d'Homme.
2. Friedrich von Hayek, *Droit, Législation et Liberté*, PUF.
3. Murray Rothbard, *l'Éthique de la liberté*, coll. "Laissez faire", Les Belles-Lettres.

L'entreprise ou la spéculation ?

par Pierre de Meuse

L'expérience et l'histoire démontrent que l'économie est tributaire de la configuration d'une nation : de ses structures, de ses idéaux, des caractères de sa population, et que ce ne sont pas, comme le prétendait Marx, les rapports économiques qui font la société, mais l'inverse. Ainsi les idées communistes ont accouché du collectivisme, celles du libéralisme de la société marchande. De même peut-on aujourd'hui distinguer deux formes de capitalisme. Le premier, de nature spéculative, met l'accent sur le capital au détriment des hommes et des entreprises. Le second, de nature industrielle, privilégie l'entreprise et les hommes. Le premier génère une fortune anonyme et vagabonde, le second une fortune familiale et salariale plus encline à servir la puissance nationale. Or n'est-il pas significatif de constater que c'est cette deuxième forme qui s'est développée en Allemagne et au Japon, c'est-à-dire dans les deux pays où ont été le mieux conservées les structures traditionnelles de nature communautaire, alors qu'à l'inverse la première forme est le fait des pays anglo-saxons qui s'enorgueillissent de leur individualisme ? Des pays en crise. Preuve que la solidité de l'économie dépend étroitement des valeurs qui sous-tendent une société.

Né en Autriche en 1883, Joseph Alois Schumpeter, d'abord chef d'entreprise, puis ministre des Finances en 1919, fut avant tout un économiste. Dès l'âge de vingt-cinq ans, il publie son premier livre consacré aux "doctrines et méthodes de l'économie". Suivront rapidement d'autres ouvrages qui feront de lui l'un des observateurs les plus avisés des cycles et de l'évolution comparée des systèmes capitaliste et socialiste. Devenu en 1932 professeur d'économie à Harvard, il publie dix ans plus tard son œuvre maîtresse *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* dans laquelle il démontre que le capitalisme porté à son paroxysme est un « *processus de destruction créatrice qui mine la structure du système qui le protège* ». Autrement dit, un système qui tire toute sa force des valeurs traditionnelles mais qui, en même temps, finit par les détruire. Opposant le spéculateur au chef d'entreprise créateur de travail et de richesses, il fait de ce dernier le meilleur garant du capitalisme bien compris, c'est-à-dire directement subordonné au bien commun et non aux seuls agissements d'agioteurs et de profiteurs sans scrupules.



Il est quelque peu désolant de voir aujourd'hui l'effondrement des régimes communistes s'accompagner d'une idolâtrie de l'argent et d'un rejet de tout ce qui n'est pas imitation servile de la société américaine. En Pologne, en Hongrie, mais également en Russie, on réhabilite la spéculation et la richesse vite acquise. La notion même de solidarité sociale devient suspecte, précisément au moment où la crise met sur le sable des millions de personnes. Tout se passe comme si la liquidation du marxisme ne trouvait pas seulement son origine dans ses doctrines erronées, mais dans une incomparable supériorité du seul modèle américain.

Il est un fait que les pays qui rejettent le marxisme après l'avoir subi voient (à tort) dans le capitalisme sans frein des Anglo-Américains le contraire du communisme. Il en est de même dans certains pays du tiers

monde qui, après avoir cru naïvement que le socialisme et la planification lourde résoudraient leurs problèmes, se jettent aujourd'hui étourdiment dans un libéralisme effréné.

Deux conceptions du capitalisme

La raison de cette mode s'explique en grande partie par la médiatisation omniprésente de la sous-culture américaine qui exporte partout ses archétypes. Les régimes dits capitalistes sont cependant loin de présenter un schéma unique. Des différences considérables existent entre des pays pourtant arrivés à des degrés de développement comparables et, avec le temps, les systèmes s'écartent les uns des autres plus qu'ils ne se rapprochent. Dans les années trente-soixante, la théorie de Keynes et surtout les interprétations sommaires qui en avaient été faites semblèrent un moment imposer une vision macro-économique fondée sur les choix gouvernementaux, l'expansion étant financée par le dopage de la demande.

Aujourd'hui, cette manière de voir est abandonnée, même par le parti socialiste français, et on peut distinguer deux modèles de capitalisme, l'un anglo-saxon, qu'instaurèrent Margaret Thatcher et Ronald Reagan, l'autre, que l'on pourrait appeler germano-nippon (malgré les différences notables qui opposent le système japonais et celui d'outre-Rhin).

En effet, les lignes de force des deux machines sont si contraires entre elles sur des points essentiels que le terme "économie de marché" devient trop vague pour les désigner toutes deux[1].

Par exemple, le financement de l'entreprise et des ménages doit, pour les Rhénans, se faire par l'auto-financement et l'épargne plutôt que par l'emprunt et l'endettement. L'appel à l'épargne extérieure, s'il est nécessaire, est bien préférable lorsqu'il se fait par l'intermédiaire de participations bancaires que par la vente d'actions en bourse. En effet, les banques allemandes sont dotées d'une influence et de responsabilités insoupçonnées parmi les institutions officielles de ce pays, avec une autonomie et une indépendance presque totales qui leur permettent de jouer leur rôle sans tenir compte des à-coups de l'opinion et du gouvernement.

A l'opposé, le financement en bourse cher aux Anglo-Américains conduit, comme le dit Maurice Allais, à « *un délire financier spéculatif où apparaissent des revenus énormes, sans fondement réel, dont les effets démoralisants sont réellement sous-estimés.* » La corruption, le vedettariat de requins de la finance, qui sont plutôt des prédateurs de l'économie que de véritables patrons, voilà les cadeaux empoisonnés de la "fortune anonyme et vagabonde" si précisément on la laisse trop vagabonder.

De même, rappelons-nous que le système allemand a été le seul à soutenir avec force sans discontinuer depuis la fin de la guerre le principe de l'orthodoxie monétaire, le "fétichisme de la devise", comme on disait ironiquement dans les années soixante. Les Japonais, en fidèles disciples, ont suivi les Allemands dans cette voie difficile et contraignante mais nécessaire. Résultat : les efforts de productivité et de qualité que leur a imposé la sincérité de leur monnaie, ajoutés aux facilités données aux "importateurs utiles", ont fortifié leurs industries, tandis que les Français hier et les Américains aujourd'hui se sont laissé aller aux facilités des dévaluations et de l'inflation, l'un poussant l'autre et réciproquement.



Il existe, on le sait, deux types de chefs d'entreprise correspondant à deux sortes de capitalisme. L'entrepreneur proprement dit, celui qui crée son entreprise et apporte un nouveau produit ou un nouveau service à la société. Le spéculateur qui rachète une entreprise déjà existante pour la revendre simplement en vue d'en tirer un profit personnel. Avec le développement du phénomène boursier et le gonflement artificiel des actifs et des profits par les méthodes de créativité comptable et financière, c'est le spéculateur qui est aujourd'hui roi, qui fait et défait les entreprises dans le seul souci de réaliser des gains toujours plus prodigieux. Du capitalisme entrepreneurial on est passé au capitalisme spéculatif dont l'immoralité est totale. On est loin des véritables créateurs de richesses, pourvoyeurs d'emplois, type Wendel ou Michelin. (Sur la photo : Marcel Michelin au volant de la micheline qui accomplit le parcours Paris-Deauville à 107 km/h en 1931.)

Le modèle nippo-rhénan

Dans le même esprit, les Allemands, qui ont été les premiers à imposer la lutte contre la hausse des prix, pourchassent les déficits sur le plan commercial comme sur celui du budget.

C'est aussi au niveau du "social" que se sont fait jour de profondes différences entre une société allemande qui bénéficie d'un système de protection sociale très ancien puisque les bases en ont été jetées par Bismarck, bien avant quelles ne fussent créées en France, ou un système japonais dans lequel c'est sur les grandes entreprises que reposent les charges de solidarité, et une société américaine dans laquelle les seules dépenses sociales sont destinées aux personnes en état d'extrême pauvreté.

De même, le fait que l'éventail des salaires allemand soit moins ouvert que l'éventail américain, où les appointements des dirigeants d'entreprises atteignent souvent le million de dollars, permettrait d'en déduire à première vue que la société germanique est plus égalitaire et d'attribuer ce phénomène à l'idéologie sociale-démocrate. La hiérarchie des salariés en Allemagne, en Suisse ou au Japon est stable, lentement établie, peu contestée, fondée sur l'ancienneté et la qualification autant que sur la rentabilité du salarié. Tout est donc fait pour privilégier l'aspect collectif de l'entreprise à l'égard de laquelle l'infidélité est mal vue. Quelle différence avec les pays anglo-saxons où un bon curriculum vitæ doit faire figurer un changement d'entreprise tous les sept ans pour donner une impression de réussite ! Apparemment égalitaire et protecteur, dotant les salariés d'une couverture qui a pour effet d'éliminer la pauvreté et le besoin, ce système est aussi largement décentralisé, bénéficiant d'un réseau serré de corps intermédiaires qui encadrent les individus et facilitent un consensus fondé sur la responsabilité. On est loin de l'individualisme forcené des doctrinaires du reaganisme et du thatchérisme.

Tout cela est très significatif et ressortit de manière évidente à une conception différente des rapports sociaux. Là où le système anglo-saxon ne voit dans l'entreprise et les hommes qui la composent qu'une marchandise que l'on peut revendre sans autre souci que le profit que l'on peut en tirer, les Allemands y discernent un bien commun à la collectivité que chacun a intérêt à défendre et qui se hérisse de règlements destinés à le protéger contre les raiders ou même contre des forces qui lui sont étrangères. Dans cette défense de l'entreprise, tous sont associés, actionnaires, direction, employés, chacun ayant son mot à dire et le disant dans l'esprit du bien commun et non pas seulement pour revendiquer[2]. N'est-ce pas là, réalisée dans les faits, la "participation" rêvée par tant d'hommes de pensée qu'indignait le "travail en miettes" ?

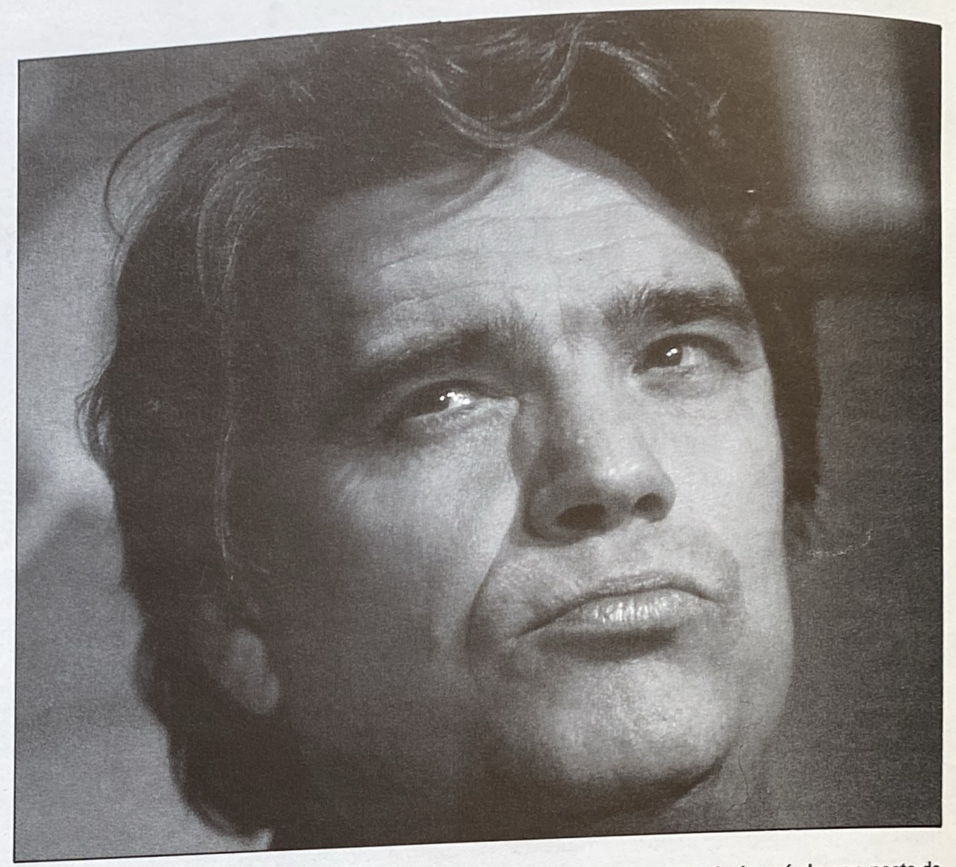
Privilégier le long terme par rapport au court terme, faire passer un développement

rentable avant le profit immédiat, tel est le maître mot du système rhénan. C'est d'ailleurs le même principe qui préside à la politique d'immigration. Alors que les Anglo-Saxons (et les Français, hélas !) ont ouvert leurs portes pour laisser entrer une main-d'œuvre bon marché (ou pour alimenter le chômage), les Japonais se vantent d'être un pays monoracial, tandis que les Allemands ne cherchent nullement à intégrer leurs immigrés turcs.

Pour résumer, disons que du côté du Rhin se trouvent les vertus austères de la cohésion sociale et, de l'autre, l'appât du lucre immédiat et rapide qui est constitutif du rêve américain.

Il est bien évident que les préférences d'un Européen attaché à son identité ne peuvent, objectivement parlant, que se porter sur le modèle nippo-rhénan afin de le proposer à l'imitation de l'Europe et de la France.

Il semble malheureusement que quelque chose se mette à craquer chez nos voisins d'outre-Rhin : le système américain, quoique moins performant, est apparemment en train de gagner la faveur de l'opinion, et les attitudes sociales qui avaient été le nerf de l'expansion sont en baisse. En réalité, l'Allemagne et le Japon voient l'éclosion d'une classe de nouveaux riches, et la règle du "chacun pour soi" est de plus en plus souvent unanimement clamée, tandis que le sens du travail comme "bien par lui-même" reçoit les critiques d'une jeunesse avide de jouir en travaillant moins. Ce phénomène est général en Europe et conduit tout naturellement, sous la pression de la déculpabilisation de l'argent, du triomphe de l'individualisme et de l'uniformisation des comportements, à une "américanisation de la société" que tout homme attaché à l'identité de son pays doit considérer comme une catastrophe qu'il faut éviter à tout prix.



A la différence de Stavisky qui fut "suicidé", Bernard Tapie a été démissionné de son poste de ministre sous l'inculpation de "faux et usage de faux". Ainsi finissent les spéculateurs lorsqu'ils ont cessé de plaire aux politiciens. Récupérateur en entreprises, Bernard Tapie aura finalement touché, un an après son rachat, plus de cinq cents millions de francs de la revente d'Adidas, sans avoir créé un seul emploi mais après avoir au contraire procédé à une multitude de licenciements : « *une petite trentaine* » à en croire Gilberte Beaux, directrice générale de BTF (Bernard Tapie Finances) et trésorière de la campagne présidentielle de Raymond Barre en 1988. Une opération conforme aux mœurs du capitalisme spéculatif qui a substitué à la figure du bâtisseur d'empire celle du récupérateur charognard.

Des sociétés traditionnelles

Faut-il cependant en conclure qu'un retour à la fonction sociale redistributive de l'État par l'impôt serait la seule solution globale pour renouveler la solidarité menacée par l'accroissement de la compétition des revenus et des salaires ? Ce serait à notre sens omettre de prendre en compte tous les aspects de la réalité sociale des pays du Nord et des composantes importantes de la social-démocratie, laquelle est encore trop identifiée par les Français au socialisme humanitaire de Jaurès. En effet, si l'on cherche à définir ce qui, dans la société allemande comme dans la société japonaise, est porteur de solidarité, on s'aperçoit vite que ce n'est pas l'égalitarisme, même si le système salarial ou fiscal conduit à une certaine étroitesse de la palette salariale. C'est au contraire une reconnaissance mutuelle de catégories sociales différentes dans le respect du consensus envers des institutions économiques qui contiennent un intérêt commun. Dans ce système, caractère étranger à la réalité française, il n'y a pas de grande société ouverte et homogène, mais un ensemble de petites sociétés relativement fermées et autonomes, de nature traditionnelle, territoriale ou corporative, qui obéissent à leur propre code, mais acceptent fondamentalement de vivre selon une hiérarchie.

Ainsi nous explique Emmanuel Todd : « *Si le code de la nationalité et les mœurs ne changent pas en Allemagne, le pays va retrouver sa structure d'ordre traditionnelle. L'homogénéisation de la société allemande, le mélange des classes, péniblement réalisé pendant la Seconde Guerre mondiale, n'aurait alors duré que quelques décennies*[3]. » Autrement dit, cette relative égalité comptable n'est obtenue qu'à la condition de maintenir un cloisonnement social en groupes étanches et inégaux en potentialités. On peut donc en conclure que ce sens du collectif et des responsabilités, cet esprit de dévouement et de sacrifice au nom d'un avenir sans promesses de facilité pourraient bien n'être rien d'autre que la persistance profitable dans l'économie capitaliste de comportements d'Ancien Régime, de paysans et de soldats. Au contraire, la société américaine, ne prenant en compte que les valeurs marchandes, a besoin d'énormes disparités salariales pour susciter des motivations, devant la multiplication géométrique des niveaux de responsabilité et de décision et pour éviter l'entropie. En somme, « *l'admirable adaptation des Allemands à la société industrielle* » dont parlait Jean Cau[4] n'est autre que la relative préservation de sa société traditionnelle lors d'une révolution industrielle retardée, dans la deuxième moitié du dernier siècle.

Si l'on regarde vers le Japon, les choses sont encore plus évidentes puisque les *zaibatsu*, ou agrégats industriels japonais, sont l'émanation directe des anciennes phratries féodales et que le terme qui désigne le lien du salarié à son entreprise : *amae* pourrait se traduire en français par "vassalité" ou "droit de mesnie".

C'est cette conciliation entre deux attitudes sociales contraires que relevèrent Jean Fourastié et François Perroux : « *Toute société capitaliste fonctionne grâce à des secteurs qui ne sont ni imprégnés ni animés de l'esprit de gain [...] un esprit antérieur et étranger au capitalisme soutient pendant une durée variable les cadres dans lesquels l'économie fonctionne. Mais celle-ci, par son expansion et sa réussite mêmes, dans la mesure où elle s'impose à l'estime et à la reconnaissance des masses, dans la mesure où elle y développe le goût du confort et du bien-être matériel, entame les institutions traditionnelles et les structures mentales sans lesquelles il n'est aucun ordre social*[5]. » Force est de reconnaître que l'Allemagne et le Japon ont été particulièrement bien dotés



Agent double, voire triple, à la solde tantôt du KGB, tantôt du Mossad ou des services secrets anglais, Robert Maxwell constitue l'archétype du nouvel homme d'affaires, héros de la société marchande pour laquelle la seule valeur reste l'argent et qui finit par porter aux nues l'escroc, comme autrefois les sociétés traditionnelles vénéraient le saint. Car cet homme qui construisit sans scrupules un empire de presse, qui militait à gauche tout en s'offrant l'un des yachts les plus somptueux et en détournant quelques centaines de millions de francs des caisses de retraite de ses 4 240 employés, cet homme, qui pratiqua le capitalisme le plus sauvage tout en commerçant avec le bloc de l'Est, n'en fut pas moins adulé par les media, chéri par les politiciens, glorifié dans sa deuxième patrie, Israël. (Sur la photo : Robert Maxwell avec François Léotard.)

par l'histoire en matière de caste guerrière, pour ne parler que de ce type de spécialité.

En somme, la social-démocratie a pu trouver une durable efficacité dans des pays comme l'Allemagne ou la Suède grâce au maintien dans la structure sociale de classes au sens non économique du terme, ce qui a permis d'établir durant quarante ans la règle de la plus grande moyenne sur le plan de l'échelle des salaires. En effet, c'est un phénomène bien connu, et qu'Alexis de Tocqueville avait pressenti, que plus les éléments de comparaison sont accessibles, plus les facteurs d'insatisfaction et d'agressivité sont actifs. Sa trop grande réussite sur ce point explique tout simplement que la social-démocratie soit aujourd'hui en recul ; au-delà d'un certain seuil, même le cloisonnement social ne permet plus de concilier égalité de conditions et motivations à l'effort. La cause de l'étiolement du modèle rhénan ne réside pas ailleurs qu'en lui-même.

Famille et propriété

On peut alors se demander s'il existe un modèle économique tout prêt et que l'on puisse imiter ou proposer à l'imitation de l'Europe. L'économie est le domaine de l'adaptable, du “sur mesures”, et aucun système ne peut être appliqué à toute réalité mais seulement plaqué sur elle.

Risquons-nous cependant à quelques constatations impertinentes.

Tout d'abord, osons dire qu'il n'y a pas de “système capitaliste” ailleurs que dans la pensée des marxistes. De nombreux régimes économiques peuvent exister autour de la propriété privée des moyens de production sans qu'il y ait le moins du monde de soumission absolue des structures aux techniques, comme notre enseignement le serine depuis quarante ans.

Ensuite, il n'y a pas d'autonomie de l'économique. Celui-ci est largement déterminé par la structure sociale, sur laquelle le politique peut agir à long terme. En conséquence, il n'y a pas d'économie vraiment solide sans une structure sociale dotée d'un minimum de stabilité.

S'agit-il donc, pour resserrer la cohésion socio-économique du pays, de réhabiliter la fonction redistributive de l'État qui est à juste titre dévalorisée dans l'opinion française avec ses 44 p. cent de prélèvements obligatoires, contre 38 p. cent en Allemagne, ou de reconstruire l'ordre social ?

A cette question, on ne peut que choisir la deuxième solution si l'on est soucieux d'efficacité ou de pérennité.

La solidarité doit être retrouvée, bien sûr, mais en tordant le cou au préjugé insatiable de l'égalitarisme qui enlaidit depuis deux siècles les mentalités françaises comme un herpès purulent. Pour cela, il n'y a que deux points d'ancrage : la famille et la propriété, la seconde non seulement en tant qu'élément fixe de l'entreprise, mais fondamentalement en tant que dépositaire de valeurs d'identité et d'autonomie de la première. C'est en se plaçant sur ce terrain que M. Jacques Plassard écrit, sous le titre *Capitalisme décadent* : « *Les Français, et notamment Michel Albert, ont une forte préférence pour le modèle rhénan* [...] *cette préférence est justifiée par* [...] *la persistance en France d'une culture terrienne. Une propriété, on la garde ou on la transmet à ses héritiers* [...] *ce n'est pas un hasard si le modèle rhénan évoqué par Michel Albert se trouve dans un pays riche où les impôts sur les successions sont les plus faibles depuis quarante ans*[6]. »

Voilà donc le maillon qui manquait à notre décryptage de la social-démocratie allemande : la relative convivialité entre les opérateurs économiques s'explique également par la présence de nombreuses et grandes fortunes familiales. La gestion des patrimoines familiaux ne s'accommode ni de l'esbroufe ni de l'arnaque chère aux divas de l'OPA. Elle suppose une implication de tous les instants dans une destinée commune à plusieurs générations. Il y a en Allemagne beaucoup de Michelin et de Peugeot, et leur manière de gérer le patrimoine a imprimé sa marque à tous les gestionnaires de patrimoine, même plus modestes. Dès lors que ce rôle spécifique diminue dans l'économie, c'est la porte ouverte aux prédateurs de toutes sortes.

Les gouvernants français, quels qu'ils soient, auront-ils le courage de rompre avec des habitudes biséculaires, celles qui consistent à détruire les patrimoines à chaque génération par des droits de succession déraisonnables ? Sauront-ils faire taire l'« *appétit inextinguible d'égalité* » dont parlait Tocqueville ? Ou se laisseront-ils à nouveau glisser sur la pente de l'étatisme, si facile dans notre pays de centralisation ? C'est pourtant bien dans la première proposition que se trouve le salut. Alors seulement la loi peut amortir la règle d'acier du profit et améliorer les solidarités naturelles auxquelles l'ordre social pourvoit déjà de lui-même. ■

1. C'est le thème du livre *Capitalisme contre capitalisme* (éd. du Seuil, 1991), de Michel Albert, président des AGF, qui nous a fourni l'essentiel de cet article.
2. Ainsi les efforts des sociétés françaises pour s'emparer d'entreprises allemandes ont été des échecs, à une exception près. Encore les Français ont-ils dû se plier à toutes les particularités allemandes et s'engager à laisser l'entreprise intacte.
3. *L'Invention de l'Europe*, 1990, cité par Michel Albert, p. 182. Rapprochons également cette structure sociale du *Verzuiling* néerlandais.
4. *Paris-Match*, mai 1969.
5. François Perroux, *le Capitalisme*, “Que sais-je ?”, PUF.
6. Chronique de la SEDEIS, n° 6, cité par Michel Albert.

L'économie au service de la nation

par Bruno Mégret

Dans les rapports internationaux, l'économie joue un rôle capital. Instrument de la puissance d'une nation, elle peut tout aussi bien devenir celui de l'idéologie. On sait ainsi qu'aujourd'hui, les milieux financiers et les promoteurs du cosmopolitisme se rejoignent dans la même volonté d'unification du monde par la fusion des économies nationales et des peuples dans un grand marché planétaire, les premiers y voyant une source de pouvoir absolu, les seconds l'aboutissement du mythe égalitariste. Aussi la loi sacro-sainte du libre-échangisme international, qui est devenue la règle d'or de la Communauté européenne au détriment de la préférence communautaire, n'est-elle pas autre chose que l'arme du nivellement économique. S'il est impératif de remettre l'économie à sa juste place dans la nation, place à laquelle elle a pour mission d'assurer la prospérité et le bien-être social de cette dernière, il n'est pas moins nécessaire de la débarrasser de tout dessein idéologique pour en faire, hors de la nation, l'instrument de sa puissance et d'appliquer sans complexe, selon les besoins de l'intérêt national, aussi bien le principe de protection et de préférence que le libre-échangisme.



Promulgué en 894, un décret impérial prohibait déjà les relations avec les pays étrangers qui n'enrichissaient pas l'identité japonaise. Aujourd'hui, le Japon et l'Allemagne, les deux vaincus militaires de la Seconde Guerre mondiale, dominent économiquement le monde, le Japon plus encore que l'Allemagne pour avoir construit son économie tout en restant fidèle à ses traditions ancestrales et en pratiquant une politique économique à la fois protectionniste et nationale, axée sur la conquête et la domination des marchés mondiaux. Une politique que dénoncent évidemment tous les tenants du mondialisme, du cosmopolitisme et du libre-échangisme, témoins ces propos de Georges Valance qui fustige dans *l'Express* « *la nippposité d'un pays profondément fermé sur lui-même et qui cultive sa spécificité comme son bien le plus précieux, alors même qu'il est devenu une puissance économique mondiale* », ou ceux d'un Karen Van Wolferen, auteur de *l'Énigme de la puissance japonaise* (éd. Robert Laffont) qui déclare : « *Du point de vue international, le système* [japonais] *est un anachronisme. S'il convenait au Japon pauvre et isolé, il ne sied plus à un partenaire international.* » *L'Express* ne va-t-il pas jusqu'à reprocher au Japon « *de n'accepter que quelques centaines d'immigrés par an* » ? (Ici : une chaîne automobile au Japon.)

S'il est dans le domaine des sciences humaines une discipline qui devrait se rapprocher de la rigueur des sciences exactes, c'est bien la science économique. Ne traite-t-elle pas en effet de réalités tangibles et mesurables : la production, le commerce et la consommation des biens matériels ? Et ne dispose-t-elle pas, avec la monnaie, d'un instrument de mesure universel ? Et, pourtant, la pratique qu'en font les économistes semble ne pas échapper à l'idéologie, aux dogmes, voire aux fantasmes dominants.

Les leurres de l'ultralibéralisme

Ainsi en est-il de l'idée qui prévaut actuellement dans les sphères économiques et politiques officielles, celle du libre-échangisme mondial. Pour les experts et les



Le futurologue américain John Naisbitt proclamait il y a de cela quelques années : « *Nous vivons une époque de grandes transformations dont la plus étourdissante sans doute est notre précipitation à instaurer une économie planétaire.* » « *Il n'y aura plus économie européenne,* prophétisait l'intéressé, *ni japonaise, ni économie du bloc de l'Est, ni économie du tiers monde [...] des valeurs coréennes achetées à Londres par un Turc font-elles partie de l'économie britannique ou turque ? Elles s'intègrent évidemment dans une économie unique, la nouvelle économie planétaire, et cette économie, fonçant vers l'an 2000, est en pleine expansion.* » Le rêve mondialiste est aujourd'hui contredit par les faits et l'avenir appartient au contraire aux économies nationales du type, par exemple, de celles qui fleurirent autrefois, telle la ville de Gênes qui mit toute son ingéniosité financière et économique au service de sa puissance et des Génois, ou son illustre rivale, la République de Venise. (Ci-dessus : le port de Gênes, par Claude Gellée, dit Le Lorrain.)

praticiens au pouvoir, le libéralisme international est bénéfique, la division internationale du travail nécessaire, le "laissez faire, laissez passer" généralisé un gage de progrès. Bref, le développement du commerce mondial, l'imbrication des économies et des flux d'échanges qu'elles génèrent ne peuvent que créer la prospérité. La généralisation de la concurrence sur de grands marchés à l'échelle du monde s'impose donc, selon eux, comme une condition impérieuse de la richesse et de la croissance.

Et malheur à ceux qui refusent ce postulat ! Les chefs d'entreprise qui s'inquiètent de cette ouverture à tout va de notre économie à une concurrence sauvage venue du monde entier sont aussitôt taxés d'incompétence. S'ils recherchent une protection, entend-on dire, c'est qu'ils ne sont pas capables de performances industrielles suffisantes et ils ne méritent pas autre chose que de disparaître, eux et leurs entreprises. Quant aux politiques et aux économistes qui se hasardent à contester la validité de cette vision idyllique de l'ultralibéralisme international, ils sont d'emblée accusés d'ignorance. Les droits de douane et le protectionnisme ne seraient que les instruments de politiques archaïques seulement susceptibles de conduire au repli sur soi, à l'autarcie et donc à la régression. Ou à pire encore, comme le laissait entendre un récent numéro de *l'Observateur de l'économie*[1] stigmatisant le vent de révolte populaire qui se lève en Amérique face à l'invasion commerciale nippone : « *Les États-Unis n'ont jamais été aussi près de succomber au protectionnisme. Une menace qui rappelle les années trente* [...]. »

Les choses semblent donc se passer en économie comme en politique : il est une vérité officielle qui doit s'imposer à tous, et toute opinion contraire relève de l'obscurantisme. Selon ce credo, moins il y aurait d'obstacles aux échanges, moins les marchés seraient cloisonnés, plus il existerait de flux commerciaux, plus on pratiquerait la division du travail, et plus grande serait la prospérité.

Mais comment ne pas voir là un bien curieux parallélisme avec le discours politique qui nous explique que les frontières et les cloisonnements nationaux sont néfastes et que le progrès va dans le sens de leur suppression et de l'imbrication des nations dans des espaces plus vastes, sans parler du caractère bénéfique des échanges de populations ?

Ainsi, avant même de s'interroger sur la validité scientifique de l'ultralibéralisme international, force est de constater qu'il s'affirme d'emblée comme le parfait complément économique du discours mondialiste qui prévaut actuellement dans la sphère politique. Cependant, si la question peut encore être discutée au plan politique, elle nous est en tout cas présentée comme tranchée à celui de l'économie. Dans ce domaine, en effet, le dogme serait formel : les frontières sont néfastes et les nations doivent s'effacer au nom du progrès et de la prospérité.

L'économie précède d'ailleurs sur ce point le politique car cette vision des rapports économiques internationaux n'est pas que théorique, c'est elle qui guide depuis des décennies l'action menée par la plupart des pays industriels et par les organisations économiques internationales.

Avec le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a été mise en place une organisation spécialement chargée de supprimer les obstacles aux échanges et de faciliter le commerce mondial. Au fil des années, avec des négociations générales aux noms anglo-saxons évocateurs : Kennedy Round, Nixon Round, Tokyo Round, etc., les droits de douane des différentes nations du monde libre ont été progressivement abaissés. Il en est évidemment résulté une croissance très rapide du commerce planétaire. Ainsi, de 1983 à 1990, les exportations mondiales ont crû de 6 p. cent en moyenne chaque année pendant que, pour sa part, la production n'augmentait que de 4 p. cent[2].

A l'échelle de l'Europe, la Communauté européenne issue du traité de Rome et de l'Acte unique a pleinement joué cette logique. Mais alors qu'il était naturel dans le cadre de l'édification d'un marché commun de supprimer les obstacles aux échanges entre les pays membres, les droits de douane entre la Communauté et le reste du monde ont été dans le même temps considérablement abaissés. Sous la pression des Américains, la Communauté européenne a progressivement renoncé à l'essentiel de ses protections économiques. Cette soumission à l'idéologie du "laissez faire laissez passer" est d'ailleurs allée si loin qu'elle a permis aux Américains d'obtenir des Européens qu'ils réduisent ou même qu'ils suppriment leurs subventions aux secteurs aidés. C'est notamment le cas de l'industrie aéronautique et surtout de l'agriculture. La réforme de la politique agricole commune, en visant à rapprocher les prix agricoles européens des prix mondiaux et à réduire les subventions à nos exportations, répond aux terribles exigences américaines émises en ce domaine au nom du libre-échange international.

Privilégier l'intérêt national

Ainsi l'économie se trouve-t-elle engagée dans un vaste processus de mondialisation qui n'est pas seulement le fruit des mécanismes automatiques de l'industrialisation et du progrès technique mais aussi le résultat d'une politique volontariste menée avec constance depuis des années au nom d'une doctrine économique libre-échangiste. Et, quand on sait à quel point le mondialisme se révèle néfaste en politique, on ne peut que s'interroger avec inquiétude sur la validité du mondialisme économique.

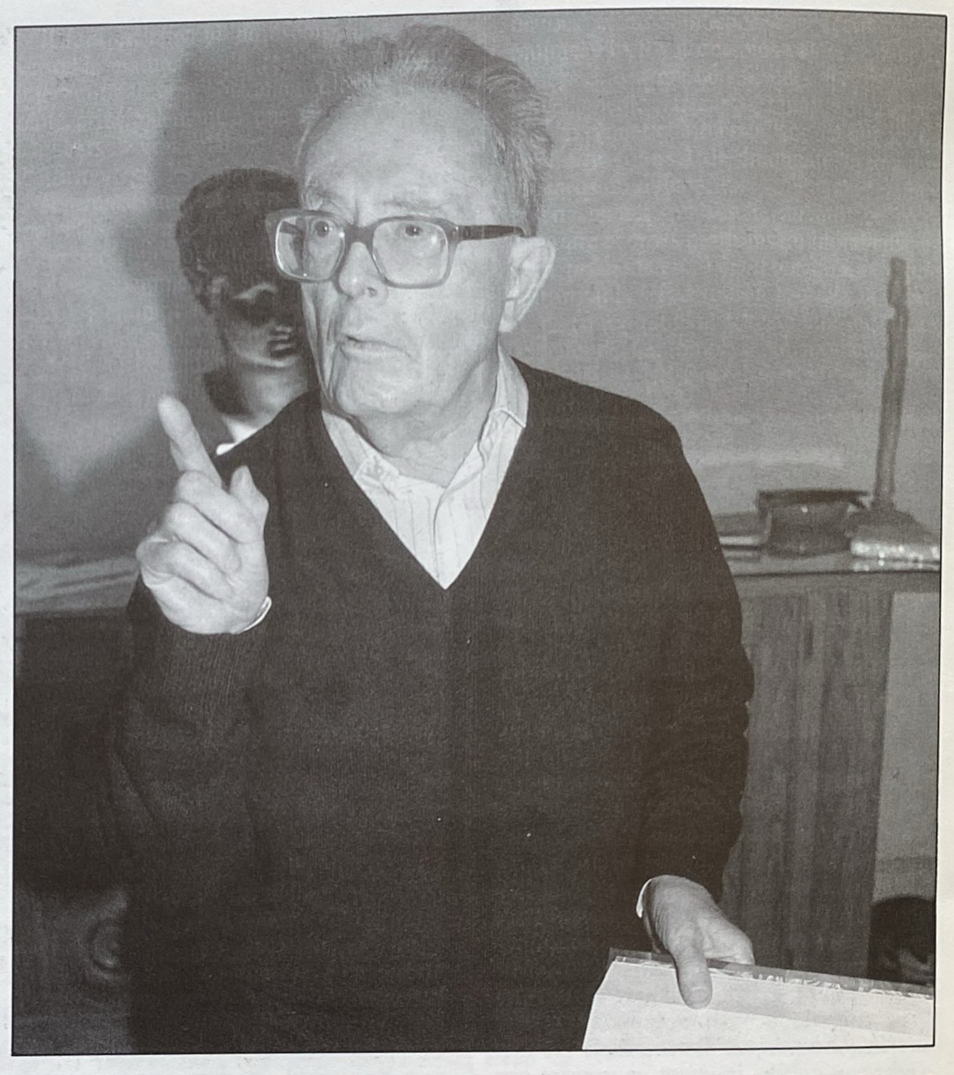
Il ne s'agit cependant pas, loin de là, de nier l'intérêt des règles de l'économie de liberté. A cet égard, le système communiste et les régimes socialistes ont suffisamment démontré le caractère funeste des économies étatisées et bureaucratisées. Et il est incontestable que la liberté d'entreprendre, la liberté de commercer, la saine concurrence constituent de puissants facteurs de progrès matériel et de croissance.

La question qui se pose ici n'est donc pas de savoir si les vertus économiques du libéralisme sont réelles ou fallacieuses — elles sont, nous l'affirmons, indéniablement nécessaires à la prospérité — mais seulement de définir dans quel cadre territorial cette économie de marché peut être mise en œuvre : si elle est bénéfique à l'échelle de la nation ou à celle de l'Europe, l'est-elle encore dans le cadre d'un système mondialisé dont les frontières économiques auraient été détruites ?

Pour être en mesure de répondre à cette question, il convient de s'interroger sur deux points : le libre-échangisme mondial sert-il la prospérité et la puissance de notre pays ?

Il semble que la réponse soit négative. Sans doute peut-il être bénéfique à l'échelle européenne, entre pays proches dotés d'une même civilisation, ayant atteint le même degré de développement et connaissant des contraintes sociales et culturelles comparables. Mais, entre pays radicalement différents, le libre-échange sans contrôle et sans protection favorise principalement les pays concurrents de l'Europe.

Certes, on trouvera toujours, s'agissant de n'importe quel produit, un lieu quelque part dans le monde où il pourra être fabriqué à moindre coût. C'est vrai pour les espadrilles et les épinglettes, mais aussi pour des produits plus sophistiqués comme les composants et les appareils électroniques. Car il faut se garder de sous-estimer les peuples du monde et notamment ceux du Sud-Est asiatique. Le principe qui voudrait que nous laissions à d'autres la fabrication de produits à faible valeur ajoutée pour nous réserver ceux à forte technologie est une vue de l'esprit. Cela d'autant qu'une nation comme la France ne peut pas vivre d'une économie limitée à Ariane et à Airbus. La division internationale du travail pratiquée depuis des décennies livre aujourd'hui ses tristes résultats. Ainsi, année après année, ce sont des pans entiers de notre industrie qui disparaissent : la sidérurgie, la construction navale, le textile, la machine-outil, demain peut-être l'automobile, l'agriculture ou l'électronique.



Depuis de nombreuses années qu'il énonce des vérités que les hommes politiques feignent d'ignorer parce qu'elles vont à l'encontre de leurs préjugés ultralibéraux ou sociaux-démocrates, notre Prix Nobel d'économie Maurice Allais a mis constamment en garde économistes et gouvernants contre le mythe du grand marché mondial ou, encore plus récemment, contre une Europe bâtie sur l'économie. A ce propos, il déclarait : « *Depuis 1945, j'ai sans cesse répété que l'union politique doit précéder l'union économique* » (*le Figaro-Magazine*, 01/07/89). D'où son non catégorique au traité de Maastricht.

Ainsi, loin de représenter un facteur de prospérité nationale mécanique et assuré comme le prétendent les tenants du mondialisme économique, la conception mondialiste de l'économie n'est en réalité qu'un habillage servant à masquer un formidable transfert de puissance de l'Europe vers d'autres régions du monde.

Il faut en effet prendre conscience de la véritable nature de la réalité économique internationale et se convaincre qu'elle s'apparente principalement à une guerre. Cela est d'ailleurs si vrai qu'il est aujourd'hui banal d'affirmer que les Japonais, nos principaux concurrents, mènent leurs offensives commerciales comme des attaques militaires. Offensives qui, lorsqu'elles réussissent, sont analysées comme des succès dont les bénéfices concourent à la richesse japonaise et non à celle des pays vaincus.

Ainsi, la formidable offensive lancée par l'automobile japonaise aux États-Unis et qui assure actuellement à la puissance nippone 20 p. cent du marché n'a pas apporté d'avantages particuliers aux Américains. Certes, des investissements massifs ont été réalisés, des usines nouvelles construites et, par conséquent, des emplois nouveaux créés. Mais, dans le même temps, des usines de Detroit ont fermé, des centaines de milliers d'ouvriers ont été licenciés. Résultat final : peut-être en l'état une activité accrue et des voitures produites au meilleur coût, mais, dans le même temps, une perte d'emplois, de devises et une indépendance économique réduite. Et s'il y a une plus-value, ce sont les Japonais qui en bénéficient : ils disposent actuellement, par rapport aux Américains, d'un excédent commercial annuel qui atteint le chiffre colossal de cinquante à soixante milliards de dollars.

Un constat qui suscite aussitôt ce commentaire chez les partisans du mondialisme : Tant pis pour eux ! Ils n'ont qu'à être plus performants ! Telle est en tout cas la teneur du discours que l'on adresse aux industriels français de l'automobile au moment où la Commission de Bruxelles veut ouvrir nos

frontières aux automobiles japonaises. Mais ceux qui s'expriment ainsi se comportent de façon aussi absurde qu'un général qui engagerait délibérément la bataille tout en sachant que ses troupes ne sont pas prêtes et qu'il les conduit donc à la défaite. Dans de telles conditions, un chef avisé diffère le combat et cherche à se protéger aussi longtemps qu'il ne peut affronter victorieusement son adversaire.

C'est en tout cas ce minimum de sagesse que réclament les constructeurs automobiles de l'Europe du Sud et c'est ce qui fait dire au président de PSA, Jacques Calvet : « *Il faut en finir avec cette Europe réduite aux acquêts de l'ultralibéralisme anglo-saxon*[3]. »

Instrument de l'indépendance

Le libre-échangisme mondial, s'il sert la prospérité de certains, ne favorise pas nécessairement la nôtre. Plus grave encore, il contribue à compromettre notre indépendance et la puissance nationale.

Contrairement aux économistes mondialistes pour qui l'économie n'a d'autre fonction que d'assurer la prospérité des individus en leur offrant la possibilité de se livrer à une consommation maximale des biens individuels et collectifs, nous considérons que l'économie doit aussi servir l'intérêt national. Lequel ne se confond pas avec l'intérêt individuel. Car, nous en sommes convaincus, il existe à côté de l'impératif de prospérité un impératif d'indépendance indispensable. Tant il est vrai que l'indépendance est aux nations ce que la liberté est aux personnes. L'économie nationale doit donc, elle aussi, constituer un instrument d'indépendance.

Il est en effet absurde, voire criminel, de se déterminer en matière économique au regard des seuls critères d'une efficacité économique qui fait fi des communautés nationales. Car, en agissant ainsi, on finit par brader des intérêts nationaux vitaux. N'est-ce pas ce que le gouvernement français pratique actuellement en acceptant la réforme de la politique agricole commune ? L'abandon des systèmes de protection de notre agriculture risque, n'en doutons pas, d'entraîner sa disparition et celle du monde paysan. Une entreprise désastreuse qui empêchera demain notre pays d'assurer son autonomie alimentaire, le plaçant ainsi dans une situation de dépendance dramatique à l'intérieur d'un secteur ô combien vital.

Cette conséquence inepte du libre-échangisme souligne d'ailleurs les incohérences des tenants de l'ultralibéralisme. Car la division internationale du travail ne peut se concevoir qu'à une condition : que les structures de l'économie mondiale soient stables et permanentes. Or les marchés mondiaux, agricoles en particulier, sont au contraire totalement instables. L'application de la théorie conduit donc à abandonner aujourd'hui des secteurs qu'il faudrait rétablir demain au gré de la conjoncture.

On mesure là toute l'absurdité d'un principe qui conduit à brader un domaine économique vital pour notre indépendance au nom d'une théorie inadéquate.



A la tête de PSA, premier exportateur et l'un des plus importants employeurs, Jacques Calvet est bien connu pour son franc-parler et son caractère. Il s'est également rendu célèbre par ses prises de position courageuses hostiles à la loi mondialiste du libre-échangisme systématique qui tient lieu de credo dans la classe politique et dans la haute technocratie européenne. *« L'Europe, déclarait-il dans* le Figaro, *est la proie d'étranges utopies, pour la plupart d'origine anglo-saxonne, qui défient la concurrence et le libre-échange. Appliqué sans nuance par les Folamour de Bruxelles, cet ultralibéralisme naïf entrave nos entreprises dans un monde qui, lui, est sans pitié. On sacrifie ainsi des pans entiers de notre industrie à des chimères, comme dans l'accord automobile CEE-Japon du 31 juillet 1991. »*

Outil de la puissance

Selon les mondialistes, l'indépendance serait devenue si complexe et les relations internationales auraient atteint un tel degré de développement que notre époque serait désormais celle de l'interdépendance, chacun dépendant de tous. A les croire, l'indépendance serait une notion aussi archaïque que l'autarcie. Rien, en réalité, n'est plus faux. Car s'il est vrai qu'un pays développé ne peut plus aujourd'hui vivre en autarcie, il dispose en revanche d'un moyen d'assurer son indépendance : c'est la puissance.

En effet, les liens d'interdépendance ne sont pas neutres : c'est à travers eux que certains dominent et que d'autres subissent. Ainsi, les liens d'interdépendance avec les États-Unis sont généralement des liens de dépendance des pays européens à l'égard des Américains. Pour la raison simple qu'ils sont plus puissants que nous. Par conséquent, pour retrouver l'indépendance dans l'interdépendance, il faut être puissant. La puissance nationale doit constituer, à côté de la prospérité des personnes, un second objectif de l'économie. Mais un objectif qui ne répond pas aux mêmes règles et que l'on n'atteint pas par les mêmes voies.

Cela est si vrai que les Japonais, modèle incontestable de la réussite au sein de l'actuel système économique, doivent une part importante de leurs succès à la prise en compte de cette nécessité. Ainsi la population nippone paie les produits de consommation plus cher que son homologue américain — les écarts des prix varient entre 35 et 95 p. cent selon les enquêtes. C'est l'effort qui lui est demandé, à l'abri du marché mondial, pour que soient dégagées des ressources permettant le développement d'une industrie exportatrice à haute valeur ajoutée. En clair, la réussite japonaise tient notamment au fait que l'économie recherche autant, sinon plus, la puissance nationale que la prospérité des consommateurs.

Le libre-échangisme mondial n'est donc en réalité qu'une idéologie, la facette économique de l'idéologie mondialiste. Un mirage vers lequel nos dirigeants nous conduisent



Dès son arrivée au pouvoir, François Mitterrand, en accord avec le *Projet socialiste pour la France des années 80* qui déclarait : « *La tradition socialiste est celle de la paix, du désarmement et de l'arbitrage* », faisait retirer des avions de combat leurs missiles avant de se rendre au Salon aéronautique du Bourget. Suprême démagogie d'un geste symbolique traduisant jusqu'à l'absurde la mainmise de l'idéologie sur le militaire, mais aussi sur l'économique, pour des aéronefs conçus pour le combat et destinés à la vente. Dégager l'économie des influences idéologiques, qu'elles soient libérales ou socialistes, pacifistes ou mondialistes, pour la remettre au service du bien-être, de l'indépendance et de la puissance d'une nation, tel doit être l'objectif de l'avenir dans un monde où la guerre économique fait de plus en plus rage et qui ne pardonnera pas à ceux qui se seront laissé bercer par le rêve.

sans comprendre qu'il mène à la ruine progressive de notre industrie.

La préférence communautaire

Car, s'il est essentiel de ne pas s'isoler et de ne pas se désengager des grands marchés mondiaux, il ne faut néanmoins pas le faire au nom d'une idéologie. Nous devons en effet considérer de façon pragmatique que l'économie mondiale n'est qu'un vaste champ de bataille où tous les coups sont bons et où nous devons nous aussi nous battre. Et, dans cette perspective, il convient de faire exactement le contraire de ce que font les technocrates qui nous dirigent à Paris et à Bruxelles.

Par exemple, rappelons-nous, la Commission de la Communauté européenne a récemment interdit à la société française Aerospatiale de racheter la société canadienne De Havilland au motif qu'Aerospatiale occuperait alors une position dominante sur le marché des avions petits porteurs. Faut-il préciser que la Commission de Bruxelles ne détient aucune autorité lui permettant d'édicter de semblables interdictions à l'encontre des sociétés américaines ou japonaises ?

On voit alors clairement comment, par idéologie, la bureaucratie bruxelloise agit contre les intérêts de l'Europe : en ouvrant grand nos frontières, elle place nos entreprises face à une concurrence sauvage et, dans le même temps, leur impose une réglementation tatillonne qui les bride et les empêche d'agir. Il convient donc de procéder exactement à l'inverse.

Nous devons assurer la protection et la défense de notre marché intérieur et aider nos entreprises à se battre sur les marchés extérieurs. Telle est d'ailleurs la stratégie des Japonais. Ce peuple que personne ne peut taxer de frilosité ou soupçonner de rechercher l'autarcie n'hésite pas à préserver son marché intérieur avec la plus grande énergie.

Cette stratégie, pour rester compatible avec le Marché commun, doit s'appliquer à l'Europe des Douze. Telle est d'ailleurs la thèse du Prix Nobel d'économie français Maurice Allais qui s'exclamait récemment dans *le Figaro* : « *Non au libre-échangisme mondial* » et qui déclarait dans la suite de l'article : « *La libéralisation des échanges ne vaut qu'à l'intérieur d'associations régionales dotées de marchés communs prenant place dans des cadres politiques communs. Il est de l'intérêt de toute association régionale de se protéger vis-à-vis des autres.* [...] *La règle majeure à suivre par la Communauté européenne ne doit pas être le libre-échangisme vis-à-vis de l'extérieur mais la préférence communautaire dans tous les domaines*[4]. »

Une opinion que partagent de grands chefs d'entreprise comme M. Alain Gomez, Pdg de Thomson : « *Il faut se mettre en position de force.* [...] *L'Europe ne peut se faire sans protections douanières*[5]. »

Retrouvons donc le sens du pragmatisme en économie. Rompons avec l'idéologie mondialiste. Le commerce mondial n'est pas la panacée, encore moins un objectif en soi. N'oublions pas que l'économie doit aussi servir la nation : sa prospérité mais aussi sa puissance. Et, dans la poursuite de cet objectif, n'hésitons pas, à l'échelle de l'Europe, à appliquer sans complexe le principe de la protection et celui de la préférence. ■

1. *L'Observateur de l'économie*, 12-18/03/92.
2. *Problèmes économiques*, n° 2285, 22/07/92.
3. *Le Figaro*, 06/05/92.
4. *Le Figaro*, 16/06/92.
5. *Le Point*, 18/12/89.

Culture et immigration

par François Vilmin



Nul ne saurait nier que l'intégration des Italiens, des Espagnols, des Portugais ou des Polonais s'est faite sans heurts et sans mal. Entend-on parler d'eux ou de leurs fils à la rubrique des faits divers ? Les voit-on revendiquer à la tribune des mouvements antiracistes ? Non, et pourtant leurs pères n'étaient ni plus instruits ni plus fortunés que les immigrés extra-européens qui déferlent sur la France depuis une trentaine d'années et qui font étalage de leurs exigences. C'est que l'assimilation est plus aisée quand l'impétrant est de même culture, de même religion et pratique les mêmes mœurs. Ainsi, qui sait que Montgeron, petite ville de la banlieue parisienne, abrite la plus forte concentration d'immigrés portugais de France ? Personne, car ces derniers n'ont jamais fait la une des journaux ; en revanche, ce sont eux qui ont redonné aux églises locales splendeur et affluence. (Ci-contre : des immigrés italiens arrivant en France vers 1920.)

A en croire les grands prêtres de l'idéologie antiraciste, les problèmes posés par l'immigration proviendraient d'un rejet des Français à l'égard des étrangers non européens, de leur "xénophobie" qui susciterait un sentiment d'"exclusion" chez ces derniers et de l'exploitation éhontée qu'en ferait le Front national. Cette explication simpliste, qui permet de présenter les Français comme les responsables de l'échec de la politique d'intégration et de faire du Front national le centre d'un complot diabolique parce qu'"immoral", ne constitue-t-elle pas une imposture ? Si la "politique d'immigration" a échoué, n'est-ce pas plutôt parce que les points de repère identitaires de la société française ont disparu et que l'école a été mise dans l'incapacité de jouer son rôle, c'est-à-dire de transmettre la culture nationale, par ceux-là même qui se posent aujourd'hui en accusateurs ? De ces erreurs il est résulté que les immigrés d'origine musulmane ont tendance à conserver sur notre territoire leur propre culture plutôt qu'à assimiler la nôtre et que les jeunes ressortissants africains sont enclins à ne se reconnaître que dans une sous-culture américano-black, interlope et cosmopolite dont Jack Lang ne cesse de louer l'intérêt. Une conséquence encore aggravée par la distance culturelle qui sépare les peuples en confrontation.

L'idéologie antiraciste s'est hissée elle-même sur un piédestal moral du haut duquel elle distribue ses blâmes et ses condamnations sans que jamais ne puisse lui être adressée en retour la grande question de la vulgate marxiste des décennies précédentes : "D'où parles-tu ?". Une question qui a peut-être été galvaudée mais qui n'est cependant pas dépourvue de pertinence. A quelle place irréprochable se situerait en effet cette idéologie pour pouvoir impunément faire retomber la responsabilité de tous les problèmes ou drames liés à l'immigration sur la tête d'une France "raciste" ?

L'utilisation systématique de la culpabilité comme arme politique comporte toutefois une limite qui lui est inhérente : celle du retour à l'envoyeur, à partir du moment où l'accusé, nous écririons presque le pécheur, renvoie à l'accusateur sa propre accusation. De fait, on ne peut se donner indéfiniment le rôle de juge sans finir par susciter la question en retour de la légitimité de la fonction accusatrice que l'on s'est attribuée. Surtout quand on tire cette légitimité avant tout de la violence morale que l'on déploie à être le premier, ou le seul, à exercer une mise en accusation de l'autre.

Cette question de la responsabilité, qui est le cœur même du débat, permet de repositionner la charge de la culpabilité et de repenser totalement le débat sur l'immigration et le racisme.

L'idéologie antiraciste, nous allions dire la gauche, a posé comme principe que les problèmes nés de l'immigration résultaient du rejet des Français à l'égard des étrangers

non européens. L'exclusion serait la source première, voire unique, de la non-assimilation. C'est cette dernière affirmation, base de tout l'édifice accusateur, qu'il faut d'abord interroger.

Vers quelle assimilation ?

Cette affirmation prend son sens par rapport à son point d'aboutissement, la non-assimilation. Mais quel est le sens du mot assimilation, assimilation à quel type de société, par rapport à quel modèle culturel ?

Les jeunes casseurs des banlieues véhiculent avec eux tout un ensemble de "valeurs", expriment des types de comportement dont les origines peuvent être parfaitement identifiées. Leurs attitudes de rejet et de violence ne sont pas le simple fait, comme on veut en persuader le grand public, d'une culture qu'ils se seraient créée eux-mêmes en dehors de la société "assimilée" et contre elle. Ces valeurs, ces comportements, tout au contraire, sont l'émanation d'une culture complaisamment dispensée par les principaux canaux d'expression de la société — media, show-biz, pub, monde enseignant — qui façonnent l'idéologie dominante et transmettent ces modèles de représentation auxquels s'identifient des millions de jeunes.

Cette sous-culture, plus que contre-culture, dans la mesure où elle est officialisée et massivement diffusée, est un mélange complexe de sous-idéologie égalitaire, de misérabilisme antiraciste et de culture show-biz à base musicale afro-américaine. La question est de savoir si cette "culture" est un vecteur favorable d'assimilation à la société française.

La première constatation qui s'impose est que ces formes d'expression n'intègrent absolument pas la perception de la culture française traditionnelle. Écoutons les propos d'un sociologue interviewé par *le Nouvel Observateur* (15/10/90), à l'époque où les media bien-pensants découvraient avec des frissons de crainte exquise la violence des bandes ethniques : « *Le rap et le tag sont directement issus de la culture américaine. De même pour la tenue vestimentaire. Mais, comme pour la référence à l'Afrique, il s'agit d'une Amérique mythifiée. Il y a une dimension prophétique chez ces bandes, une quête de la terre promise. C'est très clair dans le cas de la Zulu Nation. Lors de mon enquête sur le terrain, j'ai remarqué une chose : ces jeunes vivent à la fois sur un espace hyper-local et planétaire ; en Seine-Saint-Denis et à Los Angeles. Entre les deux, ce truc qu'on appelle la France n'existe pas.* » Paroles justes et effroyables dans leur lucidité. « *Ce truc qu'on appelle la France* », comment a-t-il pu échapper à la conscience de ces jeunes gens ? Par quel anéantissement de la mémoire collective, par quel éclatement des valeurs traditionnelles ce phénomène d'acculturation a-t-il pu se produire ? En d'autres termes, qui est responsable ?



Parce qu'à Creil, deux ou trois jeunes filles musulmanes voulaient porter le foulard durant les heures de cours, tenants de la tolérance et de la laïcité d'entre-déchirèrent des mois durant par journaux interposés. Au-delà de la simple différenciation vestimentaire, le problème soulevé était autrement plus profond et portait en réalité sur l'opposition entre enracinement et cosmopolitisme. En effet, si on ne peut se retenir d'admirer le courage de ces adolescentes qui, bravant les autorités, s'acharnaient à respecter leur culture, il faut également reconnaître qu'on ne saurait à leur sujet parler d'intégration. A l'évidence, les théories développées par les media et les intellectuels à propos de l'immigration ne résistent pas à l'épreuve des faits.

La faillite de l'éducation

Première évidence : l'école n'a absolument pas su jouer son rôle, c'est-à-dire transmettre la culture et favoriser ainsi l'assimilation. Il est paru ces dernières années de nombreux ouvrages et articles consacrés à la désintégration du système scolaire français et à ses causes. Le bilan qu'on peut tirer de ces écrits est accablant pour l'idéologie qui gouverne l'enseignement depuis des décennies. L'arrivée de la gauche au pouvoir a largement accéléré le mouvement de désintégration des structures traditionnelles de l'enseignement sans les remplacer par un système capable de répondre aux exigences du monde moderne. « *Ce n'est pas le moindre de mes chagrins,* écrit une enseignante dans un "Libre propos" du *Figaro* (24/04/91), *qu'il faille imputer à des gouvernements de gauche une telle faillite.* » Cet échec n'était-il cependant pas prévisible depuis de longues années en raison du poids de cette idéologie dont les deux piliers sont l'égalitarisme et le laxisme ? Il est donc étonnant qu'un professeur, qui apparemment s'affirme de gauche, n'ait pas établi de lien entre les principes de cette idéologie et l'action des hommes qui, à la tête de l'Éducation nationale, la conduise depuis longtemps au désastre. Dans un article magistral (*Figaro* du 05/12/1990), Maurice Allais, prix Nobel d'économie en 1988, analysant sans complaisance les causes de ce qu'il appelle la « *désagrégation morale de la société* », mettait largement en tête l'échec de l'Éducation nationale sous les effets pervers de l'idéologie égalitariste.

Il n'y a pas que les journaux "conservateurs" pour constater la faillite de l'enseignement. *Le Nouvel Observateur*, en octobre 1990, durant la révolte des lycéens, faisait lui aussi un bilan sinistre des établissements scolaires français. Dès 1983, un rapport, cité par le magazine, avait établi, à partir d'un échantillon de collèges difficiles, que « *tous connaissaient déjà la fauche des vêtements, huit sur dix la dégradation des locaux, six sur dix le racket, un tiers avait eu des blessés dans des bagarres et un quart des problèmes sexuels* ».

Cette violence dans les lycées va de pair avec l'effondrement du niveau scolaire. Citons un exemple "vécu", le témoignage d'un professeur tiré du même article du *Nouvel Observateur.* « *Je n'en peux plus. Après vingt ans passés ici, je veux m'en aller* », raconte cette enseignante du lycée Olympes de Garges. « *Depuis dix ans, c'est la dégradation lente* (il est intéressant de noter à nouveau le parallèle presque inconscient fait par les professeurs entre cette dégradation et l'arrivée de la gauche au pouvoir). *Comment enseigner la littérature à des classes de quarante élèves incapables en terminale de comprendre un article de journal et qui ne connaissent pas la différence entre noblesse et bourgeoisie quand ils découvrent* le Rouge et le Noir*? Je ne fais plus cours, je dicte, sinon je ne m'en sors plus. Résultat : on donne de faux espoirs à certains et on massacre les élèves moyens.* »

Une fracture culturelle

Bref, quelles que soient les sources où on les puise, les exemples abondent sur la situation de décomposition du système éducatif français. Une situation qui n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat logique de la mise en pratique de l'idéologie égalitaire et laxiste préconisée depuis des décennies. Les bureaucrates de l'Éducation nationale, les syndicats d'enseignants ont eux-mêmes programmé la désintégration de l'enseignement français. Les professeurs paient très cher aujourd'hui les conséquences néfastes d'une idéologie qu'ils ont largement contribué à répandre parmi les jeunes, du moins depuis 1968.

Sur quels principes d'autorité peuvent-ils désormais asseoir la discipline minimale nécessaire à la pratique de leur métier ? Quel respect peuvent-ils exiger pour un savoir "classique" dont l'œuvre de transmission de la mémoire est sans cesse dévalorisée ? N'importe quel chanteur rap, n'importe quel "artiste" graffiteur ou créateur de spots publicitaires ou de vidéo-clips ont infiniment plus de rayonnement "culturel" auprès d'une jeunesse lobotomisée que les grands maîtres de notre culture classique. Les formes de la prétendue culture de la modernité ne sont pas venues s'ajouter aux connaissances de la culture traditionnelle : dans bien des cas, elles les ont totalement supplantées, elles ont tout simplement envahi le vide que laisse la rupture de la mémoire culturelle française. Si l'on juge l'arbre à ses fruits, personne ne peut aujourd'hui contester les liens étroits entre l'effondrement du système scolaire, la poussée de la deuxième génération de l'immigration dans la société française, la diffusion massive de la sous-culture afro-américaine et la violence dans les cités-ghettos.

Les jeunes immigrés, déjà handicapés par le traumatisme d'une première acculturation sont, bien sûr, les plus vulnérables et les plus perméables à l'absorption des formes culturelles les plus dégradées de la société occidentale.

Les origines de leur échec social et de leur violence sont bien plus à rechercher du côté de cette faillite culturelle que de celui d'un prétendu racisme français dont la réalité n'est jamais démontrée, sauf, évidemment, à taxer de racisme tout homme qui se soucierait de la cohésion de sa société telle que l'histoire la lui a léguée et qui s'inquiéterait de la pénétration massive et incontrôlée sur son territoire de populations non désirées.

L'imposture antiraciste

Nous touchons là du doigt le paradoxe et l'imposture majeure de l'idéologie antiraciste. Les personnalités qui répandent cette idéologie culpabilisante dans la population française sont en grande partie celles qui se sont employées à propager une sous-culture de masse au sein d'une jeunesse dénuée d'autres points de repère culturels et dont l'univers mental se trouve désormais formidablement appauvri par rapport à la richesse de l'héritage culturel français et à la complexité du monde moderne.

C'est clairement cet appauvrissement culturel qui représente la cause première des échecs de l'assimilation. L'effondrement du système scolaire — cette machine à "franciser" —, combiné au triomphe de la culture show-biz, pub, media, en rompant la chaîne de la mémoire collective, a, si l'on ose dire, ouvert la porte à la culture du ghetto type modèle américain. Tous les jeunes gens issus de l'immigration ne baignent pas dans cette culture, mais ceux qui s'y trouvent plongés sont ceux qui perpétuent le plus systématiquement les situations d'échec social et dont l'attitude de revendication ou de rejet à l'égard de la société française est la plus violente.

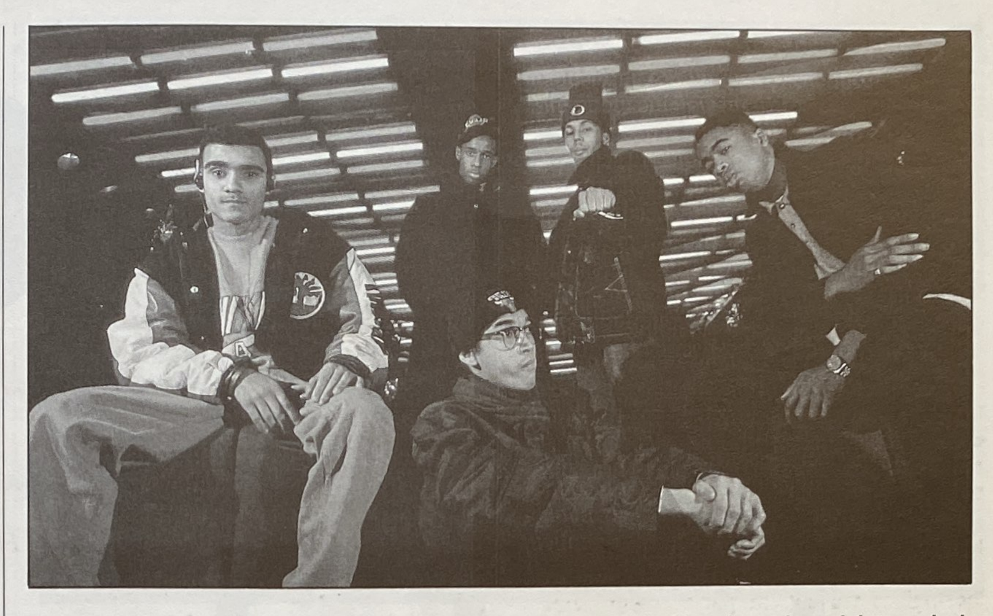
Génération "ghettoïsée"

Cet enfermement d'une génération dans une sous-culture largement valorisée et légitimée par l'intelligentsia, parce que prétendument "jeune" et "moderne", n'a rien à voir avec un quelconque racisme français. Il est le résultat de plusieurs décennies de fractures provoquées par les coups d'une idéologie utopiste acharnée à détruire la continuité culturelle française et dont le point de référence mythique est Mai 68.

L'œuvre de déracinement culturel interne était déjà largement accomplie, avec substitution d'une culture "jeuniste" et "cosmopolite", quand la deuxième génération de l'immigration a surgi, dans les années quatre-vingt, sur le devant de la scène de la société française. Cette dernière n'avait plus alors les ressources nécessaires pour structurer ces jeunes selon ses modèles traditionnels. La sous-culture media show-biz a donc pu submerger une génération, par défaut en quelque sorte. Quant aux jeunes Français, soumis au même conditionnement, ils résistent mieux dans l'ensemble que les jeunes immigrés car ils trouvent plus facilement dans leur famille l'armature intellectuelle et morale dont ils ne bénéficient souvent plus à l'extérieur.

Constater ce drame culturel qui atteint une génération n'est nullement le fait d'un esprit chagrin ou viscéralement conservateur. Comment en effet ne pas voir ce qui s'impose même de plus en plus comme une évidence sociologique ? Privés de langage structuré, les jeunes sont soumis aux manipulations d'un univers "communicant". Tel est le diagnostic que le sociologue Miskas Assayas établit dans son livre *Contrefeu* consacré à la culture jeune. *« Pour lui,* commente un journaliste de *l'Événement du jeudi, les gauchistes de 68 actuellement au pouvoir ont reproduit ce qu'ils avaient combattu : la confiscation du langage au profit d'une oligarchie jalouse de ses privilèges. Le seul héritage marquant de cette génération, paradoxalement incapable de produire un film ou un roman sur ces années-là, réside dans l'art de communiquer, l'"art de ne rien dire". Résultat : une prétendue "culture jeune", monstre né des décombres de feu la "contre-culture", a été brandie par une armée de branchés de la presse et de la publicité pour répondre de façon "moderne" à l'effondrement de la culture traditionnelle. »*

Même constat pour le philosophe Alain Finkielkraut qui stigmatise l'action de Jack Lang : *« Si le ministre de la Culture ne cesse de tresser des couronnes aux vedettes du show-business, de traiter les publicitaires en artistes et de transformer en culture jeune la bêtise quotidienne dont sont abreuvés les adolescents, comment voulez-vous que l'on puisse continuer dans les lycées et les collèges à faire cours sur Rabelais, sur Musset, sur Virgile ou sur Hegel ? Il faut bien comprendre que donner statut à la publicité, cela revient nécessairement à destituer les professeurs. »*



Le rap, salué par tous les media, les milieux interlopes et le plus interlope des ministres, Jack Lang, comme le phénomène musical et artistique le plus important de ces dernières années, représente le plus bel exemple de l'échec de la politique dite d'assimilation et d'intégration des populations immigrées. Issu des ghettos noirs américains, il n'est en réalité que l'expression raciale et sociale des revendications de la minorité noire d'Amérique. Dans une société qui tourne en dérision son patrimoine culturel propre pour magnifier tout ce qui est étranger, dans un pays qui n'est plus capable en toute fierté de transmettre sa culture à l'école, c'est ailleurs que les immigrés recherchent une véritable identité : dans l'islam pour les jeunes beurs, dans un sous-produit de la société américaine pour les jeunes Africains. Sur la photo : une soirée "rap" au Palace, à Paris.

Le supermarché culturel

La démagogie d'un Jack Lang, lancé dans une sordide entreprise de récupération du mouvement hip hop, va en effet à l'encontre de la prétendue volonté politique d'intégration affichée par le gouvernement. Elle contribue plutôt à la "ghettoïsation" culturelle de millions de jeunes en légitimant des formes d'expression en rupture, voire en position de rejet total, face à l'héritage culturel français. Si la récupération permet d'atténuer quelque peu la dimension de guerre raciale du rap (voir le film *Do the right thing* du metteur en scène noir américain Spick Lee), elle ne contribue certainement pas à valoriser la culture française, c'est-à-dire la force d'assimilation, auprès des jeunes générations, sauf, bien entendu, à considérer la France contemporaine comme un supermarché culturel où toutes les formes d'expression, placées sur un pied d'égalité, sont vendues sous l'enseigne "France" et consommées de façon indifférenciée, avec, pour seul critère de valorisation, la demande des populations qui habitent ou traversent le même territoire. Vision cosmopolite et amnésique qui fait vibrer la gauche caviar et qui a été élevée au rang d'idéologie officielle avec le défilé mitterrando-goudien du

(Suite page 34)

non européens. L'exclusion serait la source première, voire unique, de la non-assimilation. C'est cette dernière affirmation, base de tout l'édifice accusateur, qu'il faut d'abord interroger.

Vers quelle assimilation ?

Cette affirmation prend son sens par rapport à son point d'aboutissement, la non-assimilation. Mais quel est le sens du mot assimilation, assimilation à quel type de société, par rapport à quel modèle culturel ?

Les jeunes casseurs des banlieues véhiculent avec eux tout un ensemble de "valeurs", expriment des types de comportement dont les origines peuvent être parfaitement identifiées. Leurs attitudes de rejet et de violence ne sont pas le simple fait, comme on veut en persuader le grand public, d'une culture qu'ils se seraient créée eux-mêmes en dehors de la société "assimilée" et contre elle. Ces valeurs, ces comportements, tout au contraire, sont l'émanation d'une culture complaisamment dispensée par les principaux canaux d'expression de la société — media, show-biz, pub, monde enseignant — qui façonnent l'idéologie dominante et transmettent ces modèles de représentation auxquels s'identifient des millions de jeunes.

Cette sous-culture, plus que contre-culture, dans la mesure où elle est officialisée et massivement diffusée, est un mélange complexe de sous-idéologie égalitaire, de misérabilisme antiraciste et de culture show-biz à base musicale afro-américaine. La question est de savoir si cette "culture" est un vecteur favorable d'assimilation à la société française.

La première constatation qui s'impose est que ces formes d'expression n'intègrent absolument pas la perception de la culture française traditionnelle. Écoutons les propos d'un sociologue interviewé par *le Nouvel Observateur* (15/10/90), à l'époque où les media bien-pensants découvraient avec des frissons de crainte exquise la violence des bandes ethniques : « *Le rap et le tag sont directement issus de la culture américaine. De même pour la tenue vestimentaire. Mais, comme pour la référence à l'Afrique, il s'agit d'une Amérique mythifiée. Il y a une dimension prophétique chez ces bandes, une quête de la terre promise. C'est très clair dans le cas de la Zulu Nation. Lors de mon enquête sur le terrain, j'ai remarqué une chose : ces jeunes vivent à la fois sur un espace hyper-local et planétaire ; en Seine-Saint-Denis et à Los Angeles. Entre les deux, ce truc qu'on appelle la France n'existe pas.* » Paroles justes et effroyables dans leur lucidité. « *Ce truc qu'on appelle la France* », comment a-t-il pu échapper à la conscience de ces jeunes gens ? Par quel anéantissement de la mémoire collective, par quel éclatement des valeurs traditionnelles ce phénomène d'acculturation a-t-il pu se produire ? En d'autres termes, qui est responsable ?



Parce qu'à Creil, deux ou trois jeunes filles musulmanes voulaient porter le foulard durant les heures de cours, tenants de la tolérance et de la laïcité s'entre-déchirèrent des mois durant par journaux interposés. Au-delà de la simple différenciation vestimentaire, le problème soulevé était autrement plus profond et portait en réalité sur l'opposition entre enracinement et cosmopolitisme. En effet, si on ne peut se retenir d'admirer le courage de ces adolescentes qui, bravant les autorités, s'acharnaient à respecter leur culture, il faut également reconnaître qu'on ne saurait à leur sujet parler d'intégration. A l'évidence, les théories développées par les media et les intellectuels à propos de l'immigration ne résistent pas à l'épreuve des faits.

La faillite de l'éducation

Première évidence : l'école n'a absolument pas su jouer son rôle, c'est-à-dire transmettre la culture et favoriser ainsi l'assimilation. Il est paru ces dernières années de nombreux ouvrages et articles consacrés à la désintégration du système scolaire français et à ses causes. Le bilan qu'on peut tirer de ces écrits est accablant pour l'idéologie qui gouverne l'enseignement depuis des décennies. L'arrivée de la gauche au pouvoir a largement accéléré le mouvement de désintégration des structures traditionnelles de l'enseignement sans les remplacer par un système capable de répondre aux exigences du monde moderne. « *Ce n'est pas le moindre de mes chagrins,* écrit une enseignante dans un "Libre propos" du *Figaro* (24/04/91), *qu'il faille imputer à des gouvernements de gauche une telle faillite.* » Cet échec n'était-il cependant pas prévisible depuis de longues années en raison du poids de cette idéologie dont les deux piliers sont l'égalitarisme et le laxisme ? Il est donc étonnant qu'un professeur, qui apparemment s'affirme de gauche, n'ait pas établi de lien entre les principes de cette idéologie et l'action des hommes qui, à la tête de l'Éducation nationale, la conduise depuis longtemps au désastre. Dans un article magistral (*Figaro* du 05/12/1990), Maurice Allais, prix Nobel d'économie en 1988, analysant sans complaisance les causes de ce qu'il appelle la « *désagrégation morale de la société* », mettait largement en tête l'échec de l'Éducation nationale sous les effets pervers de l'idéologie égalitariste.

Il n'y a pas que les journaux "conservateurs" pour constater la faillite de l'enseignement. *Le Nouvel Observateur*, en octobre 1990, durant la révolte des lycéens, faisait lui aussi un bilan sinistre des établissements scolaires français. Dès 1983, un rapport, cité par le magazine, avait établi, à partir d'un échantillon de collèges difficiles, que « *tous connaissaient déjà la fauche des vêtements, huit sur dix la dégradation des locaux, six sur dix le racket, un tiers avait eu des blessés dans des bagarres et un quart des problèmes sexuels* ».

Cette violence dans les lycées va de pair avec l'effondrement du niveau scolaire. Citons un exemple "vécu", le témoignage d'un professeur tiré du même article du *Nouvel Observateur*. « *Je n'en peux plus. Après vingt ans passés ici, je veux m'en aller* », raconte cette enseignante du lycée Olympes de Garges. « *Depuis dix ans, c'est la dégradation lente* (il est intéressant de noter à nouveau le parallèle presque inconscient fait par les professeurs entre cette dégradation et l'arrivée de la gauche au pouvoir). *Comment enseigner la littérature à des classes de quarante élèves incapables en terminale de comprendre un article de journal et qui ne connaissent pas la différence entre noblesse et bourgeoisie quand ils découvrent* le Rouge et le Noir *? Je ne fais plus cours, je dicte, sinon je ne m'en sors plus. Résultat : on donne de faux espoirs à certains et on massacre les élèves moyens.* »

Une fracture culturelle

Bref, quelles que soient les sources où on les puise, les exemples abondent sur la situation de décomposition du système éducatif français. Une situation qui n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat logique de la mise en pratique de l'idéologie égalitaire et laxiste préconisée depuis des décennies. Les bureaucrates de l'Éducation nationale, les syndicats d'enseignants ont eux-mêmes programmé la désintégration de l'enseignement français. Les professeurs paient très cher aujourd'hui les conséquences néfastes d'une idéologie qu'ils ont largement contribué à répandre parmi les jeunes, du moins depuis 1968.

Sur quels principes d'autorité peuvent-ils désormais asseoir la discipline minimale nécessaire à la pratique de leur métier ? Quel respect peuvent-ils exiger pour un savoir "classique" dont l'œuvre de transmission de la mémoire est sans cesse dévalorisée ? N'importe quel chanteur rap, n'importe quel "artiste" graffiteur ou créateur de spots publicitaires ou de vidéo-clips ont infiniment plus de rayonnement "culturel" auprès d'une jeunesse lobotomisée que les grands maîtres de notre culture classique. Les formes de la prétendue culture de la modernité ne sont pas venues s'ajouter aux connaissances de la culture traditionnelle : dans bien des cas, elles les ont totalement supplantées, elles ont tout simplement envahi le vide que laisse la rupture de la mémoire culturelle française. Si l'on juge l'arbre à ses fruits, personne ne peut aujourd'hui contester les liens étroits entre l'effondrement du système scolaire, la poussée de la deuxième génération de l'immigration dans la société française, la diffusion massive de la sous-culture afro-américaine et la violence dans les cités-ghettos.

Les jeunes immigrés, déjà handicapés par le traumatisme d'une première acculturation sont, bien sûr, les plus vulnérables et les plus perméables à l'absorption des formes culturelles les plus dégradées de la société occidentale.

Les origines de leur échec social et de leur violence sont bien plus à rechercher du côté de cette faillite culturelle que de celui d'un prétendu racisme français dont la réalité n'est jamais démontrée, sauf, évidemment, à taxer de racisme tout homme qui se soucierait de la cohésion de sa société telle que l'histoire la lui a léguée et qui s'inquiéterait de la pénétration massive et incontrôlée sur son territoire de populations non désirées.

L'imposture antiraciste

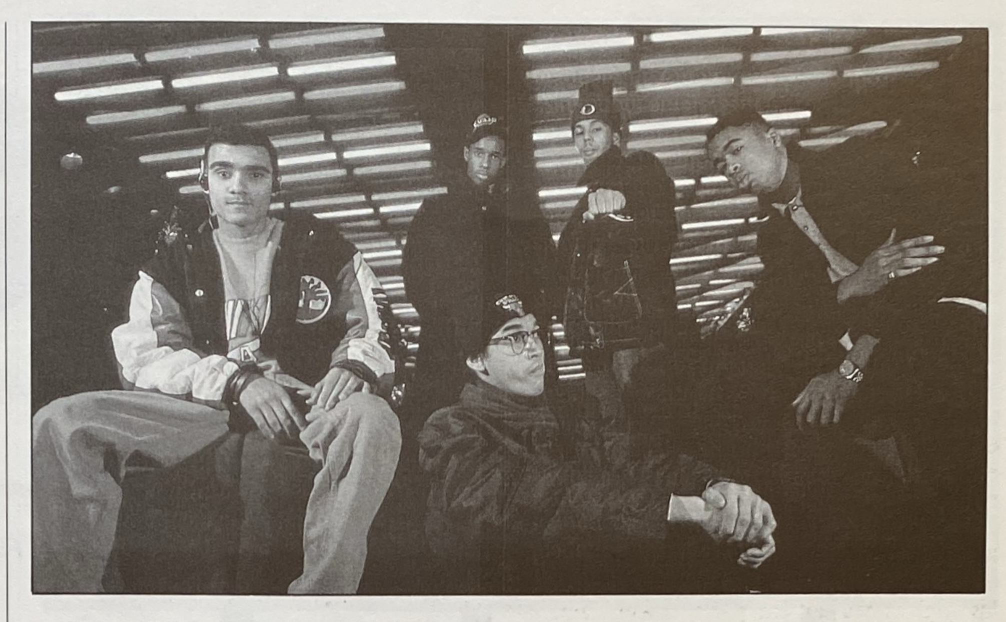
Nous touchons là du doigt le paradoxe et l'imposture majeure de l'idéologie antiraciste. Les personnalités qui répandent cette idéologie culpabilisante dans la population française sont en grande partie celles qui se sont employées à propager une sous-culture de masse au sein d'une jeunesse dénuée d'autres points de repère culturels et dont l'univers mental se trouve désormais formidablement appauvri par rapport à la richesse de l'héritage culturel français et à la complexité du monde moderne.

C'est clairement cet appauvrissement culturel qui représente la cause première des échecs de l'assimilation. L'effondrement du système scolaire — cette machine à "franciser" —, combiné au triomphe de la culture show-biz, pub, media, en rompant la chaîne de la mémoire collective, a, si l'on ose dire, ouvert la porte à la culture du ghetto type modèle américain. Tous les jeunes gens issus de l'immigration ne baignent pas dans cette culture, mais ceux qui s'y trouvent plongés sont ceux qui perpétuent le plus systématiquement les situations d'échec social et dont l'attitude de revendication ou de rejet à l'égard de la société française est la plus violente.

Génération "ghettoïsée"

Cet enfermement d'une génération dans une sous-culture largement valorisée et légitimée par l'intelligentsia, parce que prétendument "jeune" et "moderne", n'a rien à voir avec un quelconque racisme français. Il est le résultat de plusieurs décennies de fractures provoquées par les coups d'une idéologie utopiste acharnée à détruire la continuité culturelle française et dont le point de référence mythique est Mai 68.

L'œuvre de déracinement culturel interne était déjà largement accomplie, avec substitution d'une culture "jeuniste" et "cosmopolite", quand la deuxième génération de l'immigration a surgi, dans les années quatre-vingt, sur le devant de la scène de la société française. Cette dernière n'avait plus alors les ressources nécessaires pour structurer ces jeunes selon ses modèles traditionnels. La sous-culture media show-biz a donc pu submerger une génération, par défaut en



Le rap, salué par tous les media, les milieux interlopes et le plus interlope des ministres, Jack Lang, comme le phénomène musical et artistique le plus important de ces dernières années, représente le plus bel exemple de l'échec de la politique dite d'assimilation et d'intégration des populations immigrées. Issu des ghettos noirs américains, il n'est en réalité que l'expression raciale et sociale des revendications de la minorité noire d'Amérique. Dans une société qui tourne en dérision son patrimoine culturel propre pour magnifier tout ce qui est étranger, dans un pays qui n'est plus capable en toute fierté de transmettre sa culture à l'école, c'est ailleurs que les immigrés recherchent une véritable identité : dans l'islam pour les jeunes beurs, dans un sous-produit de la société américaine pour les jeunes Africains. Sur la photo : une soirée "rap" au Palace, à Paris.

quelque sorte. Quant aux jeunes Français, soumis au même conditionnement, ils résistent mieux dans l'ensemble que les jeunes immigrés car ils trouvent plus facilement dans leur famille l'armature intellectuelle et morale dont ils ne bénéficient souvent plus à l'extérieur.

Constater ce drame culturel qui atteint une génération n'est nullement le fait d'un esprit chagrin ou viscéralement conservateur. Comment en effet ne pas voir ce qui s'impose même de plus en plus comme une évidence sociologique ? Privés de langage structuré, les jeunes sont soumis aux manipulations d'un univers "communicant". Tel est le diagnostic que le sociologue Miskas Assayas établit dans son livre *Contrefeu* consacré à la culture jeune. « *Pour lui,* commente un journaliste de *l'Événement du jeudi, les gauchistes de 68 actuellement au pouvoir ont reproduit ce qu'ils avaient combattu : la confiscation du langage au profit d'une oligarchie jalouse de ses privilèges. Le seul héritage marquant de cette génération, paradoxalement incapable de produire un film ou un roman sur ces années-là, réside dans l'art de communiquer, l'"art de ne rien dire". Résultat : une prétendue "culture jeune", monstre né des décombres de feu la "contre-culture", a été brandie par une armée de branchés de la presse et de la publicité pour répondre de façon "moderne" à l'effondrement de la culture traditionnelle.* »

Même constat pour le philosophe Alain Finkielkraut qui stigmatise l'action de Jack Lang : « *Si le ministre de la Culture ne cesse de tresser des couronnes aux vedettes du show-business, de traiter les publicitaires en artistes et de transformer en culture jeune la bêtise quotidienne dont sont abreuvés les adolescents, comment voulez-vous que l'on puisse continuer dans les lycées et les collèges à faire cours sur Rabelais, sur Musset, sur Virgile ou sur Hegel ? Il faut bien comprendre que donner statut à la publicité, cela revient nécessairement à destituer les professeurs.* »

Le supermarché culturel

La démagogie d'un Jack Lang, lancé dans une sordide entreprise de récupération du mouvement hip hop, va en effet à l'encontre de la prétendue volonté politique d'intégration affichée par le gouvernement. Elle contribue plutôt à la "ghettoïsation" culturelle de millions de jeunes en légitimant des formes d'expression en rupture, voire en position de rejet total, face à l'héritage culturel français. Si la récupération permet d'atténuer quelque peu la dimension de guerre raciale du rap (voir le film *Do the right thing* du metteur en scène noir américain Spick Lee), elle ne contribue certainement pas à valoriser la culture française, c'est-à-dire la force d'assimilation, auprès des jeunes générations, sauf, bien entendu, à considérer la France contemporaine comme un supermarché culturel où toutes les formes d'expression, placées sur un pied d'égalité, sont vendues sous l'enseigne "France" et consommées de façon indifférenciée, avec, pour seul critère de valorisation, la demande des populations qui habitent ou traversent le même territoire. Vision cosmopolite et amnésique qui fait vibrer la gauche caviar et qui a été élevée au rang d'idéologie officielle avec le défilé mitterrando-goudien du

(Suite page 34)

NIETZSCHE

Un héraut de notre temps

« Oui, je sais quelle est ma souche :
Irrassasié, comme la flamme,
Je brûle et je me consume.
Lumière devient tout ce que je touche,
Charbon tout ce que je néglige :
Flamme, je le suis certainement ! »

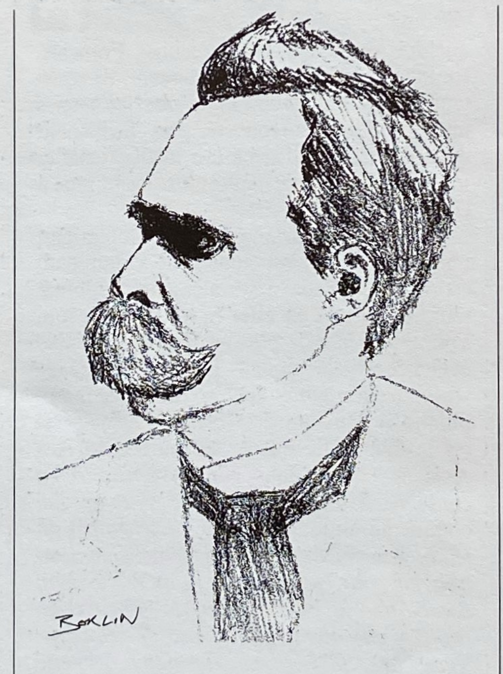
par Bruno Racouchot

Friedrich Nietzsche fut-il le dernier des Grecs ou le premier né d'une nouvelle race d'hommes ? Fut-il l'ultime fantôme d'un univers englouti ou le rêve prémonitoire d'un ordre en gestation ? Tout à la fois héraut de notre plus ancienne mémoire et visionnaire de notre plus lointain devenir, Nietzsche a indiscutablement opéré une fracture fondamentale dans l'histoire de la philosophie occidentale. Son souffle puissant a balayé les dogmes et les illusions. Rien de ce qui est humain, rien de ce qui est divin, rien de ce qui relève de la morale ou de la connaissance n'est plus comme avant depuis Nietzsche.

« Deviens ce que tu es » : du mot de Pindare Nietzsche avait fait sa devise. Davantage même : une exigence de vie. Accomplir notre devenir pour répondre pleinement à ce que nous sommes au plus profond de nous, volonté de se transformer mêlée à la nostalgie de la perfection, être au monde de la façon la plus authentique, de telles exigences qui sourdaient dans le cœur du jeune Friedrich Nietzsche allaient faire de lui la figure la plus controversée de toute l'histoire de la pensée européenne.

Homme et éclair

Par l'un de ces clins d'œil dont le destin raffole, l'homme qui se voudra l'annonciateur de la mort de Dieu naquit le 15 octobre 1844 dans un presbytère, à Röcken, petit village rustique proche de Lützen, en la province de Saxe. Son père, pasteur de Röcken, ancien précepteur à la cour ducale, avait des convictions monarchistes si enracinées qu'il donna à son fils le nom de Friedrich-Wilhelm en l'honneur de son souverain respecté, Frédéric-Guillaume IV.



Cinq ans plus tard, à la mort du pasteur Karl-Ludwig Nietzsche, la famille s'installe à Naumburg. Le jeune Friedrich suit alors des études rigoureuses au collège royal de Pforta dont la discipline n'a rien à envier à celle qui règne dans les écoles de cadets prussiennes. En six ans, il s'y forge une solide culture humaniste. Il apprend le latin, le grec, l'hébreu, le français et l'italien. Solitaire, il se passionne pour la musique et écrit ses premières partitions. Et découvre très tôt ses orientations philosophiques.

L'adolescent est fasciné par l'ancienne mythologie germanique, lit avec soin toutes les sources, de Saxo Grammaticus aux Eddas. L'engouement est immédiat : *« Ce crépuscule des dieux, le soleil devenu noir, la terre engloutie par les flots, l'arbre nourricier universel, livré en proie aux tourbillons ardents, le ciel rongé par les flammes du brasier, c'est là l'invention la plus grandiose qu'enfanta jamais le génie humain, une invention inégalée à travers la littérature de tous les temps, infiniment terrible et audacieuse, et se résolvant néanmoins en des accords ravissants* [...]. »

Étonnamment précoce, le jeune Nietzsche exprime par la musique et l'écriture les tensions qui traversent son for intérieur. Son œuvre comme son être annonce les tempêtes à venir : *« Je veux disparaître dans les ténèbres de l'orage et, à mes derniers instants, je veux être homme et éclair tout ensemble. »*

Il a à peine dix-sept ans lorsqu'il rédige deux études, *Libre Arbitre et Fatum* et *Fatum et Histoire*. L'essentiel de sa pensée y apparaît esquissé à grands traits. On y décèle en filigrane le thème du renversement du système de valeurs établi depuis deux millénaires, la prémonition de la relativité des morales, les prémices de la doctrine du devenir, l'annonce de l'éternel retour et de l'accomplissement du destin (*amor fati*), l'espoir que l'homme soit enfin dépassé... Et, surtout, le jeune Nietzsche dénonce avec une vigueur inouïe cette perversion mentale que constitue l'égalitarisme, perversion qui devait finalement engendrer en son siècle le socialisme et le communisme.

A dix-sept ans, il renonce à devenir pasteur, puis va étudier à Bonn avant de s'installer à Leipzig où il se consacre à la musique et à la philologie. Ses plus proches compagnons sont alors Hésiode, Platon, Théognis, Démocrite, Épicure, Diogène Laërce, Stobée, Suidas, Athénée, les poètes élégiaques, etc. L'étude du monde antique lui propose le tableau d'une splendeur disparue

et le jeune Nietzsche veut à tout prix retrouver le chemin qui conduit à cette harmonie primordiale qu'illustra de manière si parfaite la Grèce archaïque. De la philologie, qui ne doit pas se réduire à n'être qu'un banal instrument de travail, il veut faire une voie d'accès vers une conception originelle de l'éternité du monde.

Subversif et créateur

Sa formation philosophique s'étend : il lit Kant, Schopenhauer, Lange, Dühring. Le cercle de ses relations s'élargit : il se lie d'amitié avec Erwin Rohde, un jeune philologue de son âge extrêmement brillant, l'helléniste Jakob Burckhardt et Richard Wagner qui l'invitera bientôt à sa table à Tribschen. La tradition veut qu'après une longue marche pour accéder au promontoire rocheux où séjournait Wagner, Nietzsche soit resté longtemps indécis devant la demeure, alors que résonnaient, joués par le maître, les accords du troisième acte de *Siegfried* : « *Verwundet hat mich, der mich erweckt* » (Il me meurtrit celui qui m'éveille).

En février 1869, il est appelé comme professeur adjoint de philologie classique à l'université de Bâle. Promotion exceptionnelle, presque unique dans les annales de la jeune université allemande : Nietzsche n'est âgé que de vingt-quatre ans et n'a pas encore soutenu son doctorat ! Sa leçon d'ouverture porte sur Homère. Un an plus tard, il est nommé professeur titulaire. Travaillant en Suisse, il perd la nationalité prussienne, ce qui ne l'empêche pas de se porter volontaire dès qu'éclate la guerre de 1870. N'étant plus allemand, mais ayant déjà accompli son service militaire, il est versé dans une unité non combattante. Il compose même un chant : *Ade, ich muss nun gehen* (Adieu, je dois maintenant partir) et se retrouve bientôt infirmier sur le front d'Alsace. Engagé à Wörth, Haguenau, il arrive à Nancy pour la capture de Napoléon III.

Tombé gravement malade, il regagne Bâle et travaille sur le manuscrit de *la Naissance de la tragédie* qui sera publié au Nouvel An 1872. Seul l'art, entendons la musique et non la dialectique, rend l'existence possible, estime Nietzsche. Déjà surgissent les thèmes de l'élévation par delà bien et mal et de l'opposition irréductible entre la morale des maîtres et celle des esclaves. Son œuvre inaugure non seulement une nouvelle approche de l'antiquité, mais encore ouvre la possibilité d'un positionnement qui transcende les clivages du siècle, se dressant résolument tant contre l'égalitarisme que contre les croyances scientistes, tant contre les conventions bourgeoises que contre les idéologies socialistes.

Cette nostalgie bouillonnante d'hellénisme s'élève comme un appel à la transmutation de l'esprit allemand, une invocation à devenir à nouveau ce qu'il est en réalité au plus profond de lui, dans sa nature la plus pure et la plus secrète. Déjà se trouve exposée l'exigence qu'il développera plus tard dans *la Volonté de puissance* : « *Peut-être jugera-t-on, dans quelques siècles, que ce qui fait la dignité de la philosophie allemande, c'est qu'elle est une reconquête, pas à pas, du sol antique, et que toute prétention à l'originalité apparaît mesquine et ridicule en face de cette prétention plus haute des Allemands d'avoir renoué le lien qui semblait rompu, le lien qui nous rattache aux Grecs, au type* homme *le mieux racé qui ait existé jusqu'ici.* »



Moraliste et poète, il est celui qui a conduit la pensée vers des profondeurs inconnues jusqu'alors, renversant tabous et préjugés. Sa philosophie, marquée en effet par un amour passionné de la vie, est aux antipodes de toutes les conceptions issues des Lumières, qu'il s'agisse de l'égalitarisme niveleur, du rationalisme ou de l'esprit révolutionnaire, etc. Conscient plus que tout autre de l'effondrement de la civilisation européenne depuis la « ***mort de Dieu*** **», il dénoncera sans ménagement l'ère du «** ***dernier homme*** **» dans laquelle se repaissent libéraux et socialistes, poussant l'esprit critique jusqu'à s'en prendre aux Allemands et à encenser la culture juive. Célébrant les valeurs vitales aux dépens des valeurs de la connaissance, il préconisera, dans** ***la Volonté de puissance*****, l'exaltation du sentiment tragique et le dépassement de soi. Prophète d'une surhumanité, il reste le plus grand visionnaire des temps modernes. Ici : Jean-Louis Barrault dans une scène de** ***Ainsi parlait Zarathoustra*** **qu'il adapta pour le théâtre (ph. Agence de presse Bernand).**

Nietzsche n'a pas encore pleinement mesuré le camouflet qu'il vient d'infliger aux vieux pontes de l'Université ! Alors qu'il joue au piano des œuvres de sa composition chez les Wagner et qu'il les accompagne à Bayreuth, où le 22 mai a été posée la première pierre du théâtre destiné à accueillir les futurs festivals, la polémique se déclenche. Attaqué par Wilamowitz, soutenu par Rohde et Wagner, Nietzsche poursuit avec ténacité son entreprise. Il publiera jusqu'en 1876 ses *Considérations intempestives*. Son caractère s'affine, sa santé s'altère.

Il rompt avec l'auteur de *Parsifal*, précise sa vision du monde, toujours plus dur envers lui-même et les autres, refusant toute concession, acceptant la solitude.

S'étant affranchie de la tutelle de Wagner, la pensée du philosophe peut alors se déployer dans sa plénitude. Le style évolue, les exposés se muent en aphorismes, le ton est désormais clair et cinglant.

Cependant, depuis des années, Nietzsche est malade : il souffre de maux de tête, de vomissements, de troubles oculaires et du comportement. Rien ne parvient à soulager ses souffrances. En juin 1879, il doit même renoncer à sa chaire à l'université de Bâle. Dix années durant, il va lutter en tête à tête avec la maladie. Et écrire. Sa métamorphose spirituelle engendrera des fruits uniques dans l'histoire de la philosophie. En 1880, il confie à son médecin : « *Mon existence est un fardeau terrible que j'aurais depuis longtemps rejeté si je ne faisais, dans cet état de souffrance et de renoncement quasi absolu, les essais et les expériences les plus instructifs dans le domaine intellectuel et moral — cette allègre soif de connaissance m'élève à des sommets où je triomphe de tout martyr et de tout désespoir. Je suis, dans l'ensemble, plus heureux que je ne l'ai jamais été de ma vie* [...]. »

Ennemi de l'égalitarisme

Premier été en Engadine. Il publie *Mélanges d'opinions et aphorismes*, ainsi que *le Voyageur et son ombre*. Solitaire, il découvre la majesté des cimes, des lacs et des forêts : « *La nature, notre double. Il est des sites naturels dans lesquels nous nous redécouvrons nous-mêmes, avec une agréable terreur, par le plus beau phénomène de dédoublement qui soit* [...]. » Il ne se sent en son domaine qu'écartelé entre mer et montagne, dans le cadre somptueux des lacs du Tyrol du Sud. « *Jusqu'ici, c'est sur le bien et le mal que l'on a le plus médiocrement réfléchi* » constate-t-il.

Son offensive contre les préjugés moraux se déploie avec *Aurore* : « *Je descendis en profondeur, je taraudai la base, je commençai à examiner et à saper une vieille confiance sur laquelle nous autres philosophes nous avions coutume de construire depuis quelques millénaires comme sur le*



« *La moralité n'est rien d'autre (et donc surtout rien de plus) que l'obéissance aux mœurs quelles qu'elles soient ; or les mœurs sont la façon traditionnelle d'agir et d'apprécier. Dans les situations où ne s'impose aucune tradition, il n'y a pas de moralité. L'homme libre est immoral parce qu'il veut en tout dépendre de lui-même et non d'une tradition* » (*Aurore*, livre premier, 9). Friedrich Nietzsche est aussi celui qui révolutionnera toute la réflexion sur la morale, rappelant entre autre chose qu'il n'est pas de morale sans tradition ni esprit communautaire, ni de liberté sans règles. (Sur la photo : la maison natale de Nietzsche, à Röcken, où il fut inhumé, au pied de l'église).

plus ferme terrain — et nous reconstruisions sans relâche, bien que, jusqu'à présent, tous les édifices s'écroulassent : je commençai à saper notre confiance en la morale. » Et Nietzsche de multiplier les assauts contre l'égalitarisme auquel il oppose sa vision de l'homme libre et conscient de ses origines, attentif aux leçons de la vie, en quête de nouvelles aurores qui n'ont pas encore lui, comme l'annonce le vers du *Rig Veda* qu'il a placé en exergue d'*Aurore*.

Déjà se profilent les thèmes majeurs du *Gai Savoir* et du *Zarathoustra*.

En février 1883, alors que Wagner vient de s'éteindre, est achevée la première partie d'*Ainsi parlait Zarathoustra*. Critique impitoyable de l'homme égoïste et jouisseur du monde moderne, le texte se veut l'annonce d'une nouvelle façon de percevoir la vie : « *Je vous enseigne le surhumain. L'homme est quelque chose qui doit être surmonté. Qu'avez-vous fait pour le surmonter ? Tous les êtres, jusqu'ici, ont créé quelque chose au-delà d'eux-mêmes : et vous voulez être le reflux de cette grande marée et vous préférez retourner à l'animal plutôt que de surmonter l'homme ?* » clame Zarathoustra. « *Voyez,* poursuit-il, *je vous enseigne le surhumain. Le surhumain est le sens de la terre. Que votre volonté dise : que le surhumain soit le sens de la terre. Je vous en conjure, mes frères, restez fidèles à la terre et ne croyez pas ceux qui vous parlent d'espérances supraterrestres ! Ce sont des empoisonneurs, qu'ils le sachent ou non.* »

Avec Nietzsche, le réalisme héroïque éclot en pleine lumière. Qu'enseigne la nature, s'interroge-t-il, sinon la hiérarchie ? Et l'égalitarisme n'est plus alors qu'un fantasme malsain. Pour lui, être lucide conduit donc à accepter le réel tel qu'il est : une authentique conception tragique de l'existence n'est rien d'autre que l'acceptation joyeuse et entière de tout réel, du meilleur comme du pire. Mais cette manière d'être au monde a déjà existé, bien avant que ne survienne la morale, elle était même familière aux anciens Grecs qui ont tout inventé en philosophie, le meilleur comme le pire. Aussi Nietzsche, sa vie durant, s'efforcera-t-il de redonner un souffle nouveau à la philosophie présocratique. Avec lui, Empédocle, Héraclite, Démocrite, Zénon, Anaxagore, Anaximandre, qui furent les ultimes témoins d'un univers englouti, deviennent simultanément les hérauts des vérités de demain. « *L'avenir appartiendra à celui qui aura la mémoire la plus longue.* » L'homme ne pourra assumer et bâtir un devenir sain et stable que s'il dépasse ce qui est « *humain, trop humain* » et se conforme à l'ordre naturel des choses. Le dépassement de soi ne peut se fonder que sur la connaissance, non pas intellectuelle, mais établie sur l'expérience et l'observation du monde.

"Une ère nouvelle..."

Rappalo, Sils-Maria, Nice, Menton, Nietzsche a besoin du soleil du grand Midi pour poursuivre son œuvre de pionnier solitaire. En 1885, il publie *Par delà le Bien et le Mal* puis, deux ans plus tard, *la Généalogie de la morale*.

Depuis le *Zarathoustra*, certains de ses amis le considèrent d'un œil nouveau. Lou Salomé remarque : « *Nous le verrons un jour apparaître comme le prophète d'une nouvelle religion.* » Peter Gast renchérit : « *Ce Zarathoustra ! On a l'impression qu'il faudrait faire dater de lui une ère nouvelle* [...]. »

L'intuition qui parcourt ses écrits confère à sa vision des airs de prophétie. Nietzsche travaille sans relâche au manuscrit de *la Volonté de puissance*. Mais la maladie le ronge et sa raison vacille. Il sent confusément qu'il n'a pas encore opéré correctement cette transmutation de toutes les valeurs qu'il appelle de ses vœux. Le voilà qui règle ses comptes avec l'ancien ami (*le Cas Wagner*), poursuit de sa vindicte une certaine théologie (*l'Antéchrist, Ecce Homo*) et philosophe à coups de marteau (*le Crépuscule des idoles*).

A l'aube de l'année 1889, c'est le drame. En plein rue, à Turin, Nietzsche perd la raison. Et bascule dans un autre monde. Muré dans sa solitude et dans son silence, il entame auprès de sa mère à Naumburg, puis près de sa sœur à Weimar, un long processus d'obscurcissement. Son calvaire durera onze ans. Son existence végétative se dégradera jusqu'à la déliquescence physique, jusqu'à ce que la mort lui permette enfin de retourner, le 25 août 1900, à cette éternité qu'il chérissait tant.

Mais lui qui depuis longtemps déjà s'était éloigné du monde des hommes, avait aussi ouvert une voie royale aux amoureux de la sagesse, une voie assurément réservée à quelques-uns. Pour clore *Aurore*, après avoir averti que « *plus nous volons haut, plus nous paraissons petits à ceux qui ne savent pas voler* », Nietzsche prophétisait : « *Tous ces hardis oiseaux qui prennent leur essor vers le lointain, le plus extrême lointain — certes, un moment viendra où ils ne pourront aller plus loin et se percheront sur un mât ou sur un misérable récif — encore reconnaissants d'avoir ce misérable refuge ! Mais qui aurait droit d'en conclure que ne s'ouvre* plus *devant eux une immense voie libre et qu'ils ont volé aussi loin que l'on* peut *voler ! Tous nos grands maîtres et prédécesseurs ont fini par s'arrêter, et le geste de la fatigue qui s'arrête n'est ni le plus noble ni le plus gracieux : à moi comme à toi cela arrivera aussi ! Mais que m'importe et que t'importe !* D'autres oiseaux voleront plus loin ! *Cette idée, cette foi qui est la nôtre vole avec eux à l'envi vers les lointains et les hauteurs, elle monte à tire-d'aile au-dessus de notre tête et de son impuissance, vers le ciel d'où elle regarde au loin et prévoit des vols d'oiseaux bien plus puissants que nous qui s'élanceront dans la direction où nous nous élancions, là où tout est encore mer, mer, mer ! — Et où voulons-nous donc aller ? Voulons-nous donc* franchir *la mer ? Où nous entraîne ce désir puissant qui compte pour nous plus qu'aucune joie ? Pourquoi précisément dans cette direction, là où jusqu'à présent tous les soleils de l'humanité ont disparu ? Peut-être racontera-t-on un jour que nous aussi,* tirant vers l'ouest, nous espérâmes atteindre une Inde, *mais que notre destin fut d'échouer devant l'infini ? Ou bien, mes frères ? Ou bien ?* »

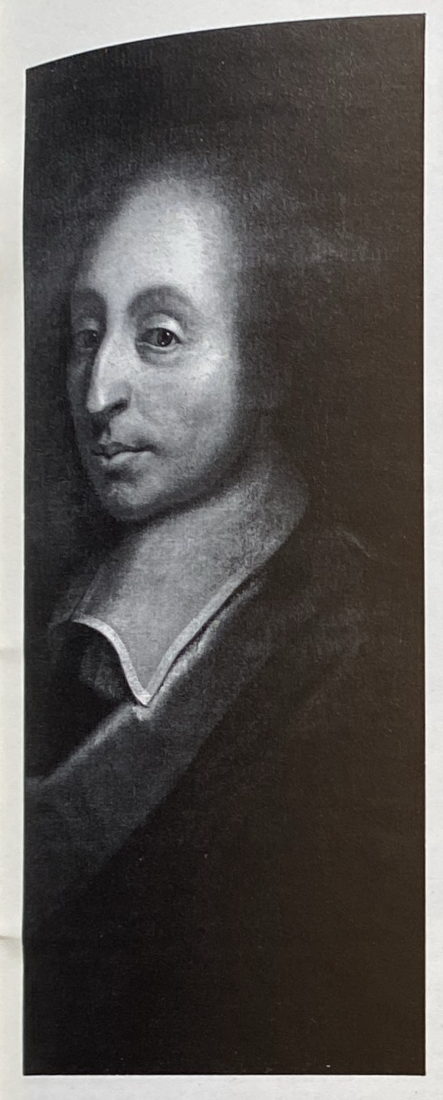
Nietzsche restera inclassable. Au-delà de sa critique obsédante du christianisme et de l'utilisation erronée qui fut faite de son œuvre avant guerre et qui lui a valu d'une certaine façon d'être maudit, il restera une pensée foisonnante et hors du commun, sans doute digne du plus grand des philosophes. ■

Bibliographie : *Nietzsche*, par Curt Janz, Gallimard, 3 vol. — *Nietzsche, essai de mythologie*, par Ernst Bertram, éd. du Félin.

Gnose et orthodoxie

par Yvan Blot

A l'ère du consensus qui a vu se rejoindre partisans et adversaires de la société capitaliste et de la société collectiviste, rendant caduque l'opposition classique gauche-droite de ces dernières années, se dessine un clivage plus profond entre deux visions du monde qu'on peut qualifier de gnose et d'orthodoxie. La première se signalant par le refus de la vie telle qu'elle est et par la volonté de recréer rationnellement un homme nouveau et une société nouvelle sur la base de l'égalitarisme et du mondialisme. La seconde se reconnaissant dans l'acceptation de la nature et de ses lois par le respect des différences qui distinguent les hommes et les peuples. Ainsi s'explique le fossé qui sépare aujourd'hui les mouvements nationaux des classes politiques occidentales, en particulier des droites institutionnelles RPR-UDF, ces dernières relevant finalement de cet esprit gnostique dont procèdent le libéralisme comme le socialisme.



Blaise Pascal, né à Clermont-Ferrand en 1623, représente l'antithèse de l'esprit gnostique. Alors qu'un gnostique n'a de cesse de réformer l'univers, d'accoucher d'un homme nouveau, il se contente d'observer l'harmonie qui préside à la nature et qu'on appelle aujourd'hui l'équilibre : *« Que l'homme contemple donc la nature entière dans sa haute et pleine majesté. Qu'il regarde cette éclatante lumière, mise comme une lampe éternelle pour éclairer l'univers. »* Accepter le monde tel qu'il est avec toutes ses contradictions, voilà la démarche qui anime l'esprit orthodoxe.

Cette année, lors d'une élection partielle, un candidat du Front national a dû affronter une liste de coalition composée de candidats appartenant à l'UDF, au RPR, au PS et même au Parti communiste.

Une situation insolite qui a sans doute amené beaucoup de Français à se demander ce que tous ces partis peuvent bien avoir en commun hormis leur hostilité à un Front national devenu trop puissant.

D'autre part, n'est-il pas étonnant d'entendre le président du RPR multiplier les déclarations violentes à l'égard du Front national et provoquer ainsi délibérément au sein de la droite une cassure qui ne peut que favoriser le maintien du Parti socialiste au pouvoir ? Certains diront que Jacques Chirac cherche de cette manière à abattre un concurrent. Cependant, chacun sait, et le président du RPR le premier, que confondre concurrent et adversaire ne peut que conduire à l'échec.

Le phénomène n'est toutefois pas propre à la France. En Autriche, le parti de Jörg Haider connaît le même sort et les Republikaner allemands ne sont pas mieux traités.

Tous ces partis nationaux, Front national, parti libéral autrichien, Republikaner allemands, sont qualifiés d'extrémistes et placés dans un ghetto politique. Or ils sont tous parfaitement démocratiques, légalistes et se réclament tous de l'État de droit constitutionnel.

En réalité, si ces partis sont diabolisés et mis au ban de l'établissement politique, c'est parce qu'ils sont conscients du danger que l'immigration issue du tiers monde fait courir à l'identité même de leur patrie ainsi que du formidable coût économique et social que représente l'implantation chez eux de ces populations et qu'ils sont décidés à s'opposer à cette invasion. Tout en se gardant de céder à une quelconque haine raciale ou nationale, évidemment condamnable, ces partis repoussent tant le projet de grande fusion des peuples que l'idée de créer un homme nouveau, nomade et cosmopolite, en somme tout ce qui tient lieu de projet philosophique à l'établissement politique de l'après-guerre.

Un complot idéologique

L'époque actuelle est indiscutablement dominée par un esprit gnostique que seul, pensons-nous, le développement d'une nouvelle orthodoxie permettrait de dépasser.

Pour bien comprendre à quel point ces deux attitudes de pensée, gnose et ortho-

doxie, sont antinomiques, reportons-nous aux définitions qu'en donne le professeur Irving Kristol : « *Les mouvements gnostiques tendent à être antinomiens, c'est-à-dire hostiles à toutes les règles et institutions existantes. Ils ont tendance à engendrer un tempérament millénariste, à soutenir que cet enfer où nous vivons, ce monde injuste, peut être fondamentalement corrigé. L'orthodoxie, de son côté, a une conception toute différente de la voie selon laquelle des êtres humains réalisent leur pleine authenticité humaine. La fonction de l'orthodoxie dans toute religion est de sanctifier la vie quotidienne et d'inciter chacun à réaliser son potentiel humain le plus complètement possible par la vertu de la politique dans notre existence de tous les jours* [...]. *La formule la plus typique d'une orthodoxie créatrice est celle de la Bible qui déclare : "Dieu créa le monde et vit que cela était bon". L'une des conséquences de l'orthodoxie est qu'elle pousse les hommes à être féconds et à se multiplier. Par contre, les gnoses, qu'elles soient orgiaques ou, au contraire, ascétiques, repoussent cette injonction.*[1] »

Si nous avons choisi le terme de gnose (du grec *gnôsis* : savoir), qui peut paraître inutilement savant, c'est parce qu'il évoque mieux qu'aucun autre le complot idéologique qui met notre civilisation en danger.

Or, si notre civilisation européenne — dont les origines culturelles remontent à la lointaine Ionie grecque du VIIIe siècle environ avant notre ère et qui plonge ses racines spirituelles dans le christianisme[2] — devait disparaître, c'est l'humanité toute entière qui basculerait dans le sous-développement, c'est-à-dire dans la famine, ainsi que l'a montré le célèbre Prix Nobel d'économie Friedrich von Hayek. Sauver notre civilisation, seule capable, elle l'a prouvé, d'arracher les hommes à une misère immémoriale, c'est donc éviter à l'humanité de sombrer dans une tragédie sans précédent.

« L'esprit qui toujours nie... »

L'ancienneté de l'esprit gnostique n'est plus à démontrer et l'on peut affirmer qu'il existe depuis qu'il y a des hommes sur terre. N'était-ce en effet pas déjà lui qui animait certains cyniques de l'antiquité grecque ? Plus tard, et parallèlement au christianisme, des tendances gnostiques se développeront, dont la manifestation la plus caractéristique et la plus connue sera, au XIIe et au XIIIe siècle, le mouvement cathare.

Placé devant un choix métaphysique consistant à refuser ou à accepter la création, la vie telle qu'elle est selon l'ordre cosmique, le gnostique opte pour le refus. Refus non pas des modalités courantes de la vie, mais refus d'admettre l'essence même de cette dernière, en raison notamment des conséquences douloureuses et inévitables qui lui sont liées : impossibilité de créer le paradis sur la terre, nécessité de l'effort, irruption du tragique là où on ne l'attendait pas, etc.

« *Je suis l'esprit qui toujours nie* » : le gnostique fait sienne cette formule de Méphisto tirée du *Faust* de Goethe. Et c'est de cette permanente négation qu'il tire son énergie.

Conformément à son étymologie grecque, la gnose se présente comme un "savoir" et n'est donc pas, de par son caractère initiatique, à la portée de tous. De cette conception il découle que ceux qui "savent" doivent conduire le monde et le régénérer. Quant à ce savoir, qui consista d'abord et pendant longtemps en une interprétation particulière des *Saintes Écritures*, il devait se transformer au XVIIIe siècle en une gnose rationaliste se voulant scientifique et libérée des préjugés religieux.

Régénérer le monde : tel est bien l'un des principaux objectifs de la gnose. Mais, pour y parvenir, il lui faut d'abord exterminer le mal (pour le gnostique, rappelons-nous Sartre, l'adversaire est toujours « *soit un crétin soit un salaud* »). Ainsi la gnose cathare voyait le mal dans la reproduction humaine, la gnose marxiste dans l'exploitation de l'homme par l'homme rendue possible par l'existence de classes sociales distinctes et, aujourd'hui, la gnose antiraciste croit discerner le mal absolu dans le racisme. Le gnostique considère que l'humanité pourra vivre dans la fraternité éternelle lorsque ce mal sera extirpé. C'est d'ailleurs par "amour de l'humanité" qu'il est parfois tenté de déchaîner la terreur (Cromwell, Robespierre, Lénine sont de toute évidence issus de la même école de pensée) car la gnose ignore la dimension tragique de l'histoire humaine et sa pensée, "prophétique" par essence, prétend déchiffrer le destin des hommes.



Salué en Occident par tous les intellectuels comme le plus grand théoricien de la révolution, Lénine écrira : « *Le monopole du pain, les tickets de pain, la corvée généralisée, voilà ce qui, dans les mains des soviets tout-puissants, est le meilleur moyen de compter et de contrôler.* » On lui doit aussi cette superbe formule "humaniste" à l'adresse d'un commissaire du peuple sans doute un peu trop clément : « *Camarade Koursky, d'après moi il faut étendre l'application de la fusillade. La justice ne doit pas supprimer la terreur [...] mais la fonder et la légitimer en principe clairement, sans faux-fuyants ni ornements. La formulation doit être la plus large possible.* » Un flic derrière chaque citoyen et la terreur comme ressort, tel fut l'univers concentrationnaire communiste néanmoins adulé par toute l'intelligentsia d'après guerre aveuglée par son adhésion à la philosophie d'essence gnostique.

Certaines cultures offriraient, semble-t-il, un terrain plus favorable que d'autres au développement du gnosticisme. Selon Irving Kristol, juif lui-même, ce serait le cas de la culture juive dans sa dimension "prophétique". Une prédisposition qui expliquerait l'importance du rôle joué par les révolutionnaires juifs dans l'histoire[3]. Ainsi, et chacun peut le constater, le sionisme comporte une part gnostique (et terroriste), au même titre que d'autres mouvements nationalistes marqués, parfois à leur insu, par l'esprit de la Révolution française.

Une pensée fusionniste

Comme toute gnose, le rationalisme gnostique se fixe pour fin la création d'un homme nouveau : l'homme socialiste pour Staline, l'aryen pour la gnose national-socialiste, l'homme cosmopolite (le "melted pote") pour l'antiraciste. (C'était aussi, on s'en souvient, l'objectif des kibboutz.) Et, au nom de cet homme nouveau, on va forcer l'homme réel à se couler dans le moule, quel que soit le prix de cette contrainte. Les gnoses, qu'elles recourent à la répression policière, à la guerre civile ou à la guerre de conquête, coûtent toujours cher en hommes.

Fusionnistes, les gnoses réprouvent et tiennent pour irrationnelles les distinctions — famille, nation, etc. —, entre les hommes, tous égaux, selon elle, "par la raison". Une hostilité qui explique le caractère cosmopolite de la plupart d'entre elles, qu'elles soient d'origine marxiste, maçonnique, antiraciste ou même libérale.

Autre caractère propre à l'esprit gnostique : son aversion pour les normes et les interdits. S'il lui arrive cependant d'édicter des règles, c'est sous la forme de droits à revendiquer. A cet égard, la morale des droits de l'homme est exemplaire : tournée vers l'abolition des tabous traditionnels, elle vise à l'application totalitaire des normes qui lui sont propres. D'où cette contradiction interne : un laxisme de principe qui peut, à la première occasion, se muer en terrorisme (voir l'évolution de Robespierre, chaud partisan de l'abolition de la peine de mort au début de la Révolution).

Ce respect des "droits" est poussé très loin et peut aller jusqu'à mettre en péril l'avenir de l'espèce humaine : périsse l'espèce, pourvu que les "droits" soient respectés. Cette thèse a été soutenue par un grand journal du soir français à propos du sida : pour que les malades n'aient pas à subir la moindre discrimination, le "droit de contaminer" devait leur être accordé. On saisit là le caractère éminemment suicidaire et destructeur de l'esprit gnostique. Comme l'écrit Irving Kristol[4], « *Le malheur du gnosticisme est qu'il ne peut vaincre finalement parce que la reconstruction fondamentale de l'homme et de la société ne s'opère jamais. La nature humaine et la réalité humaine ne sont jamais transformées, de sorte que les mouvements gnostiques peuvent gagner ou perdre en*



A propos des massacres perpétrés au cours de la Révolution, François René de Chateaubriand écrira : « *Je vis la première tête portée au bout d'une pique et je reculai. Jamais le meurtre ne sera à mes yeux un objet d'admiration et un argument de liberté : je ne connais rien de plus servile, de plus lâche, de plus borné qu'un terroriste.* » Le manichéisme qui imprègne l'esprit gnostique conduit à faire de l'adversaire le mal absolu, l'incarnation du diable contre lequel tout devient permis. Il s'agit d'« *extirper la bête qui est en nous* », comme le proclament les antiracistes. Aujourd'hui plus encore qu'hier, c'est au nom de cette vision manichéenne du monde que les crimes les plus odieux restent impunis ou excusés : ceux de la Révolution française et ceux du bolchevisme. Car, pour un esprit gnostique, ce ne sont pas les faits qui comptent mais l'intention. (Ci-dessus : les massacres de Septembre 1792.)

apparence, mais, en un sens, ils perdent toujours. Songeons à cet éclairage historique : le gnostique Lénine n'aura donné son nom à la ville de Léningrad que pour moins d'un siècle. L'orthodoxe Pierre le Grand, après trois siècles, voit sa mémoire honorée à nouveau avec le nom de Saint-Petersbourg donné à la ville qu'il a fondée. »

Enfin, il est à remarquer que les gnostiques préfèrent toujours la "révolution" à la recherche pas à pas de l'harmonie par le respect des règles de la vie : « *Si vous voulez de bonnes lois, brûlez-les toutes et rédigez-en d'autres à la lumière de votre seule raison* », clamait Voltaire. Ce sont, pour reprendre la formule de Hayek, des "constructivistes".

Des constructivistes qui se proposent de reconstruire rationnellement la société comme si elle était une machine. Une telle prétention, que Hayek qualifie de « *vanité mortelle*[5] » repose sur une vision fausse, celle de "l'homme bon par nature". Car, ne l'oublions pas, la gnose repose généralement sur la négation du péché originel. D'où le schéma suivant : l'homme est une table rase et il est bon par nature (n'y a-t-il d'ailleurs pas contradiction entre les deux affirmations ?). On doit donc pouvoir, par le biais de l'éducation, forger un homme nouveau.

Un esprit manichéen

A ce stade de la démonstration, les gnostiques se divisent en deux catégories : d'un côté, les socialistes qui croient que l'État est l'incarnation de la raison, de l'autre, les anarchistes pour lesquels l'État est la forme la plus achevée de la civilisation, donc du mal. L'histoire a montré qu'au plan politique, les premiers se révèlent infiniment plus redoutables.

Aujourd'hui, l'ensemble de l'établissement politique occidental est imprégné de la pensée gnostique. Il suffit, sur ce point, d'avoir entendu le président des États-Unis George Bush justifier la guerre du Golfe comme la guerre du droit contre le mal. Lors des guerres traditionnelles, par exemple les guerres dynastiques qu'a connues l'Europe, les belligérants n'éprouvaient pas le besoin de diaboliser leur adversaire, lequel était d'ailleurs souvent un cousin. Mais quand l'esprit gnostique s'empare des combattants, la guerre prend une allure autrement inquiétante : elle devient totale car inspirée par une mentalité totalitaire.

A première vue, il peut paraître étonnant que les mouvements de la droite nationale, philosophiquement antignostiques par essence puisqu'ils sont les gardiens des traditions et de notre civilisation elle-même, soient systématiquement soupçonnés d'être tentés par le totalitarisme. C'est oublier que le gnostique, parce qu'il est lui-même totalitaire, ne peut concevoir son adversaire que comme incarnant le totalitarisme opposé : il s'imagine toujours menant la lutte du Bien absolu contre le Mal absolu.

A la faveur des révolutions et des deux grandes guerres mondiales (lesquelles furent bien en réalité des "guerres révolutionnaires" dans leur esprit comme dans leurs conséquences), l'esprit gnostique, appelé en politique "esprit de gauche", a largement gagné l'établissement, de droite comme de gauche. Cela explique que, dans toute l'Europe, les partis sociaux-démocrates et les partis dits de droite en soient venus à se ressembler de plus en plus. De telle sorte que, les partisans de la tradition, et de la patrie en particulier, ne se reconnaissant plus en ces derniers, on a vu naître des mouvements de "droite nationale" qui sont une résurgence antignostique, issue du peuple et dont la signification réelle échappe aux esprits pollués par la gnose. Ces mouvements ne sont pas de nature néo-fasciste, car le fascisme contenait lui-même des éléments gnostiques qui l'ont perdu (« *Rien de trop* » proclamait la fière inscription du temple d'Apollon à Delphes). Il s'agit plutôt de mouvements néo-traditionnels et, à ce titre, néo-baroques, le XVIIe siècle baroque étant la phase de notre civilisation la plus proche de nous avant que n'opère la contamination gnostique déclenchée par les Lumières.

L'approbation de la vie

Pour tenter d'approfondir notre définition de l'orthodoxie, reportons-nous une fois encore à Irving Kristol : « *L'attitude orthodoxe fut par exemple,* écrit-il, *celle des Pères de l'Église catholique : elle est fondée sur l'approbation de la vie.* »

Il est vrai que, hors de toute référence religieuse, l'orthodoxie est fondée sur l'acceptation de la vie et des lois qui la régissent. Lorsqu'un Grec antique, sortant le matin de sa maison, commençait sa journée en offrant un baiser au soleil, son attitude était typiquement orthodoxe. De ce point de vue, on peut dire qu'il y a eu continuité entre l'héritage indo-européen, l'antiquité classique et le christianisme non hérétique. Une continuité qui a rendu possible cette synthèse helléno-chrétienne dont parlait le pape Pie XII et qui a donné naissance, par exemple, à la *Somme* de saint Thomas d'Aquin intégrant Aristote à la pensée chrétienne.

La pensée orthodoxe est inspirée par un "oui" à la Création. Et, étant simultanéiste, elle n'est pas totalitaire. Depuis Héraclite d'Éphèse, elle a en effet montré son incomparable capacité à penser simultanément les contraires. Ainsi Pascal considère que l'homme est un roseau pensant : faible en tant que roseau, digne et capable de créer en tant que pensant. C'est parce que l'homme est un roseau pensant qu'il a besoin à la fois (simultanéisme) d'autorité et de liberté.

Si l'orthodoxie combat le mal, c'est en sachant que sur cette terre il est mêlé au bien. Contrairement aux partisans acharnés des droits de l'homme qui s'imaginent qu'on peut programmer le bien, les orthodoxes savent que « *l'enfer est pavé de bonnes intentions* » et que « *qui veut faire l'ange fait la bête* ». Il faut, dit Pascal, tenir les deux bouts de la chaîne. Ceux qui veulent réduire l'homme au nom d'un principe comme l'égalitarisme, l'antiracisme, la liberté absolue ou la primauté de la société courent à la catastrophe.

L'homme, tel que le conçoit la pensée traditionnelle ou orthodoxe, est capable du meilleur comme du pire. Aussi doit-il être "stabilisé" par des institutions ou par une morale. La morale orthodoxe se présente d'ailleurs toujours comme une liste d'interdits, à la manière du Décalogue. Mais établir une liste d'interdits laisse en réalité une grande place à la liberté (n'est-ce pas "tout le reste"?). En revanche, dresser la liste des droits à promouvoir justifie l'intervention de l'État jusque dans la vie privée.

Le respect de l'homme

Contrairement à la gnose, la pensée orthodoxe ne veut pas créer un homme nouveau : elle respecte les hommes réels et les classe selon leurs talents, et notamment selon leurs qualités morales, montrant ainsi à tous, à l'inverse de l'égalitarisme, les voies de l'excellence.

Enfin, la pensée orthodoxe n'oppose pas la nature à la culture comme Rousseau, mais plutôt la civilisation à la barbarie. Elle est en quelque sorte un plaidoyer pour "plus de civilisation". Car la fin qu'elle se propose est l'amélioration de l'homme par l'effort continu, par l'usage des disciplines de la civilisation. C'est à la maîtrise de soi qu'elle vise, et non à la "réalisation de soi", cette antienne de ceux qui veulent abattre le fardeau des règles civilisatrices sans comprendre qu'elles protègent l'homme contre lui-même.

C'est pourquoi la pensée orthodoxe, qui connaît les limites de la raison, a un préjugé favorable pour les traditions éprouvées par des millions de nos ancêtres au fil des siècles. D'où l'éloge de la coutume par Pascal qui oppose ses vertus expérimentées aux « *idées claires et distinctes* » de Descartes, idées qui bien souvent "décollent" du réel.

Quant à Leibniz, penseur baroque, traditionnel et orthodoxe s'il en est, il recherchait l'harmonie sociale, c'est-à-dire « *la diversité compensée par l'identité* ». Une harmonie qui ne pouvait se réaliser qu'au travers de choix accomplis par les hommes selon des échelles de préférence qui doivent correspondre à l'ordre naturel du cosmos.

En faisant intervenir la qualité, la notion de préférence permet, à l'inverse de l'égalitarisme niveleur, de dynamiser le jeu social. En économie, n'est-ce pas la "préférence pour le profit" qui conduit l'entreprise ? Chacun sait en effet, et l'expérience communiste l'a bien montré, que, sans cette préférence, l'économie meurt. De même, la préférence familiale est l'un des facteurs qui permet à la société de se reproduire. Y renoncer c'est non seulement commettre une injustice mais encore accélérer le déclin démographique de la nation. Et c'est précisément parce qu'elles s'attaquent à cette notion de préférence que les gnoses actuelles, exclusivement fondées sur les "droits de l'homme", sont dangereuses et qu'elles mettent en danger notre survie elle-même. Car, en tournant le dos à la préférence nationale, la France prend le risque de voir un jour son identité se dissoudre dans le flot des invasions, comme ce fut le cas de la Gaule romaine au Vᵉ siècle.



Maximilien de Robespierre, l'Incorruptible. Comme Lénine, il est la quintessence de l'esprit gnostique. Comme Lénine, il a voulu créer un homme nouveau et une société nouvelle conformes à l'utopie égalitaire. Comme Lénine, il se heurta aux faits et utilisa la terreur pour faire coïncider la réalité avec le rêve. Comme lui, il voulut purifier la société de ses éléments malsains dans un bain de sang. L'esprit gnostique, qui est à l'origine de toutes les idéologies totalitaires, engendre aussi naturellement des monstres.

A l'opposé des gnostiques qui veulent *construire* une tour de Babel, les orthodoxes considèrent que la tâche du gouvernement consiste plutôt à *conduire* le bateau de l'État entre les récifs de l'histoire. Un chef d'État traditionnel, ou orthodoxe, est plus un conducteur qu'un "grand architecte".

Il reste enfin un dernier point, capital, sur lequel ces deux modes de pensée sont antinomiques.

L'orthodoxie occidentale se distingue en effet par un trait spécifique que les gnoses s'efforcent d'ailleurs de faire disparaître : la croyance en l'incarnation. Le christianisme est, il faut le rappeler, une religion fondée sur l'incarnation de Dieu. Incarnation non en une quelconque collectivité — fût-ce un "peuple élu" —, mais en une personne qui a un nom et qui émane d'une lignée. Notre civilisation est celle, non pas de l'homme abstrait, mais de la personne concrète. Fondée sur la notion de responsabilité personnelle (le Christ lui-même s'est senti responsable de tous les hommes en voulant les racheter), elle reprend en cela la tradition grecque qui est une civilisation où l'on signe ses œuvres.

A l'inverse, les gnoses sont, on le sait, iconoclastes : a-t-on jamais autant éliminé la représentation du visage et du corps humains au profit d'un art désincarné que depuis que la philosophie gnostique des Lumières est parvenue à déchristianiser en grande partie l'Occident ?

Le message de l'orthodoxie

Ainsi pensons-nous qu'on peut assimiler le combat que le Front national mène pour la France à un réveil de l'orthodoxie face à l'esprit gnostique qui domine aujourd'hui l'établissement. Une situation qui explique sans doute la diabolisation dont le mouvement national fait l'objet car, ne l'oublions pas, l'adversaire gnostique ne supporte pas la contradiction et, conformément à son essence fusionniste et manichéenne, il cherche à l'éliminer. Mais ne savons-nous pas que d'un mal peut aussi sortir un bien ?

Quant à la diabolisation elle-même, si difficile à supporter pour ceux qui en sont l'objet, n'est-elle pas aussi rédemptrice dans la mesure où elle met leur courage à l'épreuve ? Message certes chrétien mais grec aussi : c'est l'enseignement de l'héroïsme à Sparte mais aussi à Athènes qui a sauvé ces cités. Sparte et Athènes mortes plus tard de la disparition de l'idéal héroïque...

Il y a là pour nous un exemple à méditer. Nos valeurs ne valent en effet que si elles sont incarnées héroïquement par les meilleurs d'entre nous : c'est là aussi un enseignement de la tradition, autrement dit de l'orthodoxie. ■

1. Irving Kristol, *Réflexions d'un néo-conservateur*, PUF, 1987.
2. Rappelons ici cette parole du pape Pie XII prononcée le 21 avril 1948 : « *L'Occident doit sa culture naturelle à l'hellénisme, comme il doit sa culture spirituelle au christianisme. Et comme celui-ci perfectionne toutes les cultures selon le sens du véritable humanisme, on peut dire que c'est d'abord sur cette culture dont l'hellénisme est la racine qu'est venue se greffer la religion chrétienne.* »
3. Voir, sur ce point, le curieux ouvrage : *Mai 68, révolution juive ?*, dû à plusieurs animateurs de Mai 68.
4. Op. cit.
5. Friedrich von Hayek, *The Fatal Conceit : the Errors of Socialism*, Routledge, Londres, 1989.

Notre-Dame la France



La bataille de Bouvines (détail).

« *A relire notre histoire, nous trouvons mille raisons d'espérer. N'allons pas, cependant, verser dans la naïveté. Des nations sont mortes de leur aveuglement. La nôtre a bien failli périr, notamment lorsqu'elle fut livrée à l'Angleterre par le traité de Troyes. Bien souvent, l'opinion s'est révélée contraire aux intérêts du pays. Combien de fois nous sommes-nous fourvoyés* [...]. »

Message d'espoir et d'avertissement. Alors qu'une infime majorité de Français vient d'engager notre pays dans l'Europe de Maastricht, l'*Histoire de France*[1] de Jean-François Chiappe vient à point pour remettre les idées à l'endroit. Sur la France et sur l'Europe.

Auteur d'une monumentale biographie de Georges Cadoudal (1971), d'une gigantesque fresque en trois volumes sur les guerres de l'Ouest, *la Vendée en armes* (1982), d'un *Louis XVI*, également en trois volumes (1987-1989), ancien directeur du *Miroir de l'histoire*, producteur, sur France-Inter, avec André Castelot et Alain Decaux, de la "Tribune de l'histoire" (doyenne des émissions radiophoniques), auteur de nombreux films historiques télévisés, ancien producteur, sur TF1, de "Regards sur l'histoire", Jean-François Chiappe n'a jamais mis son drapeau dans sa poche : monarchiste, ancien vice-président du Front national et président de l'Association des amis de Rivarol, il est d'abord, et avant tout, un historien libre, étranger à tout esprit de système.

Anticonformiste jusqu'au bout des ongles, naturellement bienveillant à l'égard des individus, il fait sienne la phrase de Jacques Bainville : « *Il n'est pas facile de conduire les peuples, il n'est pas facile non plus de fonder et de conserver un État comme l'État français, et l'on en garde, en définitive, beaucoup d'indulgence pour les gouvernements.* »

C'est précisément dans le droit fil de celle de Bainville que se situe aujourd'hui son Histoire de France.

Spécificité et unicité

Dans une langue raffinée, allègre et précise, il s'est en effet davantage attaché aux causes et aux conséquences qu'aux événements eux-mêmes (sans pour autant les négliger) et, au-delà, aux constantes et aux tournants qui éclairent la spécificité et l'unicité de Notre-Dame la France. Une spécificité qui tient à la conception capétienne d'une construction territoriale, morceau par morceau, opposée à la conception impériale d'universalité.

Mais, contrairement aux assertions de certains bainvilliens abusifs ou sclérosés (qui ne distinguent pas, dans l'œuvre du maître, ce qui était conditionné par le contentieux franco-allemand d'après 1870), Jean-François Chiappe montre que cette spécificité ne fait pas pour autant de nos voisins d'outre-Rhin des ennemis héréditaires. Elle n'a pas empêché, à certains moments, le roi et l'empereur de se retrouver unis, comme Saint Louis et Frédéric II de Hohenstaufen.

Brillante et profonde, cette synthèse, nourrie d'anecdotes parfaitement choisies, est agrémentée de portraits qui, chacun, résume à lui seul un personnage, une situation, une époque.

Ainsi, Pépin le Bref : « *Premier roi d'une nouvelle dynastie, nullement grisé par sa position, sévère sans cruauté, il apparaît comme un souverain presque moderne. Il traite avec les papes* [...]. *Il n'est pas une invention du clergé local comme Clovis, non plus qu'un conservateur éclairé tel Dagobert* [...]. *Pépin s'était donné toutes les armes pour contrebalancer cette étrange supériorité que s'accordaient les néo-Grecs de Constantinople* [...] » ; Hugues Capet : « *Non, Hugues n'est pas un souverain de raccroc comme certains de ses sujets le pensent. Il possède un projet politique : unir sans détruire* » ; Louis XIV : « *La lutte contre les protestants, la persécution des jansénistes s'inscrivent à son passif mais on aurait tort de l'incriminer dans d'autres domaines, sinon l'asservissement de la noblesse et son corollaire, l'internement de la monarchie à Versailles. Il n'a jamais recherché la guerre. En se préoccupant de sa gloire, il a servi la France. Attentif aux intérêts de ses sujets, il leur a permis de vivre entre eux, chez eux. Voltaire écrira qu'il "eut dans l'âme une élévation qui le portait aux grandes choses"* [...]. *Sans Louis XIV auraient disparu la crainte mais surtout l'admiration que nous porte le monde.* »

On pourrait continuer à aligner ainsi les citations concernant tous les souverains, présidents, grands serviteurs, saints, héros ou crapules que la France a connus.

Poursuivie jusqu'à l'élection de François Mitterrand, en 1981, cette Histoire de France, conçue pour tous, justifie en outre pleinement le conseil du grand Guizot : « *Vous voulez du roman ? Lisez de l'histoire.* »

Régis Constans

1. *Une histoire de la France*, par Jean-François Chiappe (Perrin, 504 pages, avec index, cartes, chronologie et tableaux généalogiques, 165 F). Tous les autres ouvrages de Jean-François Chiappe ont été publiés chez Perrin.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Bruno Mégret
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
Pierre Jaboulet-Vercherre
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Bardet
RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS
Régis Constans, Hervé Morvan
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Déline Certier
RÉDACTION
Pierre Durand, Pierre Milloz, Pierre Sergent (†), Georges-Paul Wagner, Pierre de Meuse, Didier Lefranc, Bruno Racouchot, Grégoire Legrand, Pascal Gannat, Jean de Bauvière, Aramis.
DIRECTION ARTISTIQUE
Franck Marest

CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE
Couverture : Roger-Viollet.
Gamma, Giraudon, Roger-Viollet, Lapi-Viollet, Harlingue-Viollet, Agence de presse Bernand, ph. Olivier Racouchot.
Dessin de Borlin (d'après Archiv. Weimar).

IDENTITÉ
8, rue du Général-Clergerie - 75116 Paris
Tél. (1) 47 27 56 66 - Fax (1) 47 55 06 38
N° de commission paritaire : AS71225

(Suite de la page 25)

14 juillet 1989. La parade du bicentenaire a en effet affirmé une volonté d'abolir l'histoire du peuple français. La mémoire et l'identité française traditionnelle ont été totalement occultées au profit d'un déluge de musiques et de danses afro-américaines. L'"opéra" de Jean-Paul Goude restera comme l'exemple le plus parfait de la sous-culture cosmopolite qui a marqué la décennie du pouvoir socialiste.

La logique de cette idéologie dominante, à la lumière de ce que nous avons énoncé précédemment, nous conduit tout naturellement à reformuler la question de l'assimilation. La culture de la prétendue modernité porte en elle-même la plus grande part de responsabilité des crises et des échecs de l'assimilation, responsabilité qu'elle impute systématiquement à une France profonde diabolisée par l'accusation de racisme. Mais, plus encore, sa logique interne détruit son propre discours sur l'intégration ou, plutôt, sur la non-intégration.

Il n'est plus possible d'affirmer que les jeunes immigrés des banlieues en révolte ne sont pas intégrés à la société française : ils n'appartiennent déjà plus à leur culture d'origine, ils ne sont peut-être pas intégrés à la société française "traditionnelle", mais ils ont assimilé les valeurs et les formes de la sous-culture dominante media, show-biz, pub, dans laquelle ils baignent. Leur univers intellectuel c'est le langage dégradé et éclaté du rap, leur idéal esthétique c'est le narcissisme vide des vidéo-clips, leur modèle de consommation la culture pub Benetton, Chevignon où les objets sacralisés de l'univers "jeuniste" (blousons, baskets, disques, vidéo, etc.) sont présentés comme l'unique promesse de bonheur et dont la philosophie se résume à « *tout, tout de suite et gratuitement* » selon les propres termes d'un professeur cité par *l'Événement du jeudi*. En effet, si la "révolte" des banlieues est le plus souvent évoquée sur un ton complaisant par les media, en revanche, les témoignages de professeurs, de policiers, d'éducateurs ou de sociologues sur le vide mental et moral de ces jeunes abondent.

« *Ce sont des gosses complètement désaxés, fascinés par l'Amérique des gangs. Ils choisissent des noms ronflants pour leurs groupes, la télé les intoxique, ils sont dépourvus de toute valeur morale commune, sans remords ni mémoire* » affirme un ancien policier des renseignements généraux dans un article de *l'Événement du jeudi* consacré aux bandes de jeunes noirs. Même constat pour une femme juge des enfants interviewée par *le Quotidien de Paris* : « *Pour eux, demain n'a aucun sens. Ils ne projettent plus dans le temps ; on a parfois l'impression étrange d'avoir affaire à des vieux. Ils sont impitoyables, ils n'ont aucune affectivité. Faire du mal ou se faire du mal n'a aucun sens non plus. Tout démarre toujours comme un jeu.* »

Ce bilan psychologique une fois posé, bien peu de commentateurs s'aventurent cependant à analyser les liens évidents de cause à effet entre le monde "culturel" dans lequel baignent ces jeunes et leurs comportements asociaux. Chacun préfère s'en remettre aux éternels clichés sur l'exclusion, le chômage ou la laideur des banlieues.

Comme si ces trois causes, toujours affirmées comme des évidences indiscutables et largement déformées dans un sens catastrophique, n'étaient pas liées, elles aussi, aux fractures culturelles de la société française, à l'échec de l'éducation et aux traumatismes psychologiques qu'ils entraînent.

Or les symptômes pathologiques décrits par les observateurs de ces univers de jeunes sont parfaitement lisibles : ils traduisent clairement une déstructuration mentale que reflètent bien les formes de la pseudo-culture jeune, exaltées par une armée de démagogues qui tentent de faire passer ces modes d'expression dégradés et éclatés pour des messages de vie, de convivialité et de créativité. A contrario, la dévalorisation, ou la quasi-disparition, de la culture traditionnelle fait ressortir sa fonction fondamentalement structurante par la richesse et la complexité des messages qu'elle délivre et par son positionnement dans une continuité et une identité culturelles, positionnement qui fixe notamment les repères espace temps essentiels à la formation de l'esprit et à l'identification à une culture commune.

Nous arrivons ainsi à formuler ce qui aujourd'hui peut, hélas, apparaître comme un paradoxe mais qui est au fond une simple évidence. Seule une démarche résolument identitaire aurait permis l'assimilation d'une forte population d'immigrés du tiers monde à la société française. Nous en sommes bien loin. ■

FABULEUX TRÉSORS!

Splendeur de l'histoire et noblesse du vin. Le château de la Commaraine à Pommard fut édifié en l'an 1112 par le Duc Eudes II de Bourgogne qui appartenait à la première Dynastie Capétienne, troisième lignée des Rois de France. Cette seigneurale demeure abrite aujourd'hui la cuverie, où l'on procède, chaque automne, et cela depuis des générations, à la vinification du fameux Clos de la Commaraine. C'est dans l'ancienne chapelle du château que la maison Jaboulet-Vercherre veille au lent et pieux vieillissement des fabuleux trésors de ses domaines, les premiers crus Pommard "Clos de la Commaraine", Beaune "Clos de l'Écu", Volnay "Les Caillerets", Santenay "Le Grand Clos Rousseau", Puligny-Montrachet "Les Folatières" et le grand cru Corton-Bressandes. Tous ces joyaux, qui occupent une place de choix sur les menus de la gastronomie Française et étrangère, atteindront en achevant de vieillir, à l'élégance et à la suavité dont leurs noms de premiers et grands crus étaient la promesse.



JABOULET-VERCHERRE

Négociant-Éleveur-Exportateur : 5 rue Colbert. 21201 Beaune, Côte-d'Or. Tél : 80 22 25 22. Télex : Vercher-Beaun 350714. Téléfax : 80 22 03 94.

G. Fondecave Conseil.

INSTITUT DE FORMATION NATIONALE

CYCLE 1992-1993

LA NATION
FAIT ET BIENFAIT

Conférences du soir

sous la présidence de Georges-Paul Wagner

22 septembre : **Les communautés naturelles,** *par Bernard Antony, député européen, président du groupe FN au conseil régional Midi-Pyrénées.*

8 octobre : **Nation, fait et bienfait,** *par Jean-Marie Le Pen, président du Front national, député européen.*

20 octobre : **État, patrie, nation,** *par Jacques Ploncard d'Assac, écrivain.*

17 novembre : **Nation, ordre économique et concorde sociale,** *par Gilles d'Écalgrain, consultant, membre du Centre d'études et d'argumentaires du FN.*

15 décembre : **Nationalisme et littérature, de Paul Bourget aux "hussards",** *par Jacques Robichez, professeur honoraire à la Sorbonne.*

19 janvier : **Le réveil des nations à l'Est,** *par Alain Sanders, journaliste.*

3 février : **Nationalisme, éthique et sacré,** *par Claude Rousseau, maître de conférences à la Sorbonne.*

16 février : **L'absence de nations, facteur de discordes en Afrique,** *par Bernard Lugan, professeur à l'université de Lyon III.*

16 mars : **Le terrorisme intellectuel en 1993,** *par Jean Madiran, directeur de* Présent.

20 avril : **Nationalisme : gnose et tradition,** *par Yvan Blot, député européen, président du groupe FN au Conseil régional d'Alsace.*

4 mai : **Libéralisme, socialisme, nationalisme,** *par Jean-Claude Bardet, rédacteur en chef d'*Identité*, président du groupe FN au Conseil régional de Lorraine.*

18 mai : **Peuples et nations,** *par Pierre Vial, maître de conférences à l'université de Lyon III, conseiller régional Rhône-Alpes.*

15 juin : **La nation : droits et devoirs du citoyen,** *par Georges-Paul Wagner, avocat au barreau de Paris.*

29 juin : **Nationalisme et nouvel ordre mondial,** *par Bruno Mégret, délégué général du Front national, député européen.*

Les conférences ont lieu au Musée social, 5, rue Las Cases, 75007 Paris, à 20 h 45.

Prix d'entrée : 40 F ; étudiants : 20 F.

Pour tous renseignements, s'adresser à Nicole Dorlin ou à Françoise Monestier, IFN, 8, rue du Général-Clergerie, 75116, Paris, tél. : 47 27 56 66 ou 40 43 89 88.